

LA VÉRITÉ

*Organe de l'Organisation trotskyste
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)*

JUIN 1970

N° 548 - PRIX : 4,50 F.

64 pages

**QUI EST
GEORGES
LUKACS ?**

**POUR LES ETATS-UNIS
SOCIALISTES
D'EUROPE**

**LUTTE DES CLASSES
AU
PROCHE-ORIENT**

LA VÉRITÉ

Organe de l'Organisation trotskyste
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

Rédaction et Administration :
39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

sommaire

Notes éditoriales	3
Guerre et lutte de classes au Proche-Orient	7
Sur les Etats-Unis socialistes d'Europe	13
La nouvelle édition de «L'Internationale communiste après Lénine» Une grande œuvre, un préfacier abusif	29
L'itinéraire politique de Georges Lukacs	41
A propos d'un débat sur le "Trotskisme"	52
Les livres de Jean Coin	61

ATTENTION

Nous avertissons nos lecteurs que le numéro 546 de la "La Vérité"
est le numéro spéciale : "SAMIZDAT 1" paru en Novembre 1969.

"La Vérité" paraissant désormais sur 64 pages, le coût de parution étant
supérieur, nous nous voyons dans l'obligation de porter son prix à 4,50 F.

ABONNEMENTS :

1 an (5 numéros)	15 Francs
Sous pli clos	20 Francs
Etranger	18 Francs
Le numéro	4 Francs
Abonnement de soutien	20 et 30 Francs

C.C.P. : Gérard Bloch Paris 606-23

A nos lecteurs

La parution de ce numéro de «la Vérité» marque, à notre avis, un progrès, certes limité, mais réel, dans le travail militant pour la construction d'une organisation de type bolchevique en France. D'une part, il sort très exactement trois mois après le précédent. D'autre part, une étape importante a été franchie sur le plan de la diffusion qui, d'ores et déjà, a permis d'équilibrer financièrement la vente.

Il reste que nous avons à régler différentes questions qui, seules, permettent d'assurer à la revue théorique de l'Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) la place qui est dès à présent la sienne dans le combat pour la construction du Parti révolutionnaire.

La première des questions à résoudre consiste à prendre toutes les dispositions rédactionnelles pour que «la Vérité» paraisse régulièrement tous les deux mois. Nous n'avons pas encore atteint cet objectif.

Il y a ensuite l'équilibre politique de notre revue. Si un pas en avant a été franchi dans ce numéro (le sommaire en témoigne), il reste qu'à notre avis il aurait été indispensable de soumettre à l'avant-garde les problèmes fondamentaux qui relèvent en particulier de l'analyse globale des perspectives internationales — économique et politique — dans le cadre de la préparation de la 4^e Conférence du Comité international (IV^e Internationale) et de la Conférence pour l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse. Des articles sur ces sujets étaient prévus par le Comité de rédaction. Ils n'ont pas été rédigés dans les délais.

En troisième lieu, on ne saurait se contenter du fait que ce numéro de «la Vérité» est équilibré. Il faut plus et mieux. Plus, car la diffusion de notre revue peut et doit être considérablement élargie. Mieux, car le montant des sommes recueillies dans la vente des «Vérité» remonte trop lentement au C.C.P.

Toutes les dispositions sont prises à cet effet car il s'agit des problèmes de l'organisation — fusion de la théorie et de la pratique — pour la construction du Parti révolutionnaire et la reconstruction de la IV^e Internationale.

Signalons à nos lecteurs que la brochure «les Enseignements de notre histoire» consacrée à l'examen de quelques-unes des questions fondamentales de l'histoire du trotskysme en France, est à leur disposition pour le prix de 6,00 F. Nous publions également un numéro spécial de «la Vérité», au prix de 6,00 F, qui rassemble tous les documents adoptés par la Conférence des militants des pays de l'Est, qui s'est déroulée en Suisse, à la fin de l'année dernière. Tous ceux qui considèrent que les développements politiques en Union soviétique et dans les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme sont décisifs pour l'avenir de l'humanité prendront connaissance des travaux de cette conférence qui a rassemblé des militants communistes polonais, hongrois, yougoslaves et tchécoslovaques.

Notes éditoriales

LA grève générale de mai-juin 1968 en France (et son prolongement avec la chute de De Gaulle après le référendum) et la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, brutalement stoppée, mais non défaite, par l'intervention de la bureaucratie du Kremlin en août 1968, ont ouvert une nouvelle période dans la lutte de classes internationale que nous avons caractérisée comme celle de la période de la révolution imminente. Certes, en marxistes que nous sommes, une telle caractérisation ne signifie en aucune façon que la montée révolutionnaire du prolétariat international, entraînant dans son sillage les masses exploitées des villes et des campagnes, se déroulera sur une ligne constamment ascendante. Il s'agit d'une période historique où se développent des processus révolutionnaires qui concernent des milliers et des centaines de milliers d'êtres humains. Il s'agit de la bataille la plus implacable entre une classe — les capitalistes — et l'autre — le prolétariat — où se jouent toutes les destinées de l'humanité.

L'Histoire l'enseigne, jamais une classe dominante n'abandonne de bon gré le système de propriété qui assure son régime d'exploitation. La classe capitaliste ne fait pas et ne pourra faire exception à la règle. L'âpreté et la férocité qui sont inhérentes aux classes dominantes ne peuvent suffire. Aussi indispensable que soit l'instrument d'oppression que représente l'Etat bourgeois, la bourgeoisie ne pourrait faire accepter aux masses laborieuses son système par ses seules forces de police. Il lui faut tromper, pervertir la conscience des travailleurs en cherchant à leur faire admettre l'horizon borné de l'exploitation comme le seul mode d'existence possible. En se soumettant les appareils des organisations — les lieutenants ouvriers de la classe capitaliste dénoncés par Lénine —

la bourgeoisie a dressé, contre les aspirations révolutionnaires, l'obstacle décisif à la marche en avant de la révolution prolétarienne.

Si les masses laborieuses n'avaient devant elles que l'impérialisme et ses agents, les questions seraient pour nous, non pas faciles à résoudre, mais tout de même moins compliquées. La classe ouvrière, pour résister à l'exploitation, doit se constituer en classe indépendante de la bourgeoisie et de son Etat. Elle a édifié à cet effet, dans une séculaire lutte de classe, des organisations, a conquis des droits, garanties et libertés. En Union soviétique, par la révolution d'Octobre 1917, la section russe du prolétariat a élargi les positions internationales de la classe ouvrière au niveau de l'édification de son propre Etat ouvrier.

La bourgeoisie ne serait pas une classe dominante dont les intérêts sont opposés à ceux des travailleurs qu'elle exploite si, face à la menace contre son système, elle ne cherchait pas, contre la classe ouvrière, par tous les moyens, à garantir son régime politique qui lui assure la domination sur la société. Lorsque la méthode de la répression ne peut être utilisée, elle en utilise d'autres et, en premier lieu, elle cherche à s'assujettir le mouvement ouvrier en s'assujettissant les organisations par la collaboration de classes et la corruption économique et politique (cette dernière étant encore la plus dangereuse). Les appareils qui contrôlent les organisations se sont constitués à cette fin qui est d'être des agences de la bourgeoisie qui, en quelque sorte, campent, au compte de la bourgeoisie, dans la classe ouvrière afin de pervertir la conscience du prolétariat. En raison de motivations diverses dont, en premier lieu, l'isolement de la révolution russe dont la responsabilité première retombe sur les épaules de la social-démocratie internationale qui, dans la crise révolutionnaire surgie des souffrances de la première guerre impérialiste (1914-1918), s'est rangée du côté de la bourgeoisie, le premier Etat ouvrier a dégénéré. Une monstrueuse caste bureaucratique, s'appropriant les conquêtes d'Octobre, s'est constituée, en Union soviétique, dominant les P.C. comme une agence bourgeoise contre le prolétariat international, subordonnant les appareils staliens des P.C. à la défense de ses privilèges.

Le mouvement profond de la classe a été ainsi entravé. Il l'est toujours. Mais, entravé par les appareils, ce mouvement, en raison même de la crise du système de domination de l'impérialisme, a poursuivi son chemin en dépit des écueils bureaucratiques. A la fin de la deuxième guerre mondiale, l'impérialisme, ébranlé, aurait sombré si Staline, à Yalta et à Postdam, ne l'avait sauvé. Mais l'impérialisme a dû, pour contenir et tempérer la lutte de classes, céder de nouvelles positions au prolétariat international.

Dans les pays de l'Est sous une forme indirecte, en Chine et au Nord-Vietnam directement, les prolétariats ont brisé le système de domination des classes dominantes totalement désintégrées et discréditées par la guerre. Mais la question posée par Lénine au début des années 20 reste entière : « Qui l'emportera » entre le prolétariat, constitué comme classe autour de ses organisations, droits, libertés et conquêtes, et l'impérialisme ? Elle n'est pas encore réglée. La bourgeoisie internationale ne cédera pas la place sans combattre. Elle combattra à mort. Le « Qui l'emportera ? » entre la bourgeoisie et le prolétariat soulève cette alternative : ou la bourgeoisie, pour défendre sa domination de classe, entraînera l'humanité dans la barbarie avec la guerre atomique, ou bien le prolétariat, dirigé par un Parti et une Internationale révolutionnaires (qui ne sauraient être que des partis de type bolchevique, sections nationales de la IV^e Internationale reconstruite, bâtis sur le « Programme de transition »), exprimant en termes de conscience les intérêts de la seule classe progressive (la classe ouvrière), par la révolution, dégagera pour l'humanité les voies du socialisme. Socialisme ou barbarie ? Il n'est pas de troisième solution.

La bourgeoisie combat. Le porte-parole de l'impérialisme américain, Nixon, en étendant la guerre contre-révolutionnaire au Cambodge, a clairement montré les buts de guerre du gendarme américain contre les peuples :

« Nous agissons de la sorte... pour décourager l'agression... Nous vivons en une ère d'anarchie, qu'il s'agisse des pays étrangers ou des États-Unis. Nous assistons à des assauts irréflectés contre toutes les grandes institutions qui ont été créées par les civilisations libres au cours des cinq derniers siècles. Si, lorsque les dés sont jetés, les États-Unis se comportaient comme un géant impuissant et pitoyable, les forces du totalitarisme et de l'anarchie menaceraient les nations et les institutions libres du monde entier. Si nous ne relevions pas le défi, toutes les autres nations seraient averties qu'en cas de véritable crise, et malgré leur immense puissance, nul ne pourrait compter sur les États-Unis. »

Sous le couvert hypocrite des mots, Nixon déclare nettement :

« Je déchaîne le feu et le sang au Cambodge pour protéger les États bourgeois dans le monde entier et, aux U.S.A. mêmes, je déchaîne les flammes et la mort pour, contre le communisme et la révolution prolétarienne, défendre les systèmes d'exploitation de l'impérialisme contre les aspirations des masses laborieuses de tous les pays, y compris des travailleurs américains. »

Nixon cherche à contenir la révolution, par l'écrasement des masses prolétaires indochinoises, afin de mieux préparer l'attaque contre la Chine (pour tenter de réintégrer le marché chinois dans le circuit de l'impérialisme mondial). La guerre contre-révolutionnaire est clairement dirigée contre le prolétariat international et ses positions (y compris aux U.S.A.), contre l'U.R.S.S. et tous les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme.

Nixon le sait : l'impérialisme n'aura pas nécessairement le dernier mot. L'héroïque résistance des peuples indochinois en témoigne. Mais ce qui est au moins aussi important, c'est la conscience politique que le prolétariat américain est en train de se forger contre son ennemi bourgeois qui est dans son propre pays. D'abord en engageant les plus grandioses grèves, les ouvriers américains refusent de subir les conséquences de la poursuite de la guerre. D'autre part, un gigantesque mouvement d'opinion, certes entaché d'illusions pacifistes, se développe contre la guerre. Nixon y répond encore en faisant assassiner froidement quatre étudiants par la police de ses « institutions libres ». Cela ne durera pas toujours.

Nixon le sait, il ne peut tenter de gagner la guerre contre-révolutionnaire au Vietnam qu'en s'assurant la neutralité de la bureaucratie russe. Alors que Nixon ne cache rien de ses buts, tandis que son Pentagone a fomenté le coup d'État pour imposer un gouvernement présidé par le général Lon Nol, les bureaucraties russes continuent à reconnaître les fantoches mis en place par les militaires américains.

Sur ordre du gouvernement soviétique, l'ambassadeur de l'U.R.S.S. a transmis, le 26 mai, une note, dont nous publions ici les extraits, au gouvernement Lon Nol :

« L'Union soviétique tirera (le cas échéant), pour sa politique, ses conclusions sur l'orientation que prendra l'évolution : soit le retour du Cambodge à la paix et au neutralisme, soit l'alliance avec les forces de l'agression et de la guerre et la transformation du Cambodge en base de guerre contre les peuples. Pour l'instant, le Cambodge est placé devant le choix. »

Le 27 mai, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Lon Nol réaffirme son choix. Il déclare :

« Si mon gouvernement n'avait pas repris le contrôle du pays le 30 juin, date limite fixée par

le président Nixon pour le retrait des troupes américaines au Cambodge, il demanderait aux U.S.A. de maintenir leurs troupes sur le territoire cambodgien. »

Le même jour, les deux gouvernements fantoches de Ky et de Lon-Non rétablissent les relations diplomatiques entre Saïgon et Pnom-Penh.

Au moment où nous écrivons ces lignes (10 juin), Brejnev reconnaît toujours Lon Nol qui pourtant a choisi. Et comment ! Mais pour mieux signifier la place que la bureaucratie entend garder dans la guerre qui oppose les « peuples » aux forces d'oppression U.S., c'est contre la Chine que Brejnev dirige principalement ses attaques, n'hésitant pas à déclarer : « Les dirigeants de Pékin sont devenus les successeurs des chefs du Reich hitlérien. » On sait que, pendant la guerre, Staline et Roosevelt étaient alliés contre Hitler. Alors ?

La bureaucratie stalinienne recherche éperdument la préservation du « statu quo ». C'est ce qui l'amène, au travers de la prétendue politique de la « coexistence pacifique », à maintenir avec l'impérialisme mondial en général, et l'impérialisme U.S. en particulier, une zone de compromis contre la révolution prolétarienne. A charge de revanche, Nixon, pour le moment, laisse les mains libres à la bureaucratie pour agir contre les travailleurs soumis à son contrôle. Il en est ainsi de la Tchécoslovaquie où la répression s'étend. Indépendamment des objectifs politiques que poursuit Garaudy (sur lesquels nous reviendrons dans le prochain numéro de « la Vérité »), la direction du P.C.F., contrainte de publier les minutes des entretiens Dubcek-Waldeck Rochet, dévoile une fois de plus la véritable nature de l'appareil international mis en place par Staline dans les années 20.

Lorsque Garaudy fait la découverte du « groupe Marchais », il n'est tout de même pas sans savoir, lui qui fut membre du B.P. du P.C.F., que des « groupes » inféodés à la bureaucratie du Kremlin ont toujours constitué la méthode de direction de l'appareil du P.C.F.

Quoi qu'il en soit, la publication par « l'Humanité » du texte des conversations confirme complètement que Waldeck Rochet est venu à Prague, après avoir séjourné à Moscou, comme envoyé de Brejnev (Dubcek lui en fait la remarque).

Certes, le fait que la direction du P.C.F. ait été dans l'obligation de condamner, le 21 août 1968, l'intervention de la bureaucratie n'est pas sans importance. D'autant plus que cette condamnation est à mettre en relation avec la crise qui secoue la bureaucratie soviétique, devant la montée de la révolution politique en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est. Non, bien sûr, que l'appareil du P.C.F. ait décidé de se ranger du côté des masses. En aucun cas. Une preuve supplémentaire en est fournie par le silence manœu-

vrier des dirigeants du P.C.F., sur les méthodes de délation, préparatoires à de futurs procès de type stalinien, dont le document Kanapa transmis à Prague par Fajon constitue également une pièce du dossier que la bureaucratie cherche à établir.

La circulaire du comité du Parti communiste tchécoslovaque de la faculté des Lettres de l'université Charles de Prague est un vivant témoignage de la hargne contre-révolutionnaire qui sévit en Tchécoslovaquie :

« A tous les membres du P.C.T. de la faculté des Lettres de l'université Charles.

Cher (e) camarade,

Le comité du parti de la faculté des Lettres te demande, en vertu de la lettre du C.C. du P.C.T. à tous les membres du parti au sujet des échanges des cartes du parti, d'écrire une annexe de ton *curriculum vitae*, traitant de la période 1968-1969. La commission mandatée par le bureau d'organisation du C.C. du P.C.T., qui est chargée de la direction des conversations (avec les militants — *Note du traducteur*) dans le cadre de l'échange des cartes, va se baser sur cette annexe.

Dans cette annexe, il faut :

1. Evaluer tes positions en janvier 1968, caractériser la période de janvier jusqu'au mois d'août 1968 (par exemple, les résolutions du plénum de Mai, la campagne des « 2.000 mots », ta participation aux résolutions erronées servant à faire pression (sur la direction — *Note du traducteur*), les motions erronées antiparti, etc.).
2. Evaluer la période jusqu'au et après le plénum du C.C. du P.C.T. de novembre 1968 (par exemple, l'hystérie antisoviétique, les protocoles de Moscou, l'action pour l'élection de J. Smrkovsky à la place du président de l'Assemblée nationale, la « palachiade » (les obsèques de J. Palach — *Note du traducteur*), le mouvement des grèves, les événements antisoviétiques de mars 1969, etc.).
3. Le plénum d'avril 1969.
4. Le plénum de mai du C.C. du P.C.T. et la mise en application des décisions adoptées.
5. Ce que vous avez publié, et cela par rapport au point de vue du plénum de septembre 1969 du C.C. du P.C.T. ; il faut préciser :
 - a) les articles, les essais, les publications (quand et où ont-ils été publiés ?) ;
 - b) les interventions publiques, à l'intérieur et à l'extérieur de la faculté (préciser le lieu et le sujet de l'intervention) ;
 - c) les voyages et l'activité à l'étranger.
6. L'activité dans les organisations d'étudiants.

L'annexe du *curriculum vitae* est une condition préalable aux conversations. Il faut l'envoyer au plus tard le 1^{er} avril 1970.

Bureau d'organisation du C.C. du P.C.F.,
Section de l'Éducation et de la Science.

Un tel document se passe de commentaires, mais il pose une question. Les militants du P.C.F. ont approuvé la résolution de leur comité central qui condamnait l'intervention. Des dirigeants comme Aragon (dont le passé n'est certes pas garant du présent) ont protesté contre la délation institutionnalisée pour raison d'Etat. La répression s'étend. Des militants du « Printemps de Prague » sont interrogés et emprisonnés. Avec quelles garanties ? Nul ne le sait. Le premier devoir n'est-il pas d'exiger qu'une commission internationale composée de militants des organisations ouvrières de toute tendance se rende en Tchécoslovaquie pour enquêter sur les conditions de la détention, pour exiger le régime politique pour les emprisonnés et la possibilité pour eux de choisir leur avocat, y compris des avocats étrangers ? Cette commission internationale, qui aurait pour mission l'investigation sur toutes les formes de la répression (économique et politique), devrait publier les résultats de son enquête. Ainsi la résolution du C.C. du P.C.F. cesserait d'être une manœuvre de dirigeants au service de la bureaucratie du Kremlin.

*
**

On lit ce dialogue édifiant, ô combien ! dans « France-Soir » du 11 juin 1970 :

« Le président de la République avait invité à une « garden-party » les parlementaires Tous, majorité et opposition, ont répondu à l'invitation.

Très remarqué aussi, Robert Ballanger, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale qui se plaignait courtoisement des petites misères que, dit-il, lui faisait subir le ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement, Roger Frey :

« Mon parti aimerait bien par exemple être assuré de pouvoir disposer des pelouses de Vincennes pour la fête annuelle de l'Humanité.

Moi, je ne vous ai jamais rien refusé, même « pas une loi anticasseurs », lui répondit le président de la République. Ce qui déclencha les rires dans l'assistance. »

Ce cynique dialogue illustre parfaitement la politique de l'appareil qui s'est refusé à un réel combat

contre une loi dirigée directement contre la classe ouvrière, ses organisations, ses libertés et ses droits, c'est-à-dire contre les cadres premiers dans lesquels la classe ouvrière peut se mobiliser dans l'unité contre le VI^e Plan du capital et de son Etat. L'appareil du P.C.F. représente le noyau le plus stable de l'appareil du stalinisme international. Il en administre la preuve avec sa politique tchécoslovaque et avec le soutien sans réserves de l'orientation du Kremlin sur le Cambodge qu'il ne dénonce pas plus qu'il n'a condamné l'envoi de charbon russe à Franco au moment de la grève des Asturies. La politique de « coexistence pacifique » exige que la lutte des masses ne remette pas en cause le régime capitaliste en France. Le contenu vrai de la politique dite de la « démocratie avancée » qui se veut étape distincte de la révolution, donc nécessairement étape bourgeoise, est établi parfaitement par ce dialogue. Dans les conditions actuelles, la classe bourgeoise en France ne reconnaît pas d'autre gouvernement que le gouvernement Pompidou. Pour assurer la défense des intérêts du Capital, il faut imposer aux masses le VI^e Plan. La bourgeoisie et son gouvernement savent que des centaines de milliers et millions de travailleurs et de jeunes n'accepteront pas de subir sans réagir le sombre avenir de chômage, de déchéance et de déqualification que le régime capitaliste leur réserve s'il se survit dans ce pays.

La loi anticasseurs n'a qu'un seul but : préparer les conditions d'une répression renforcée en vue de tenter de faire accepter aux travailleurs et à la jeunesse les dispositions du VI^e Plan et de la réforme Faure. Les médiocres incidents suscités ici et là, où la main de la provocation est souvent présente, ont servi de prétexte à l'appareil pour refuser de mobiliser dans l'unité les masses contre la loi anticasseurs.

*
**

Il reste que dans les profondeurs de la classe et parmi les militants ouvriers, y compris de nombreux militants du P.C.F., un mouvement se dessine qui cherche à homogénéiser le combat contre le capital et l'Etat. Ces questions et toutes les autres ressortent toutes des problèmes de la révolution prolétarienne dans ce pays et de la construction du parti révolutionnaire indispensable à sa victoire ; elles seront au centre des discussions qui se dérouleront dans le libre respect de la démocratie ouvrière à la tribune du congrès de l'Alliance ouvrière-Congrès ouvrier qui tiendra ses assises les 20 et 21 juin 1970 à Suresnes. Nous en tirerons le bilan dans notre prochaine publication.

GUERRE ET LUTTE DE CLASSES AU PROCHE-ORIENT

par Pierre LAMBERT

POUR comprendre la situation dans ce secteur du monde, il est indispensable de l'analyser comme par-

tie des problèmes généraux de la lutte de classes internationale.

Rappelons-en brièvement les données :

L'Etat d'Israël

Il n'est évidemment pas dans notre intention d'étudier le problème juif dans l'Histoire. Disons simplement que, dans la période du capitalisme ascendant, la question juive tendait à se régler par l'intégration de plus en plus accentuée des Juifs dans les pays civilisés de l'Occident. L'impérialisme, « *la réaction sur toute la ligne* » (Lénine), a fait resurgir avec une force décuplée le problème juif dans les pays avancés, sous l'aspect du plus féroce antisémitisme. C'est dans ces conditions que le problème juif, qui aurait pu et dû être réglé par la révolution prolétarienne, a été conduit à l'impasse. C'est un des problèmes soulevés parmi de nombreux autres et qui touche à l'avenir de la civilisation humaine : les camps nazis sont la préfiguration de la barbarie où risque de s'engloutir la société si le système capitaliste se perpétue.

Il est non moins évident que des masses de millions d'êtres humains doivent, en toutes circonstances, chercher des solutions à leurs problèmes. Elles ne peuvent attendre que le socialisme les règle sans essayer de réagir d'une façon ou d'une autre. Le retard de la révolution prolétarienne a amené près de 3 millions de Juifs à considérer leur installation dans la prétendue terre de leurs ancêtres comme l'issue pour échapper aux terribles persécutions qu'ils venaient de subir. Ainsi la question juive se trouvait posée sur des bases nouvelles.

En partie seulement, car, comme problème particulier, répétons-le, la question juive relève néanmoins des problèmes généraux de la lutte de classes, c'est-à-dire, en dernière analyse, des problèmes soulevés par la révolution prolétarienne seule issue positive aux tragédies de notre époque. A l'époque de l'impérialisme, la « *nation* » ne peut plus historiquement constituer une étape progressive. Ce qui ne signifie pas que la question nationale ait perdu toute réalité. Bien au contraire, l'impérialisme élève à un niveau encore plus élevé l'oppression nationale ; mais l'impérialisme donne aux luttes des peuples opprimés pour leur indépendance la dimension de la révolution prolétarienne comme solution.

La création de l'Etat d'Israël a été décidée par l'U.R.S.S. et les Etats-Unis comme acte relevant de la « *coexistence pacifique* », à la suite des accords de Postdam et de Yalta où Staline et Truman ont scellé un accord contre la révolution mondiale.

De même que l'installation de 3 millions de Juifs est un fait, l'origine historique de l'Etat d'Israël en constitue un autre. S'il ne saurait être question de proposer au peuple juif d'Israël une nouvelle Diaspora, il est impensable de feindre d'ignorer que la bureaucratie stalinienne et l'impérialisme U.S. ont utilisé la tragédie du peuple juif pour constituer un Etat capitaliste *comprador* inséré, au Proche-Orient, comme obstacle à la révolution des peuples arabes. Les bavar-

dages sur le socialisme des « *kibboutzim* » ne sont que trompe-l'œil : dans les 230 kibboutz vivent environ 90.000 habitants, le tiers de la population agricole. Les deux autres tiers sont des propriétaires privés. De plus, le processus de dissolution des kibboutz sur une voie ouvertement capitaliste est déjà fortement engagée.

Les rapports de production dans l'industrie sont de type capitaliste ; l'économie israélienne étant par ailleurs à peu près complètement dépendante de l'impérialisme U.S. L'assistance des États-Unis à Israël s'est élevée depuis la création de l'État d'Israël

à 40 milliards de francs, soit deux ans de production nationale. En 1966, avant la guerre des 6 Jours, 100.000 chômeurs attestaient l'impasse, des grèves multiples démontraient avec éclat qu'en Israël, comme dans tous les pays, la lutte de classes ordonne la marche des événements. La guerre des 6 Jours va effacer les effets de la récession, car la militarisation de l'économie permet de résorber le chômage tandis que la *Histadrout*, syndicat officiel, accepte, en 1968, le blocage de salaires pour deux ans, ce qui, pour les capitalistes juifs et leurs agents gouvernementaux, est considéré comme un « *des bienfaits de la guerre* » !

Les Etats bourgeois féodaux du Proche-Orient

C'est par une véritable aberration que des tendances les plus diverses sont amenées à caractériser les pays arabes comme « *pays socialistes* ». Pas plus l'Égypte que la Jordanie, l'Irak que le Liban ne le sont.

Pour ne prendre que l'Irak et l'Égypte comme exemple, la principale richesse de l'Irak, le pétrole, est complètement contrôlée par l'*Irak Petroleum Company* (I.P.C.) et deux de ses filiales. Les actionnaires de l'I.P.C. sont la *British Petroleum*, la *Royal Dutch Shell*, la *Mobil and Standard Oil of New Jersey* et la *Compagnie Française des Pétroles* (chacun 23,75 %, le groupe *Gulbenkian* (5 %)). En dépit de la création en 1964 d'une *Compagnie nationale des pétroles irakiens*, rien n'a été réalisé à ce jour du prétendu « *programme d'indépendance nationale* » dans le domaine du pétrole. La principale richesse du pays, celle qui assure les revenus les plus importants à l'État, est directement sous la coupe des monopoles impérialistes. La première des conséquences en est que la majeure partie des richesses pétrolières n'est pas affectée à des « *investissements productifs* ». On mesure, là comme ailleurs, les prétentieux et vains bavardages sur le « *sous-développement* » et l'aide aux pays sous-développés, tarte à la crème des politiciens bourgeois et petits-bourgeois. L'État (prétendument « *socialiste* ») irakien n'est pas autre chose qu'un État féodal-bourgeois *comprador* de l'impérialisme. Les bavardages sur le « *socialisme nassérien* » n'ont d'égal que ceux sur le « *socialisme des kibboutzim* ». On a même pu lire sous la plume d'un honorable marxiste italien, membre du « *Secrétariat unifié* » pabliste, que le gouvernement Nasser était en quelque sorte un gouvernement ouvrier-paysan !

On sait qu'un des problèmes clés des pays arriérés est la question de la terre, reliée très étroitement à la question nationale sous une forme directe — colo-

nie — ou indirecte au travers de la domination sur les États politiquement indépendants ; l'impérialisme assure son contrôle sur les pays arriérés par une liaison organique avec la bourgeoisie « *nationale* » et la caste des propriétaires fonciers. Autrement dit, la question de la terre mesure très exactement le contenu de classe de l'État. En Égypte, après 1952, Nasser a prétendu, par deux réformes agraires, liquider les rapports de type féodal. La première mesure a été la limitation des propriétés. Résultat : le groupe des grands propriétaires augmente de 1952 à 1962 de 6.000 à 11.000 ; la superficie cultivée appropriée par ce groupe augmente de 47 % environ. Le groupe des plus grands propriétaires fonciers passe de 3.000 à 5.000 ; leur domaine est augmenté, en dépit de la limitation des propriétés, de plus de 14 %. En même temps, la « *réforme agraire* » qui devait permettre aux fellah sans terre de devenir propriétaires, les contraint à verser de lourdes indemnités payables en 30 ans. En fait, la réforme du prétendu socialisme nassérien aboutit à augmenter la masse des petits fellah propriétaires d'un lopin de terre qui les voue à la famine, et qui, leur vie durant, restent sous la coupe des prêteurs privés ou « *coopérateurs* » auxquels ils doivent s'adresser pour emprunter à des taux usuraires. Les ouvriers agricoles continuent à travailler dans les anciennes conditions d'avant 1952, très souvent de type féodal.

Qui dirige la campagne (plus de 15 millions d'Égyptiens) ? Après les réformes agraires, c'est toujours le grand propriétaire féodal allié aux propriétaires capitalistes. Un seul exemple cité dans un article de Benno Sarel : « *Une grande famille détenait, grâce à la complicité des services de la réforme agraire, 1.300 feddans* » (le feddan = 0,42 ha). Les réformes agraires limitaient la superficie de 100 à 200 feddans. En fait, en dépit de celles-ci, les relations sociales en Égypte restent toujours de type semi-féodal.

Le conflit israélo-arabe

Quelles sont les conditions dans lesquelles se déroule le conflit ?

Il faut, pour répondre à cette question, analyser brièvement le jeu que mènent la bureaucratie soviétique et l'impérialisme U.S. au Proche-Orient. Comme nous l'avons vu, l'Etat d'Israël est le résultat d'un accord entre Staline et Truman, utilisant la tragédie du peuple juif pour stabiliser dans cette région du monde les rapports sociaux de type féodalo-bourgeois. Pour Staline et Truman, l'Etat d'Israël a constitué l'écran derrière lequel la lutte des masses ouvrières des pays arriérés a été contenue. Le combat révolutionnaire pour l'expropriation sans indemnité ni rachat des grands domaines des propriétaires féodalo-capitalistes, la remise gratuite de la terre « à ceux qui la travaillent » ont été déviés vers la guerre contre Israël. De la même façon, le combat des masses laborieuses pour l'indépendance nationale, pour l'expropriation sans indemnité ni rachat des richesses contrôlées par l'impérialisme a été obscurci. Les classes dominantes féodalo-bourgeoises ont ainsi pu protéger, avec leurs intérêts d'exploiteurs, l'Etat, instrument d'oppression. Depuis la création de l'Etat d'Israël, le jeu contre-révolutionnaire et conjoint de la bureaucratie soviétique et de l'impérialisme U.S. ne s'est pas démenti. Il se mène pour préserver la domination des classes bourgeoises et féodales dans la région.

Sans l'aide économique et militaire de la bureaucratie du Kremlin, le régime politique de Nasser et des autres pays arabes, après la guerre des 6 Jours, s'effondrait et toute la stabilité sociale au Proche-Orient était menacée.

Sans l'aide économique et militaire de l'impérialisme U.S. à Israël, le pays serait également menacé d'effondrement. Au-delà des fumées de la propagande, ce qui était vrai en 1956 reste vrai. Quand Israël, appuyé par la France et l'Angleterre, lors de l'affaire de Suez, a attaqué l'Égypte, l'U.R.S.S. et les U.S.A. l'ont contraint à reculer. L'U.R.S.S. et les U.S.A. restent partisans du « *statu quo* », mais il serait erroné de considérer les liens de dépendance entre les U.S.A. et Israël comme absolus. Dans le cadre de ces liens de dépendance, chacun mène son propre

jeu en relation avec ses intérêts spécifiques. Cela est vrai pour Ky à Saïgon, comme pour Israël ou pour tous les autres pays capitalistes dominés par les U.S.A. Dayan, en attaquant dans la guerre des 6 Jours, a voulu placer devant le fait accompli l'impérialisme U.S. Les premiers résultats en ont été le quasi-effondrement de la Jordanie et de l'Égypte qui auraient rapidement sombré sans l'aide extérieure de l'U.R.S.S. et des impérialismes qui, comme la France et l'Angleterre, servent de relais à l'impérialisme U.S. pour les aider à survivre. L'occupation des territoires, la soif de conquêtes d'Israël ont conduit à une véritable mobilisation des masses, comme en témoignent la grève générale au Liban et le soutien à la « *résistance* » palestinienne. Aussi le Kremlin et Washington cherchent-ils à contenir Israël et à ramener à la « *raison* » ses gouvernants. Ceux-ci, qui ne veulent pas lâcher, sont conduits à renforcer leur politique de rapines, tout en faisant pression sur Washington. D'où l'imbroglio de la politique américaine au Proche-Orient, alors qu'il est visible que Nixon cherche à amener Israël à modérer pour le moins ses ambitions, afin que soit préservée la stabilité des régimes sociaux des Etats arabes. Si la prépondérance militaire d'Israël est indéniable, il reste qu'il ne peut compter sur un succès décisif qui amènerait ses adversaires à accepter l'annexion des territoires occupés, à moins que l'effondrement des Etats arabes conduise le Kremlin et Washington à confier à l'armée israélienne la fonction de gendarme contre-révolutionnaire unique au Proche-Orient, calcul aléatoire de l'Etat militariste d'Israël qui, de toute façon, conduit les gouvernants à appuyer, par exemple, la guerre contre-révolutionnaire U.S. au Vietnam. Mais, aux Etats-Unis, ce sont les milieux politiques les plus réactionnaires qui soutiennent Nixon-Agnew. Ces mêmes milieux, qui professent le racisme anti-Noirs et un féroce antisémitisme, n'hésiteraient pas, eux, ainsi que les « *démocrates* », à « *larguer* » Israël pour la défense des intérêts et positions de l'impérialisme U.S. au Proche-Orient. Il en a été ainsi lors de l'arrivée au pouvoir de Hitler, considéré en 1933 par tous les politiciens de la bourgeoisie américaine comme un barrage contre le bolchevisme.

Quelle direction à la lutte du peuple palestinien ?

Il est parfaitement inutile de chercher à trouver d'un côté ou de l'autre des camps en présence une guerre entre de prétendus « *Etats à caractère socialiste* ». En Israël, le gouvernement Meir-Dayan est un

gouvernement d'un Etat bourgeois, par ailleurs de type « *théocratique* ».

Du côté des pays arabes, les Etats, y compris « *l'Etat nassérien* », sont de type féodalo-bourgeois.

Cela établi, il est nécessaire, avant de définir une orientation de classe, de procéder à l'examen de la politique des dirigeants arabes. Pour Nasser, il suffit de citer une phrase d'un de ses derniers discours :

« Dans notre recherche d'une paix juste, nous ne négligerons aucun moyen, nous frapperons à toutes les portes, même à celle des Américains. »

Nasser, comme l'a relevé le récent incident opposant Goldman à Meir-Dayan, est à la recherche éperdue d'une « paix » qui préserverait les Etats féodalo-bourgeois arabes, menacés de désintégration par la montée révolutionnaire engendrée par la poursuite de la guerre. C'est également le cas pour les dirigeants libanais, ou le roi Hussein. La résistance des Palestiniens à l'occupation est dirigée par onze organisations palestiniennes. Ces onze organisations ont récemment décidé de conduire leurs actions sous la direction d'un « commandement unifié de la résistance palestinienne », véritable « Conseil national de la résistance » qui subordonne la lutte des masses populaires aux intérêts réactionnaires des classes dominantes. C'est ainsi que Arafat, président de l'O.L.P., après les incidents qui ont opposé, en Jordanie, les commandos palestiniens à l'armée contre-révolutionnaire de Hussein, a déclaré :

« Un accord a été conclu entre les commandos relevant du commandement unifié et les autorités jordaniennes. Cet accord met fin à toutes les difficultés qui se sont produites. Nous avons clairement indiqué que nous n'intervenons pas dans les affaires intérieures d'un pays arabe quelconque. » (26-2-1970.)

En effet, rien n'indique plus clairement que pour le dirigeant de la principale organisation palestinienne, également responsable du commandement unifié, le combat des masses ne saurait conduire à remettre en question les Etats féodalo-bourgeois arabes. Le Front populaire Libération palestinienne (F.P.L.P.), qui regroupe les éléments les plus radicaux de la résistance palestinienne, est également une des onze organisations intégrées au commandement unifié. Un de ses dirigeants, El Yamani, qui vient de participer au 7^e conseil national palestinien, a déclaré, selon « *Le Monde* » (7, 8-6-1970) :

« M. Yamani a expliqué que le Front respecterait rigoureusement la politique et les méthodes établies par accord entre les mouvements palestiniens, mais qu'il se considère entièrement libre de ses actions dans tous les domaines où un accord n'a pas été conclu. »

Autrement dit, le F.P.L.P. respecte les principes de l'accord, signé par le commandement unifié dont il est membre, comme quoi ne seraient pas remis en question les Etats féodalo-bourgeois.

A la question posée : quelle direction à la lutte du peuple palestinien ? on peut répondre qu'il s'agit d'une direction petite-bourgeoise qui, en se refusant à ouvrir la perspective de la destruction des systèmes sociaux et des régimes politiques oppresseurs des masses populaires, ne saurait répondre à leurs aspirations réelles. D'où l'absolue nécessité pour ceux qui veulent combattre pour les intérêts véritables du peuple palestinien en particulier, et des peuples arabes en général, d'assurer leur indépendance totale dans le combat de libération nationale.

Éléments pour une politique indépendante de classe

Seule une politique de classe indépendante, qui exige que soient distinguées les aspirations des masses laborieuses des intérêts de leurs exploiters juifs et arabes, peut permettre de dégager les voies pour une solution conforme aux intérêts communs des travailleurs juifs et des travailleurs et paysans arabes.

La première condition pour réaliser l'unité des peuples du Proche-Orient — juifs et arabes — est que soit clairement condamnée la guerre de rapines fomentée par le gouvernement Meir-Dayan, tandis qu'il doit être clair qu'une paix juste exige le retrait immédiat et inconditionnel des territoires occupés par les armées israéliennes.

A partir de ces positions de principe, il est possible de dégager les éléments positifs d'une solution.

La guerre de rapines conduite par Meir-Dayan aboutit à la création d'un Etat militaro-policié qui entre en contradiction avec les traditions démocratiques du peuple juif. En Israël, ces traditions, dont les racines plongent dans la situation millénaire qui a été celle des Juifs, recourent les problèmes soulevés par la difficile intégration des diverses composantes occidentales et orientales de ce qui constitue actuellement le peuple juif d'Israël. Il est bien connu que la situation des Juifs originaires d'Afrique du Nord ou des pays arabes (niveau de vie, culture, etc.) est bien au-dessous de celle des Juifs venant d'Europe et d'Amérique. Ces traditions recourent également, et surtout, la lutte de classes un moment obscurcie par l'Union sacrée qui oppose et opposera les travailleurs

israéliens à la bourgeoisie juive. On peut donc affirmer que la poursuite de la guerre et la soif de conquêtes, en renforçant dans le pays le camp de la réaction militaro-policière, sont directement contraires aux intérêts du peuple travailleur.

On sait que lorsqu'on présente ces faits qui ne souffrent aucun démenti, il est répondu par ceux qui légitiment la guerre de Dayan-Meir :

« Le peuple juif a supporté le plus terrible holocauste jamais connu dans l'Histoire. Tout plutôt que le retour à cette situation. »

A ceux-là, il faut dire et expliquer :

« Aucun argument ne peut justifier le sort des réfugiés palestiniens expulsés en 1948 ; le ventre ballonné par la faim du petit juif de Varsovie voué à l'extermination par Hitler ne saurait justifier celui du petit enfant arabe affamé de Gaza. »

En aucun cas, le « réalisme » qui n'est, par ailleurs, comme toujours, qu'un faux réalisme, ne peut remplacer une politique conforme aux intérêts des masses exploitées et opprimées. C'est ainsi que, dans les rangs de ceux qui s'affirment socialistes, les tenants du réalisme poursuivent :

« Mais la paix serait immédiatement rétablie si Nasser consentait à négocier. »

L'incident Goldman-Meir démontre que, du côté de Meir-Dayan, il ne s'agit pas de négociation, mais de capitulation permettant aux classes dominantes d'Israël de s'appropriier une partie des territoires occupés. Mais la question est ailleurs. Il ne s'agirait donc que de rétablir la « paix » entre les exploités juifs et les exploités arabes, entre Dayan et Nasser-Husseïn, etc. C'est-à-dire une paix qui consoliderait la domination de la bourgeoisie juive sur les travailleurs juifs et la domination de la bourgeoisie et de la caste des propriétaires fonciers arabes sur les ouvriers et les fellah arabes. Beau « socialisme » en vérité ! Ce que ne comprennent pas ceux qui, aveuglés par la politique militaro-policière de Dayan-Meir, légitiment la guerre de rapines, c'est le cadre international des forces sociales qui s'opposent au Proche-Orient. L'Histoire le prouve, et la tragique et récente histoire du peuple juif le démontre : l'impérialisme mondial, et l'impérialisme U.S. en particulier, n'hésitera pas un seul instant à sacrifier le peuple juif si la défense de ses intérêts et de ses positions l'exige. Il en a été ainsi, il en sera, à la limite, encore ainsi. C'est ainsi que Meir-Dayan, inféodés à l'impérialisme U.S., apparaîtront dans l'Histoire comme les pires ennemis du peuple juif. En dernière analyse, il en est de l'avenir des travailleurs juifs et arabes comme de celui des travailleurs du monde entier. Ou le capitalisme pourrissant, pour survivre, entraînera l'humanité au désastre et à la barbarie, en écrasant au préalable par le fascisme les exploités — ou les prolétaires unis, entraînant les masses exploitées et oppri-

mées, liquideront par la révolution prolétarienne, dans chaque pays et à l'échelle de l'humanité, le système capitaliste.

Au Proche-Orient comme partout, la seule issue c'est le combat uni des travailleurs juifs en Israël et des travailleurs arabes dans les pays arabes contre leurs propres exploités juifs et arabes. « *L'ennemi est dans notre propre pays.* » Au Proche-Orient comme ailleurs, c'est seulement dans le processus révolutionnaire du combat contre la bourgeoisie juive, et celui conjoint contre la bourgeoisie et la caste des propriétaires fonciers arabes, que travailleurs juifs et travailleurs arabes de Palestine trouveront la solution de leurs problèmes.

A ce moment, la voix du « réalisme » retentit de nouveau : « *Cela ne pourra jamais être.* » Certes, cela n'a duré qu'une dizaine d'années, mais la révolution d'Octobre, en institutionnalisant la libre détermination des peuples opprimés par le tsarisme et la bourgeoisie, a réussi à démontrer qu'il était possible que les peuples libérés de l'exploitation capitaliste trouvent par eux-mêmes les solutions à leur libre expression dans tous les domaines, culturel, politique, etc.

Certes, le stalinisme a en grande partie rétabli l'oppression nationale, mais, par là même, le stalinisme a dressé les intérêts contre-révolutionnaires de la caste bureaucratique contre le socialisme et la marche en avant de l'humanité. Autrement dit, l'agence bourgeoise que représente la bureaucratie stalinienne dans les rangs ouvriers n'est tout juste capable que d'entraîner les luttes des peuples à la défaite.

Il n'est d'autre voie, pour une solution positive des problèmes qui se posent au Proche-Orient, que celle respectant le droit de toutes les communautés à disposer librement d'elles-mêmes. C'est en premier lieu dans la Constituante palestinienne, opposée au mot d'ordre réactionnaire de la « nation arabe », que les peuples juifs et arabes (réfugiés ou non) détermineront eux-mêmes comment et sous quel régime politique ils pourront régler les questions qui, aujourd'hui, les opposent parce que les classes dominantes juives et arabes ont intérêt à ce que les peuples soient divisés contre eux-mêmes.

Par là, la Constituante palestinienne s'inscrira comme un objectif transitoire pour l'expropriation des expropriés (juifs et arabes) qui conduira aux Etats-Unis des républiques socialistes soviétiques du Proche-Orient où les peuples juifs et arabes libérés de l'exploitation avanceront vers la construction d'une société socialiste mondiale, où les hommes libres, ayant échappé aux vapeurs empoisonnées du racisme et de l'antisémitisme, construiront une humanité libérée de toute violence et de toute oppression.

Pour conclure, nous dirons :

Nous ne sommes pas des donneurs de conseils. La dramatique situation que subit le Proche-Orient est la résultante directe du retard de la révolution prolétarienne en Europe. Le champ de bataille pour

les révolutionnaires européens est le combat dans leur propre pays. Les donneurs de conseils en chambre, ceux qui discourent et « manifestent » pour la victoire d'El Fatha, à Paris et à Bruxelles ou ailleurs, ne font au mieux que semer des illusions. Pis, en refusant de donner la dimension internationale aux problèmes du Proche-Orient qui relèvent de la lutte de classes, ils se mettent, qu'ils en aient ou non conscience, du côté des exploités juifs ou arabes, en même temps qu'ils tentent de bloquer les perspectives révolutionnaires en Europe. Ce faisant, ceux-là se placent entièrement sur le terrain de la bureaucratie stalinienne et de l'impérialisme pour qui le conflit israélo-arabe, circonscrit à cette région du monde, ne doit en aucun cas déboucher en termes de révolution prolétarienne. Au Proche-Orient, la lutte de classes qui prend la forme de la guerre est subie par les masses travailleuses juives et arabes

sous une forme encore mystifiée. Il reste que les aspirations profondes des masses ne pourront trouver d'autres solutions, répétons-le, que par le combat contre l'ennemi qui est dans leur propre pays. Par là même, ce combat rejoint directement celui que doivent engager les prolétariats des pays occidentaux contre leur propre bourgeoisie, lesquelles, sous une forme ou une autre, apportent leur soutien au régime d'exploitation et d'oppression de Meir-Dayan, de Hussein ou de Nasser. Nous ne prétendons pas que le chemin à suivre soit aisé, mais il n'en existe aucun autre, hormis la perpétuation de systèmes politiques d'exploitation qui vouent les peuples à s'exterminer l'un l'autre. De toute façon, et en aucune manière, les militants ouvriers fidèles à leur classe n'accepteront de préparer la révolution au Proche-Orient... à Paris, en subordonnant le prolétariat aux classes dominantes.

Vient de paraître

LE NUMÉRO 2

des

"NOUVELLES ETUDES MARXISTES"

Revue de l'Alliance des étudiants révolutionnaires

Soutenez cette publication marxiste, son effort pour combattre toutes les formes de l'idéologie bourgeoise, et son travail pour l'organisation au compte de la révolution socialiste, des étudiants et des enseignants.

Abonnez-vous

1 an (5 numéros) 17 francs

Le numéro 4 francs

C.C.P. : Claire RIVOAL - La Source 31.272-23

SUR

LES ETATS-UNIS SOCIALISTES

D'EUROPE

par Stéphane JUST

Nous publions ci-dessous des extraits d'un ouvrage à paraître de Stéphane Just qui aborde les problèmes de l'unité mondiale de la lutte de classes, telle que celle-ci s'exprime en Europe.

Dominer l'Europe pour dominer le monde

EN Europe se manifeste une des contradictions explosives et insolubles dans le cadre du développement capitaliste. Le développement de l'économie capitaliste intègre l'ensemble de l'Europe en une totalité organique, dont les parties sont à la longue inviables les unes sans les autres. Rosa Luxembourg démontra que la croissance du capital en Allemagne comme la croissance du capital en Angleterre et en France sont liées organiquement. Il en va de même de tous les pays d'Europe : Belgique, Italie, anciens pays de l'Autriche - Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Grèce, Espagne, etc. Mais cette croissance s'opère dans de telles conditions que si elle fait de l'Europe une totalité organique... elle la divise, la fractionne, en multiples Etats nationaux, en multiples bourgeoisies d'inégales puissances, mais non moins féroce-ment opposées les unes aux autres. Chacune des parties constituantes du capital en Europe

dépend d'une autre et se dresse antagoniquement contre elle.

Sans doute les mêmes contradictions se manifestent-elles à l'échelle mondiale ; l'impérialisme américain se forme et croît comme partie constituante du capital mondial, tout comme le capital en Europe et chacune de ses parties constituantes. Mais en Europe, le développement de l'économie capitaliste a fait surgir ou resurgir les questions nationales. Chaque bourgeoisie se constitue comme élément du capital européen et mondial, participe à la division du travail et aux marchés européens et mondial et ne saurait se constituer et se renforcer en dehors d'eux. Il lui faut cependant délimiter son propre marché national, établir sa propre division nationale du travail, tenter d'acquiescer son indépendance politique, ou l'affirmer, forger son propre Etat, établir ses frontières nationales, développer, concurremment aux autres bour-

geoisies, ses propres productions, s'étendre sur le marché mondial, y établir ses propres positions, les défendre et les étendre. À côté des grandes nations européennes qui luttent entre elles sur le marché mondial, et finalement se partagent le monde (Angleterre, France), naissent ou renaissent de nouvelles nations qui, même lorsqu'elles sont plus petites, participent au partage colonial du monde : Hollande, Belgique, plus tard Allemagne, Italie. D'autres encore vont naître ou renaître. La bourgeoisie donne une expression idéologique aux aspirations séculaires des peuples européens opprimés par les grandes puissances anciennes ou nouvelles — Espagne, Angleterre, France, Autriche, Russie, Turquie — et un objectif politique : l'indépendance, une culture, et un État national. Au gré des rapports de forces, des ruptures d'équilibre, et des jeux des grandes puissances, se constituaient ou étaient détruits de nouveaux États nationaux : la Belgique, la Pologne, la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie, la Norvège ; l'unité de l'Italie et de l'Allemagne se forgeait, l'Autriche-Hongrie et l'empire turc se disloquaient.

Le mouvement contradictoire du capital qui, dans sa croissance, constitue le marché mondial, la division du travail internationale, lesquels sont d'ailleurs en perpétuelle révolution, et, d'autre part, le divise en marchés et États nationaux, embrasse le monde entier. Il fait surgir une multitude de nations là même où elles n'existaient pas préalablement : en Australie, en Amérique du Nord, en Amérique latine, en Afrique.

Dans le cas des U.S.A., la guerre d'indépendance, la guerre de Sécession et la victoire du Nord furent indispensables pour que se forge et s'unifie la nation américaine. Ailleurs, le capital est incapable de surmonter les différenciations nationales autrement que par l'oppression nationale, qui les cadennasse mais les renforce : Russie, Indes, Autriche-Hongrie, Asie du Sud-Est et jusqu'au Canada. Avec « *l'impérialisme stade suprême du capitalisme* », ce processus s'accroît. Il n'est pas accidentel que l'unité des États-Unis, de l'Allemagne, de l'Italie, se soit réalisée, à la veille, avant que s'ouvre le stade de l'impé-

rialisme tel que le définit Lénine, et qu'ensuite le capital se soit avéré incapable de surmonter les contradictions nationales. Bien plus, au stade impérialiste, à l'intérieur d'une même nation, s'accroissent les différenciations régionales internes : des régions entières, y compris aux U.S.A., sont stagnantes, voire régressent, ce qui renforce les particularismes locaux. En Angleterre même, terre classique du capitalisme, les différences nationales se sont marquées plus encore au stade de l'impérialisme, entre l'Irlande, l'Écosse et l'Angleterre proprement dite.

Mais c'est en Europe que ce processus contradictoire accumule le plus de force explosive. Les puissances européennes sont à l'origine du développement capitaliste mondial. Elles développèrent leurs marchés nationaux, et les relations internes des différents marchés nationaux, par leur expansion mondiale. Elles se partagèrent le monde. Dans ce cours, chaque capitalisme se structurait, s'établissait sur ses bases spécifiques. Mais les positions mondiales acquises finirent par renforcer les contradictions internes en Europe. Conserver, renforcer ces positions, en acquérir de nouvelles exigeait de chacun des impérialismes européens qu'il acquière ou essaie d'acquérir la prééminence en Europe. La croissance tumultueuse de l'impérialisme américain après la guerre de Sécession, celle de l'impérialisme japonais à partir de 1890, jusqu'à un certain point celle de l'impérialisme russe, bien qu'elle résultât en grande partie de l'exploitation du capitalisme français, anglais, et aussi allemand, renforçaient les contradictions inter-impérialistes en Europe, au même titre que la croissance propre du capital européen lui-même. L'hégémonie en Europe devient une question vitale pour chaque grand impérialisme européen comme condition du maintien et du renforcement de ses positions mondiales. Le combat à mort entre les impérialismes anglais, français, allemand, pour l'hégémonie en Europe, était inscrit dans la logique du capitalisme à son stade impérialiste. Tard venu dans le développement capitaliste, devant se limiter à une portion congrue dans le partage colonial du monde, occupant néanmoins une des premières places dans le commerce

mondial et la division internationale du travail, animé par une croissance économique rapide supérieure à celle de la France et l'An-

gleterre, l'impérialisme allemand manifeste plus que les autres grandes puissances européennes cette exigence.

L'impérialisme allemand tente «d'unifier l'Europe»

Dès le début du siècle, l'impérialisme allemand apparaissait comme la seule puissance européenne en mesure, par son histoire, sa position géographique, sa puissance économique et militaire, de réaliser sous sa botte l'unité de l'Europe. Sans doute les ambitions navales, les exigences coloniales, l'extension de sa puissance économique et militaire, de son commerce mondial, inquiètent les impérialismes anglais et français qui nouèrent « *l'entente cordiale* » ; et le rôle mondial de l'impérialisme allemand dépendra finalement de sa capacité à se soumettre le continent européen. Les combinaisons d'alliance inter-impérialistes au cours de la première guerre mondiale se réalisèrent en vue d'un nouveau partage du monde. Il est d'autant plus significatif que contre l'Allemagne s'allièrent la France, l'Angleterre, la Russie, les U.S.A., l'Italie et jusqu'au Japon, par crainte que la victoire militaire de l'impérialisme allemand lui donnât l'hégémonie en Europe et bouleversât les rapports de forces dans le monde. La défaite de l'impérialisme allemand en 1918 affermit la position dominante de l'impérialisme américain au sein du système impérialiste mondial.

Même « *victorieux* », les impérialismes anglais et français étaient hors d'état d'unifier l'Europe. Ils tentèrent de dominer l'Europe par d'autres moyens, d'autant que, victorieux la veille, ils se déchiraient cruellement le lendemain, que les U.S.A. faisaient leur première incursion en Europe, que grondaient les échos de la révolution russe. Malgré leur « *victoire* », malgré leurs empires coloniaux, leur impuissance à unifier l'Europe signifiait déjà qu'ils roulaient vers la décadence. Ils ne surent que se livrer à un jeu subtil de division et de manœuvre en Europe. Ils donnèrent le feu

vert à la création de multiples États nationaux (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie) utilisant et mutilant à la fois les aspirations nationales. Les découpages se réalisèrent en bonne partie artificiellement, selon des dosages, des jeux d'équilibre entre les grandes puissances impérialistes victorieuses, et les rapports de « *clients* » de celles-ci avec les États nouvellement créés ou modifiés. L'Europe du traité de Versailles et des traités annexes fut l'image même de l'impasse du capitalisme français et anglais. A l'intérieur des nouveaux États subsistaient des minorités qui restaient opprimées. Les États multinationaux (Tchécoslovaquie, Yougoslavie) privilégiaient une bourgeoisie qui opprimait les autres peuples de ces États : tchèque en Tchécoslovaquie, qui opprimait les Allemands des Sudètes, les Slovaques, les Polonais ; serbe en Yougoslavie, qui opprimait Croates, Bosniaques, Monténégrins, etc. La création de la « *Grande France* », intégrant la Rhur et la Rhénanie, s'était heurtée au veto de l'Angleterre et des U.S.A. Il restait à l'impérialisme français la méthode des petits États liés à lui comme ses « *clients* », constituant un barrage contre le bolchevisme, et dont il espérait maintenir l'équilibre et devenir l'arbitre. Quant à lui, il contiendrait l'Allemagne. Les résultats ne furent pas conformes aux espérances. Les U.S.A. et l'Angleterre firent pièce à l'impérialisme français et l'obligèrent à desserrer son étreinte sur l'Allemagne.

La « *perfide Albion* », intervenant dans le système mis debout par l'impérialisme français en Europe, y joua son propre jeu. La crise économique et financière des années 30, la nouvelle course aux armements confirmèrent l'épuisement de l'impérialisme français. Elle accentua les contradictions de l'Europe née du

traité de Versailles et sa désagrégation. Plus tard, sa puissance renaissante, l'impérialisme allemand utilisa à son tour les aspirations nationales des Allemands d'Autriche et des Sudètes, qu'il intégra à la « Grande Allemagne », disloqua la Tchécoslovaquie, bouleversa de nouveau l'équilibre européen. Il apparut comme un « protecteur » autrement efficace aux régimes fascistes de Hongrie, de Bulgarie que le décadent impérialisme français. Il n'est pas jusqu'au régime fasciste fondé par Pilsudski sous la haute protection de l'état-major français qui ne coopéra avec Hitler en 1938 dans le dépeçage de la Tchécoslovaquie... un an avant que la Pologne ne soit à son tour dépeçée.

De nouveau, l'impérialisme allemand tentait de résoudre la crise européenne et la crise mondiale à sa manière, en unifiant sous sa botte l'Europe — le nouvel ordre européen — préalable à son affirmation de puissance dominante dans le monde, par la destruction des conquêtes révolutionnaires de l'U.R.S.S. et face à l'impérialisme américain. Au cours de la deuxième guerre mondiale, les alliances qui se nouèrent furent quelque peu différentes de celles de la première guerre impérialiste mondiale.

Dans l'immédiat avant-guerre, les impérialismes français et anglais s'efforcèrent d'orienter l'impérialisme allemand en direction d'une guerre contre l'U.R.S.S., quitte à intervenir ultérieurement et à tirer les marrons du feu. Les accords de Munich avaient ce sens de la part des gouvernements anglais et français. L'impérialisme japonais tenta de profiter de l'affaiblissement et ensuite de l'effondrement des impérialismes anglais, français, belge, hollandais, pour contrôler l'Asie. Il spécula sur la victoire allemande en Europe en tentant d'en profiter afin d'éliminer d'Asie l'impérialisme américain ; sans s'engager dans la guerre contre l'U.R.S.S., il guetta sa défaite. L'impérialisme italien, « lésé » par ses alliés en 1918, se rangea aux côtés de l'Allemagne.

Mais l'impérieuse logique qui domine les rapports interimpérialistes en Europe et dans le monde s'imposa : l'impérialisme allemand, avant de se ruer contre l'U.R.S.S., de jouer son rôle mondial face aux Etats-Unis, s'efforça

de contrôler l'ensemble de l'Europe. Malgré l'écrasement de la France, la capitulation ou l'étranglement des petites puissances, il n'y parvint pas totalement : l'Angleterre échappa à l'écrasement rapide, soutenue par les U.S.A. poursuivant la guerre. La ruée sur la France, la mainmise sur la presque totalité de l'Europe avant de se précipiter contre l'U.R.S.S., cela obéissait sans doute à des considérations militaires et politiques. Le pacte germano-soviétique donnait les moyens à Hitler de se débarrasser de la menace militaire française, d'engager la guerre à l'ouest, en ayant les garanties de ne pas être pris à revers par l'armée russe et de recevoir blé, pétrole, matières premières de l'U.R.S.S. Il reste que la façon dont l'impérialisme allemand engagea la guerre correspond et exprime dans les conditions de la guerre, sous la forme impérialiste, la nécessité de surmonter économiquement et politiquement la division de l'Europe, sous peine d'être à plus ou moins long terme au niveau de la France et de l'Angleterre et de s'engager sur la même pente irrémédiablement décadente.

La destruction des conquêtes révolutionnaires d'Octobre intéresse l'impérialisme mondial dans sa totalité : les impérialismes américain et anglais au premier chef. L'Angleterre résista jusqu'au bout plutôt que d'accepter que la défaite de l'U.R.S.S. n'assure l'hégémonie de l'impérialisme allemand sur l'Europe. L'impérialisme américain jeta toute sa puissance dans la balance afin d'éviter cette éventualité. Non, bien sûr, sans l'arrière-pensée que l'U.R.S.S. épuisée céderait à la pression de l'impérialisme américain à l'issue de la guerre. Cependant, les impérialismes américain et anglais préférèrent à l'hégémonie de l'impérialisme allemand en Europe sa défaite devant l'U.R.S.S. La « démocratie », la « liberté », les « valeurs humaines » n'ont rien à y voir : l'hégémonie mondiale, tel était l'enjeu.

Depuis 60 années, les classes dominantes en Europe ont été poussées par la logique irrépressible des contradictions du mode de production capitaliste. Elles ont essayé de surmonter les contradictions entre le développement des forces productives, la propriété privée des moyens de production, les cadres

historiques dans lesquels il s'est développé et qu'il a forgés lui-même : liaison organique contradictoire de l'économie étouffant dans les limites nationales. L'étroitesse nationale — particulièrement intolérable en Europe en raison de l'unité organique de l'économie européenne, de son poids mondial, du rôle mondial que les impérialismes européens ont joué et jouent du fait que l'Europe est le berceau du mode de production capitaliste — exigeait d'elles qu'elles unifient l'Europe, qu'elles rompent ses barrières nationales, qu'elles organisent l'économie européenne.

Les impérialismes anglais et français ont démontré qu'ils en étaient foncièrement incapables. Bien au contraire, la courte période où ils eurent la prééminence en Europe à la suite de la première guerre mondiale fut celle du puzzle européen, du saucissonnage de l'Europe, découpée, redécoupée arbitrairement. L'impérialisme allemand a également et finalement échoué. Mais ses tentatives sont particulièrement illustratives de ce que signifie l'unification de l'Europe par l'impérialisme. Les moyens de la barbarie, les plus dévastatrices des guerres, la destruction gigantesque

de richesses, de vies humaines, de forces productives sont les seules méthodes à la disposition du capital au stade impérialiste lorsqu'il tente, poussé par la nécessité, de surmonter ses contradictions. La brève période d'hégémonie allemande sur l'Europe de 1940 à 1944 illustre comment l'Europe s'unifierait sous l'égide d'un impérialisme dominant. Le résultat s'est inscrit en lettres de feu et de sang dans l'Histoire : aux destructions de vies et de biens s'ajoutent les pillages, l'appropriation par les groupes capitalistes allemands de secteurs entiers de l'économie capitaliste des autres pays, la subordination de l'économie des autres pays aux besoins du capital allemand, la destruction des forces productives qui ne correspondent pas à ces besoins ; l'oppression nationale et l'oppression de classe allant jusqu'à l'extermination physique de peuples entiers. C'était la guerre ? Sans doute. Mais qu'est-ce que la guerre impérialiste ? L'émergence des tendances profondes de l'impérialisme, tout comme le fascisme. La guerre impérialiste, le fascisme font apparaître dans toute leur cruauté leur brutalité, leur force destructive, les exigences de l'impérialisme, ses besoins profonds.

Les bourgeoisies européennes soutenues à bout de bras

Trotsky soulignait :

« Les classes dominantes en Russie s'écroulèrent les premières pour avoir chargé les forces productives insuffisantes du pays d'un fardeau insupportable. »
(« *L'Internationale communiste après Lénine* », page 149.)

On ne comprend la profondeur de la crise de l'impérialisme en Europe et son importance mondiale décisive que si l'on comprend que les impérialismes européens, incapables de résoudre la question de l'unité de l'Europe, sont néanmoins sans cesse aux prises avec ce problème, dans la guerre comme dans la paix, depuis plus de soixante ans. Par leurs tentatives de le résoudre à leur manière, comme par

leur impuissance à le résoudre, ils « *chargent les forces productives insuffisantes de l'Europe d'un fardeau insupportable* ». De là, la puissance et la profondeur de la vague révolutionnaire qui a déferlé sur l'Europe, à la fin de la deuxième guerre mondiale. Cette remontée a été stimulée par la victoire de l'armée Rouge sur l'impérialisme allemand. Il est froidement mensonger d'affirmer qu'elle fut défaite au moment où la révolution chinoise était victorieuse. Elle fut contenue dans de certaines limites par suite des rapports politiques internes au mouvement ouvrier, mais elle n'a pas été défaite, pas plus qu'elle n'est nulle et non avenue. Avec la coopération politique de la bureaucratie du Kremlin, les appareils d'Etat bourgeois démantelés à la fin de la

guerre en Europe de l'Ouest, Italie, France, Belgique, Grèce, Allemagne ont été reconstruits. Ceux qui étaient minés par la guerre (Angleterre) ont été consolidés. Le capitalisme en Europe de l'Ouest a connu une nouvelle période d'accumulation et s'est réintégré au marché mondial et à la division internationale du travail. Les échanges des pays capitalistes d'Europe entre eux, entre eux et le marché mondial, se sont multipliés. De la même façon qu'ils concluent du développement des moyens de production, des découvertes scientifiques, des progrès de la technologie, à la croissance des forces productives, les révisionnistes de tout poil concluent de ces « faits » à l'intégration de la classe ouvrière dans le système, à la stabilisation du capitalisme et inventent, ultérieurement, la défaite de la vague révolutionnaire d'après guerre en Europe occidentale.

L'impérialisme mondial et la bureaucratie du Kremlin en savent quelque chose. A Yalta et à Postdam, ils se sont entendus afin de contenir le prolétariat d'Europe. La bureaucratie du Kremlin a engagé tout son crédit politique dans cette entreprise. Elle est parvenue à imposer, par le truchement des P.C. européens, aux classes ouvrières qui éprouvaient fortement et menaçaient le plus directement leur bourgeoisie (France, Italie) qu'elles n'engagent pas la lutte pour le pouvoir, qu'elles laissent se reconstruire l'État bourgeois, qu'elles participent à la reconstruction de l'économie capitaliste. Elle a divisé le prolétariat d'Europe en deux et principalement le prolétariat allemand, qui était mis, à l'ouest, sous la botte des impérialismes victorieux et qui, à l'est, subissait le joug de l'oppression militaire et bureaucratique. Mais l'impérialisme dut lui payer fort cher ses services, en abandonnant à son contrôle l'est de l'Europe. L'impérialisme américain et les bourgeoisies européennes durent également faire d'importantes concessions aux prolétariats des pays occidentaux, malgré l'appui de l'appareil international du stalinisme et celui des appareils réformistes et syndicaux : enseignement, Sécurité sociale, droits politiques et syndicaux, qui, en Europe, avaient pratiquement été détruits ou, en tout cas, considérablement réduits

à la veille de la deuxième guerre impérialiste mondiale, durent être concédés et renforcés. Par l'exercice de ces droits, de ces garanties, renforcés par la vague révolutionnaire issue de la guerre, la classe ouvrière et la jeunesse, de France, d'Italie, de Grande-Bretagne, de Belgique, et même d'Allemagne de l'Ouest, ont contraint le capitalisme d'Europe occidentale à de multiples concessions, à élever le pouvoir d'achat, à améliorer les conditions d'existence, au moins relativement. Nous sommes loin des schémas révisionnistes de tout genre qui veulent que ce soit le fait de la « redistribution » des revenus grâce à « l'intervention de l'État dans l'économie », qui veulent également que les classes ouvrières des pays capitalistes économiquement développés soient liées à leurs impérialismes.

La manière dont s'est reconstitué le capitalisme en Europe, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, tout comme l'abandon de l'Europe de l'Est au contrôle de la bureaucratie du Kremlin, procède directement des rapports de forces entre les classes qui se sont établis à ce moment. Les impérialismes d'Europe étaient si faibles, les bourgeoisies tellement épuisées, leurs économies et appareils d'État si délabrés, que leur transformation en bourgeoisies *compradoras* de l'impérialisme américain était une possibilité réelle, si l'on considère seulement les rapports entre classes dominantes. Au cours de la guerre, Roosevelt et son gouvernement s'orientaient dans ce sens. Le plan Magenthau ne proposait rien de moins que de « transformer l'Allemagne en champs de pommes de terre ». A l'origine des démêlés entre de Gaulle et le gouvernement des U.S.A. fut la tendance de l'impérialisme U.S. à dépouiller l'impérialisme français de son empire colonial, à ne concevoir qu'un gouvernement fantoche à sa solde, à dépouiller la bourgeoisie française des attributs de la souveraineté et de l'indépendance nationales. Il fut même question que, au jour du débarquement, l'administration militaire américaine administre directement, au moins pour un temps, la France, comme les troupes alliées devaient administrer, pendant quelques années, l'Allemagne vaincue. Au cours de la guerre, l'impérialisme américain, ses hommes

politiques, se proposaient de réduire l'indépendance politique des bourgeoisies européennes, de les dépouiller de leurs principales forces productives, de se les approprier, de ne laisser subsister en Europe que les forces productives complémentaires à celles de l'impérialisme U.S. Ces objectifs se révélèrent totalement irréalisables et l'impérialisme américain dut modifier rapidement et profondément sa politique.

Quelles que soient leurs faiblesses, leurs contradictions, leur décrépitude, les bourgeoisies européennes sont des composantes de l'impérialisme mondial, tout comme l'impérialisme japonais. L'impérialisme mondial constitue un ensemble qui s'est formé organiquement, qui est conditionné par la façon dont il s'est historiquement constitué, et quelle que soit la puissance de l'impérialisme américain, il ne peut s'affranchir (même si le rôle qu'il joue dans l'impérialisme mondial modifie profondément les rapports de forces inter-impérialistes) de l'histoire de la formation du mode de production capitaliste. Pas plus qu'il n'existe un mode de production capitaliste abstrait, il n'existe « l'impérialisme » dans l'abstrait : il constitue une totalité organique historiquement formée et conditionnée, et qui reste prisonnière de son passé, bien qu'elle soit en perpétuel mouvement et mutation. Lorsque l'on réduit les rapports inter-impérialistes aux rapports entre les différentes bourgeoisies, et entre les différentes bourgeoisies et la bureaucratie du Kremlin, alors tout est possible : l'imagination peut galoper et supposer toutes les combinaisons. Au fond, c'est la méthode de tous les révisionnistes, et celle par conséquent des « mandélo-pablistes ». Chacun sait que « l'imagination » prit le pouvoir en mai-juin 1968 à la Sorbonne. On prouve ainsi soit que l'on n'a pas compris, soit que l'on falsifie

l'analyse de Lénine « *stade suprême de l'impérialisme* ». L'impérialisme, c'est l'ère des guerres et des révolutions, l'ère de la révolution prolétarienne mondiale. Quelle que soit sa puissance, l'impérialisme américain est soumis aux lois de la lutte des classes mondiale. La réduction des bourgeoisies européennes au niveau de bourgeoisies *compradoras* bouleversait tout l'équilibre entre les classes à l'échelle mondiale, équilibre déjà modifié à la fin et à l'issue de la guerre en faveur du prolétariat. La tentative de l'impérialisme allemand d'unifier l'Europe sous sa botte s'est soldée par une défaite car elle impliquait la transformation des autres bourgeoisies d'Europe en bourgeoisies *compradoras* dépendant étroitement de lui, elle nécessitait la déchéance et la mort de millions de prolétaires européens, la déchéance et la mort de millions de prolétaires et de paysans de l'U.R.S.S. Elle s'est conclue par l'affaiblissement de toutes les bourgeoisies d'Europe, par la destruction ou l'affaiblissement de leurs appareils d'Etat, par la poussée révolutionnaire qu'exprimait la résistance à l'impérialisme allemand. Dans le formidable prestige de l'U.R.S.S. et de son armée et les combats héroïques de l'armée Rouge, le prolétariat d'Europe reconnaissait sa propre lutte contre la déchéance et la mort. La transformation des bourgeoisies d'Europe en bourgeoisies *compradoras* de l'impérialisme américain aurait précipité la crise révolutionnaire issue de la guerre. Si les bourgeoisies européennes étaient exsangues, le prolétariat européen, y compris le prolétariat allemand, représentait une puissance redoutable. Le prolétariat européen se serait précipité dans la guerre civile à l'échelle de l'Europe entière. Il se fût ouvert les voies de l'unification de l'Europe sur son plan de classe.

(.....)

Le prolétariat se « sépare-t-il » ou monte-t-il à l'assaut de l'impérialisme mondial ?

La division de l'Europe et du monde en deux systèmes de production différents est une situation transitoire, intolérable à la longue

et pour l'un et pour l'autre des modes de production. Il faut ici relever une expression de Mandel : « *A la fin de la première guerre,*

un grand pays s'était retiré du système impérialiste mondial. » Pas plus que, à la fin de la première guerre mondiale, l'U.R.S.S. ne s'était « retirée » du système impérialiste mondial, les pays de l'est de l'Europe, la Chine, ne s'en sont « retirés ». Trotsky caractérisait la guerre impérialiste comme la révolte des forces productives contre le carcan des frontières nationales. La révolution prolétarienne est, au fond, une autre forme de la révolte des forces productives contre la propriété privée des moyens de production et le carcan des frontières nationales. L'U.R.S.S. à la fin de la première guerre impérialiste, les pays de l'est de l'Europe, la Chine, à la fin et à la suite de la seconde guerre impérialiste mondiale sont les points de rupture de la chaîne impérialiste mondiale, sous l'effet de la révolte de la force productive par excellence, la classe ouvrière, contre la propriété privée des moyens de production et les frontières nationales. Par sa lutte de classe, qui culmine avec la révolution prolétarienne, le prolétariat ne se « sépare » pas du système impérialiste mondial, il part à l'assaut du mode de production capitaliste à l'époque de l'impérialisme, pour le détruire et transformer les rapports de production à l'échelle mondiale. La querelle n'est pas une dispute de mots. Elle résulte du fossé, de l'abîme, qui sépare la conception marxiste, défendue par Trotsky — de la lutte de classe du prolétariat mondial et de la révolution prolétarienne mondiale — de la « théorie » de « la construction du socialisme dans un seul pays ».

Staline tirait le feu d'artifice de sa théorie en publiant « *Problèmes économiques du socialisme* », en 1952, avant de mourir, théorisant jusqu'au bout l'apparence immédiate de la coupure du monde en deux, juste au moment où Pablo, Mandel, Germain, Frank et consorts « découvraient » la théorie des « blocs ». Il affirmait que, désormais, il y avait deux marchés mondiaux (séparés), deux divisions du travail indépendantes (et séparées) les unes des autres. La « guerre froide », la « course aux armements » étaient précisément la démonstration inverse. Elles étaient imposées à l'U.R.S.S., aux pays de l'est de l'Europe, à la Chine, par l'impérialisme comme un succédané de guerre impérialiste, dans l'impossi-

bilité de recourir à celle-ci, compte tenu des rapports entre les classes à l'échelle mondiale, et singulièrement dans les pays économiquement développés, à ce moment. La nécessité de la guerre impérialiste provient de l'exigence d'exporter marchandises et capitaux, de s'emparer des forces productives de l'adversaire, de les adapter comme simple prolongement des moyens de production du vainqueur, sinon de les détruire. L'est de l'Europe, l'U.R.S.S., la Chine étaient assiégés et agressés par l'impérialisme mondial, sous la direction de l'impérialisme américain lui-même « agressé » par le prolétariat des pays capitalistes.

La réponse stalinienne tentait de construire l'économie particulière et se suffisant à elle-même de la bureaucratie du Kremlin, en subordonnant l'économie des pays de l'Europe de l'Est aux besoins de l'U.R.S.S. telle qu'elle la gère. La conception bureaucratique de la planification est aux antipodes de celle de Trotsky. Pour les staliniens, il s'agit de constituer une économie, quasi fermée sur elle-même, une sorte d'autarcie « socialiste », en attendant de « rattraper et dépasser » l'économie capitaliste dans son ensemble. Pour Trotsky, la planification en U.R.S.S. et, ultérieurement, en Europe de l'Est, en Chine, la croissance des forces productives dans ces pays sont avant tout des éléments de la lutte des classes mondiale. Loin de construire une économie fermée sur elle-même, il faut, autant que peut se faire, participer à la division internationale du travail, au marché mondial.

L'importance décisive de la planification, de la croissance des forces productives, c'est le renforcement du prolétariat, de son pouvoir, en U.R.S.S., par suite en Europe de l'Est, en Chine, et du prolétariat mondial. La tâche reste le renversement de la bourgeoisie partout, en particulier dans les pays capitalistes économiquement développés, la prise du pouvoir par le prolétariat. La planification, le développement des forces productives dans les pays où le capitalisme a été renversé et où le prolétariat a pris le pouvoir participent de la lutte des classes mondiale. Naturellement, elles sont des éléments de la future économie socialiste mondiale et doivent être orientées vers cette perspective. Mais le socialisme

prendra vraiment son essor lorsque l'ensemble des forces productives mondiales seront sous le contrôle du prolétariat, qu'il les organisera et qu'il harmonisera leur croissance à l'échelle mondiale. Le socialisme commence à se réaliser seulement lorsque les acquis du mode de production capitaliste sont dépassés dans tous les domaines, à commencer par le domaine fondamental des forces productives qui incluent la division internationale du travail, débarrassée des antagonismes et contradictions que le mode de production capitaliste engendre.

La conception stalinienne de la planification, de la croissance des forces productives, de la construction du socialisme dans les pays où la bourgeoisie a été expropriée de la possession des principaux moyens de production, procède directement de son parasitisme social. La bureaucratie planifie arbitrairement par en haut l'économie. Elle s'efforce d'échapper à la fois à la pression du prolétariat et à celle de l'impérialisme. Ses privilèges dépendent de son monopole du pouvoir politique, du monolithisme dans la gestion politique et écono-

mique de la société. L'Etat ouvrier, contenu dans un cadre national, le cadre des frontières nationales, est à l'origine des privilèges de la bureaucratie et les conditionne. La bureaucratie est prisonnière de ce cadre national. En luttant de toutes ses forces pour le maintien de son monopole politique, la bureaucratie défend à mort les frontières et l'Etat national dont dépendent ses privilèges. La pseudo-théorie du « *socialisme dans un seul pays* » et la conception stalinienne de « *l'internationalisme prolétarien* » sont complémentaires du fait que, en U.R.S.S., la bureaucratie défend ses privilèges et qu'à l'échelle internationale le prolétariat doit se subordonner aux intérêts de la caste bureaucratique du Kremlin. La « *théorie* » des « *blocs* », reprise par les pablistes, convient particulièrement bien à la bureaucratie, puisqu'elle suppose le partage du monde en zones d'influence. Cette « *théorie* » entend immobiliser par le « *statu quo* » la lutte des classes mondiale à partir des positions occupées par elle-même et l'impérialisme au lendemain de la deuxième guerre impérialiste mondiale.

L'impérialisme tend à «réunifier» l'Europe à sa manière

L'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ont fait violence à Yalta et à Potsdam au développement historique de l'humanité et aux exigences de la croissance des forces productives, en partageant l'Europe et le monde en zones d'influence, afin de contenir la poussée révolutionnaire du prolétariat en Europe. La division en deux du plus puissant pays d'Europe, l'Allemagne, souligne le caractère réactionnaire de l'opération. Morceler l'économie européenne, briser l'économie allemande, ce sont les seules « *solutions* » que l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin pouvaient utiliser. Mais ce genre de « *solutions* » ne saurait être que temporaire. Le problème n'était pas résolu, mais contenu et différé.

Les lois de l'Histoire ne sont pas des lois mécaniques. Il peut pour un temps leur être fait violence. La division en deux de l'Europe et du monde peut être artificiellement maintenue pendant une période plus ou moins longue. En dernière analyse, les lois de l'Histoire ne cessent pourtant pas d'opérer. Contenues, elles ne deviennent que plus explosives. Par sa puissance économique accumulée, l'impérialisme américain put doter l'économie capitaliste mondiale d'un volant d'entraînement d'une énorme puissance : l'économie d'armement chronique. Il put injecter massivement sous les formes les plus diverses les crédits nécessaires à la reconstruction des Etats bourgeois et des économies capitalistes de l'Europe occidentale, réorganiser les courants d'échan-

ges, rendre supportable la coupure de l'Europe et du monde en deux. Déjà, cette politique était fonction de l'objectif plus ou moins avoué, et à plus ou moins long terme, de briser le monopole du commerce extérieur en U.R.S.S., dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, d'ouvrir les voies de pénétration au capital et aux marchandises dans ces pays.

Cette politique, dictée par la puissance du prolétariat d'Europe occidentale, soumettait en même temps l'économie des pays où le mode de production capitaliste avait été renversé à une énorme pression, aussi bien par la course aux armements qu'elle imposait à la bureaucratie du Kremlin que par l'isolement économique, le « *cordon sanitaire* » économique dont elle entourait ces pays. En conséquence, loin de « consacrer » la division en deux de l'Europe et du monde en profondeur, elle signifiait exactement le contraire. L'impérialisme se préparait à unifier à sa manière l'économie mondiale. Toutes proportions gardées, la comparaison avec l'autarcie en Allemagne après la prise du pouvoir par Hitler permet d'illustrer ce processus. L'autarcie imposée à l'impérialisme allemand par la décomposition du marché mondial à la suite de la crise de 1929-1930 ne consacrait pas l'édification d'une économie capitaliste allemande se suffisant à elle-même, détachée du marché mondial et de la division internationale du travail. L'impérialisme allemand, par l'autarcie, se préparait à briser, par la force, par la guerre impérialiste, l'isolement économique de l'Allemagne, à imposer sa présence sur le marché mondial, tentait d'imposer une division internationale du travail conforme à ses intérêts. L'impérialisme mondial, sous l'impulsion de l'impérialisme américain, dès le lendemain de la dernière guerre mondiale, mettait en place les moyens du réinvestissement de l'est de l'Europe et de l'U.R.S.S., même si, superficiellement, il apparaissait qu'il s'accommodait, donc qu'il pouvait s'accommoder, de la situation existante.

En vingt-cinq ans, une nouvelle et extraordinaire accumulation de capital s'est produite dans les principaux pays capitalistes, sous les trois formes que prend le capital : marchandises, moyens de production, argent. Même si

une bonne partie du capital-argent est du capital fictif qui témoigne de la destruction massive des forces productives, même si l'accumulation de capital sous les formes de moyens de production et de marchandises fut conditionnée par une économie d'armement chronique, cette énorme masse de capital n'en réclame pas moins des marchés, des champs d'investissements. D'autant plus que, ces capitaux ayant été accumulés sous l'impulsion de l'économie d'armement chronique qui dure depuis vingt-cinq ans, ils ont besoin de débouchés et de champs d'investissement car, à son échelle actuelle, l'économie d'armement ne suffit plus à les mettre en valeur. Sauf à passer à l'économie de guerre, à plus ou moins brève échéance, l'accumulation de capital exige la « *réunification* » des forces productives en Europe et dans le monde. Mais il s'agit des forces productives du mode de production capitaliste et non de forces productives en général. Elles ne peuvent être « *réunifiées* » avec celles de l'U.R.S.S., des pays de l'est de l'Europe, de Chine, par simple « *interpénétration* ». « *Réunifier* » signifie, dans le langage de la mise en valeur du capital, détruire les rapports sociaux de production, la planification, le mode de production sociale des pays de l'est de l'Europe, de l'U.R.S.S., de Chine, y réintroduire le mode de production capitaliste. La « *réunification* » de l'Europe et du monde, sous la pression de la masse de capitaux accumulée, exige le bouleversement de la division actuelle du travail, la subordination des forces productives de l'est de l'Europe, de l'U.R.S.S., de la Chine, à celles de l'impérialisme, leur transformation en forces productives simplement complémentaires de celles des principaux pays capitalistes, c'est-à-dire la destruction massive de la plupart d'entre elles.

Une fois encore, l'on constate que l'accumulation de capital ne peut être identifiée à une nouvelle et prodigieuse croissance des forces productives. Elle exige au contraire, en plus de l'exploitation des pays économiquement arriérés : la destruction des rapports sociaux de production nés de la révolution d'Octobre et étendus à l'Europe de l'Est, de ceux établis par la révolution chinoise, la destruction mas-

sive des forces productives qui se sont développées dans ces pays en conséquence des nouveaux rapports sociaux de production, la

subordination des autres transformées en forces productives simplement complémentaires de celles de l'impérialisme américain.

L'impérialisme allemand, l'ouest et l'est de l'Europe

La multiplication des rapports commerciaux, des échanges entre les pays capitalistes européens et l'Europe de l'Est, U.R.S.S. incluse, ne constitue pas un rapport neutre. Elle indique au contraire qu'une fois encore l'impérialisme tend à « unifier » l'Europe à sa manière, à y réorganiser la division du travail selon ses besoins. La nécessité historique se fait sentir. La bataille entre les différents impérialismes européens à l'intérieur du Marché commun, comme à l'extérieur de celui-ci, est indissociable de la poussée vers l'Europe de l'Est et l'U.R.S.S. Selon la puissance acquise au sein du Marché commun, en Europe occidentale, dans le reste du monde, la pénétration en Europe de l'Est et en U.R.S.S. bénéficiera à tel ou tel impérialisme au détriment des autres (quoique pour les impérialismes il y ait un commun intérêt à la pénétration du capital dans ces pays) et renforcera sa force au sein du Marché commun. Une véritable bataille s'engage entre eux. La « guerre des crédits » est assez illustrative : en 1962, le Japon franchit le seuil des crédits accordés pour un délai de plus de 5 ans, afin de vendre des navires à l'U.R.S.S. ; en 1963, il accorde des crédits de 8 ans ; ensuite, ce fut le tour de l'Italie et de la France ; en janvier 1969, le groupe Mauvresseman-Thyssen vend du matériel à l'U.R.S.S., Bonn garantit des crédits sur 10 ans ; il est question que la Roumanie achète en Occident une centrale à énergie nucléaire, les crédits qui lui seraient accordés porteraient sur 15 ans.

Le rédacteur du journal « *Le Monde* », qui rapporte ces faits, commente avec regret :

« On assiste donc à un regain de cette "guerre des crédits" qui, depuis 10 ans,

oppose régulièrement les pays occidentaux. La surenchère à laquelle se livrent les Etats membres du Marché commun est particulièrement regrettable et révèle les limites des efforts entrepris depuis quelques mois par les Six pour harmoniser leur politique commerciale à l'égard des pays du camp socialiste. A quoi sert en effet d'imposer une sorte d'imprimatur communautaire avant de conclure le moindre petit accord commercial tant qu'un des éléments les plus importants des relations économiques avec l'Est, à savoir le crédit à l'exportation, échappe totalement à ce contrôle ? »

Le brave homme ne semble pas plus comprendre que les révisionnistes la nature des relations au sein de l'Europe des Six, de l'Europe occidentale et du monde en général, dans le cadre du système impérialiste. Comme élément de la lutte sur le marché mondial, au sein de la division internationale du travail, l'Europe, et finalement l'Europe de l'Est comme de l'Ouest, est l'enjeu des différents impérialismes. L'« unification » de l'Europe ne signifie rien d'autre, pour les différents impérialismes, et surtout les plus forts, qu'une réponse du capitalisme à l'époque impérialiste aux exigences de l'« unification » des forces productives en Europe, de la rationalisation de la division internationale du travail, réponse qui n'apporte aucune autre solution que celle de la soumission de l'Europe à l'impérialisme le plus fort. La « guerre des crédits » est un épisode de cette guerre plus générale, qui unifie et oppose les impérialismes européens, en vue de la pénétration du capital à l'est de l'Europe et en U.R.S.S. et de la soumission de ces pays à leurs besoins.

L'exemple de l'Allemagne occidentale démontre avec la plus grande clarté cette lutte de l'impérialisme mondial, et au sein de l'impérialisme mondial, en raison tant de la puissance du capital allemand que parce qu'il subit le plus douloureusement les conséquences de la division de l'Europe en deux et de sa défaite. L'Allemagne occidentale est une monstruosité que ne peut cacher son prodigieux relèvement, bien au contraire.

Dépendant politiquement de l'impérialisme américain et dans une certaine mesure des impérialismes anglais et français, profondément pénétré par le capital américain, amputé de l'est de l'Allemagne, ramassé sur une surface un peu plus grande que la moitié de la France, le capitalisme allemand constitue la seconde puissance capitaliste mondiale. Il est le plus grand exportateur de marchandises et de capitaux des six pays du Marché commun. Après le capitalisme américain, il investit le plus de capitaux à l'extérieur de ses frontières au sein du Marché commun. Son extension (nullement pacifique) en Europe occidentale, son commerce avec l'ensemble des pays capitalistes ou soumis à l'impérialisme ne font que le renforcer en vue du « *drang nach Osten* ». Il lui faut s'étendre à l'est et il y travaille. La pénétration du capital américain en Allemagne de l'Ouest rend plus pressante encore cette nécessité.

En cas de crise économique, la dépendance

politique du capitalisme allemand, les fils économiques que tisse en Allemagne de l'Ouest le capital américain auraient pour lui l'effet d'une catastrophe sans précédent, aggravée, multipliée, par la coupure de l'est de l'Allemagne et de l'Europe de l'Est. La surabondance de capitaux sous les trois formes, marchandises, moyens de production, capital-argent, rend impérieuse la pénétration du capital allemand en Europe de l'Est. Une fois de plus, l'Histoire met face à son destin l'impérialisme allemand, mais dans des conditions considérablement plus difficiles par suite de ses deux échecs successifs (1914-1918, 1939-1945). Le Marché commun, l'élargissement du Marché commun à la zone de libre-échange, la réintégration dans son giron de l'est de l'Allemagne, la pénétration de ses capitaux et de ses marchandises en Europe de l'Est sont les voies complémentaires qui s'ouvrent à l'impérialisme allemand pour tenter une fois encore de forcer le cours de l'Histoire. Il s'y prépare... sous la haute surveillance de l'impérialisme américain... Qu'il y parvienne est une autre affaire !

Nous sommes loin de la douceâtre bouillie de « *l'interpénétration des capitaux* » et des « *échanges* » qui s'accroissent gentiment entre les capitalismes d'Europe occidentale et le « *bloc oriental* ».

(.....)

Comment Trotsky répond et comment répond la bureaucratie

Le stade inférieur de la société socialiste, le commencement de la construction réelle du socialisme dépendent de l'appropriation par le prolétariat des forces productives de l'ensemble du mode de production capitaliste ; à l'échelle mondiale, de la réorganisation de la division internationale du travail, et de la réorganisation à partir d'elle des divisions nationales du travail.

Trotsky expose en quelques lignes parfaitement de quoi il s'agit :

« *Les processus de la construction économique n'évoluent pas encore pour l'instant dans une société sans classes. Les problèmes de la répartition du revenu national constituent la charnière du plan. Ils s'infiltreront à travers la lutte des classes et des groupes sociaux, y compris les différentes couches du prolétariat lui-même. Les problèmes sociaux et économiques les plus importants : la "smytchka" (la suture) de la ville et de la campagne,*

c'est-à-dire la balance de ce que l'industrie reçoit de l'économie agraire et de ce qu'elle lui donne : le rapport entre l'accumulation et la consommation, entre le fonds de la construction du capital de base et le fonds de salaires : la régularisation des différentes catégories du travail (ouvriers qualifiés, non qualifiés, travailleurs occasionnels, spécialistes, bureaucratie dirigeante) ; enfin la répartition de ce revenu national qui se produit au village entre les différentes couches de la paysannerie. Tous ces problèmes, par leur seule existence, ne peuvent admettre les décisions a priori de la bureaucratie qui se met à l'abri de l'intervention de millions d'intéressés.

La lutte pour les intérêts vitaux, considérés comme les facteurs fondamentaux de la planification, nous introduit dans la sphère de la politique, qui est de l'économie concentrée. Les armées des groupes sociaux de la société soviétique sont (doivent être) : les soviets, les unions syndicales, les coopératives et, avant tout, le parti dirigeant. Seule la coordination de ces trois éléments : la planification étatique, le marché et la démocratie soviétique, peut assurer une direction juste de l'économie de l'époque de transition et assurer, non pas la mise à l'écart des disproportions en quelques années (cela est de l'utopie), mais leur amoindrissement et, par là même, la simplification des bases de la dictature du prolétariat, jusqu'au moment où les nouvelles victoires de la révolution élargiront l'arène de la planification socialiste et reconstruiront son système.» (Idem.)

Au contraire de ce que prétendent les staliniens et les révisionnistes, la détermination des besoins sociaux tout comme la répartition des moyens de production en vue de satisfaire ces besoins sociaux ne peuvent encore se passer du marché, et les produits doivent exprimer en valeur la quantité de travail qu'ils cristallisent. Ils ne sont donc pas (moyens de production et moyens de consommation) de simples produits, mais des marchandises. La péréquation du taux de profit n'est cependant pas

une nécessité : les prix devraient tendre à exprimer plus étroitement la valeur réelle et être modifiés selon les nécessités sociales en connaissance de cause. La péréquation du taux de profit est indispensable au développement proportionnel des différentes branches de la production dans le cadre du mode de production capitaliste, en raison de la propriété privée des moyens de production, qui ne peut s'en remettre qu'aux mécanismes automatiques du marché. Une connaissance des prix réels, déterminés par la quantité de travail socialement nécessaire, est indispensable à l'Etat ouvrier pour opérer la modification de prix, les transferts de valeur d'une branche de la production à l'autre, déterminer, orienter, organiser selon un plan la production, vérifier l'exécution du plan, le modifier. Mais si les trusts étaient livrés à eux-mêmes, si la production était orientée selon le taux de profit, la planification se dissolverait, la propriété étatique des moyens de production deviendrait formelle.

La bureaucratie du Kremlin ne peut qu'errer entre une planification de plus en plus arbitraire, source de gaspillage, de distorsions, de prix arbitraires, etc., et la régulation, par l'action directe du profit, c'est-à-dire la dislocation de la planification. Elle transpose dans la gestion de l'économie la lutte politique pour le maintien de son monopole politique sur l'Etat ouvrier dégénéré, source de ses privilèges. Elle se heurte au prolétariat qu'elle entend contraindre aussi bien par la force politique qu'à l'aide de moyens économiques : salaires arbitraires hautement différenciés, tentatives pour différencier et disloquer la classe ouvrière. Elle exprime en U.R.S.S. la pression de l'impérialisme aussi bien lorsqu'elle est contrainte de s'engager dans la course aux armements, tente d'organiser une économie indépendante de l'économie mondiale, pille par mille et un moyens l'économie des pays de l'Europe de l'Est, que lorsqu'elle tente d'intégrer l'économie de l'U.R.S.S. au marché mondial et à la division internationale du travail. Elle accroît les disproportions, le gaspillage, l'arbitraire économique et les antagonismes sociaux en U.R.S.S.

(.....)

L'étau des forces de classes

L'impérialisme dut abandonner au contrôle de la bureaucratie du Kremlin l'Europe de l'Est. Menacé par la lutte de classe intensive du prolétariat européen, malgré le plan Marshall, le pacte atlantique, la pression économique, politique, militaire, sur l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe de l'Est, il ne put empêcher la bureaucratie du Kremlin d'étendre les rapports sociaux de production nés d'Octobre aux pays qu'elle contrôlait, d'autant que les États bourgeois et les bourgeoisies locales y étaient démantelés. Mais ceux-ci sont encore plus déformés en Europe de l'Est qu'en U.R.S.S. Le pillage de la bureaucratie du Kremlin conjugué à la construction de « *petits socialismes dans chaque pays* », a rendu plus sensible encore leur coupure du marché mondial et de la division internationale du travail. Les nouveaux rapports sociaux de production ont néanmoins permis, par la mobilisation de toutes les ressources sur un plan, un développement extensif des forces productives, comme ils ont permis à l'U.R.S.S. de reconstruire son économie dévastée par la guerre et de poursuivre sa croissance. Malgré les gaspillages, les distorsions, il s'agit bien dans ce cas de la croissance des forces productives, car, au contraire du développement des moyens de production dans les pays capitalistes, le volant d'entraînement de l'économie dans son ensemble n'est pas l'économie d'armement, mais la satisfaction des besoins sociaux.

Les besoins sociaux qui prévalent sont naturellement ceux de la bureaucratie parasitaire. Elle doit néanmoins tenir compte des besoins sociaux de la classe ouvrière au moins dans une certaine mesure, même si elle les interprète et les sélectionne.

La puissance politique de la bureaucratie du Kremlin est parvenue à enfermer la croissance des forces productives dans les limites des États nationaux de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S., à les couper arbitrairement de leur lien nécessaire avec celles du reste de l'Europe, jusqu'à trancher dans la chair vive du prolétariat allemand, tandis que l'impérialisme y parvenait sur d'autres bases en raison de

la puissance du capitalisme américain et avec l'appui des bureaucraties ouvrières, celles des P.C. occidentaux jouant un rôle déterminant. L'économie des pays de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. est vraiment le produit de la révolution prolétarienne contenue, limitée, tronquée et défigurée. Les délais peuvent être plus ou moins longs, elle ne peut se maintenir en l'état. Il lui faut aller en avant vers le socialisme ou en arrière vers le capitalisme : la croissance des forces productives, leurs distorsions posent concrètement ce dilemme. Au même instant, la nécessité de forcer les barages de l'économie planifiée, du monopole d'État du commerce extérieur, se fait plus impérieuse pour l'impérialisme. La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties parasitaires sont prises comme dans un étau entre ces exigences contradictoires. En U.R.S.S., dans les pays de l'Europe de l'Est, la crise de la planification traduit le besoin urgent de la réorganisation des forces productives : harmonisation du développement des différents secteurs de la production, de la division du travail entre les différents pays à économie planifiée à partir des mêmes rapports sociaux de production, de la propriété étatique des principaux moyens de production et d'échange, et — englobant et ordonnant le tout — la nécessité d'étendre les rapports sociaux nés de la révolution d'Octobre au reste de l'Europe et du monde, afin d'organiser sur de nouvelles bases la division mondiale du travail. La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, foncièrement opposées à l'élaboration par les travailleurs de la planification, à la réorganisation de la division du travail entre les pays d'économie planifiée, à la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes économiquement développés, défendent empiriquement le « *statu quo* » en Europe et dans le monde... sans y parvenir. En dernière analyse, elles subissent en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est la pression de l'impérialisme, se lancent dans la concurrence internationale, réajustent la gestion de l'économie selon les exigences de cette concurrence, font le lit de la pénétration impérialiste

et disloquent la planification. Les échanges dans leur forme et leur structure actuelles entre l'U.R.S.S., les pays de l'Europe de l'Est et les pays capitalistes ne sont pas neutres. Ils contraignent la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites à laisser gérer automatiquement la loi de la valeur, ils disloquent la planification. Au travers des échanges Est-Ouest, la lutte de classes se manifeste dans ce domaine à l'avantage de l'impérialisme, parce que c'est la bureaucratie parasitaire qui gère la planification de l'économie.

La discussion, en dehors de l'ensemble de ces rapports, des « réformes économiques », des vertus ou des méfaits réciproques du marché, de la loi de la valeur, de la planification, des échanges commerciaux Est-Ouest, est une mystification. La planification en U.R.S.S., dans les pays de l'Europe de l'Est, ainsi qu'en Chine, ne peut envoyer au diable la loi de la valeur, les catégories marchandes, le marché. Elle ne peut se dispenser d'être insérée dans la division mondiale du travail. La vraie question est celle-ci : qui gère et à partir de quelle politique ? La classe ouvrière gèrera l'Etat ouvrier régénéré en utilisant le marché, la loi de la valeur. Elle ne pourra faire autrement car le développement des forces productives est insuffisant pour assurer l'automatisme de développement de l'économie sur la base des rapports sociaux de production issus de la révolution d'Octobre, cela pour une raison évidente : la loi de la valeur et les catégories marchandes ne peuvent disparaître que lorsque le mode de production social fondé sur la propriété collective des moyens de production englobe et dépasse les acquis du mode de production capitaliste, incluant la division mondiale du travail débarrassée de ses contradictions. Mais, utilisant les lois du marché, la classe ouvrière renforcera la planification, parce qu'elle sera capable d'opérer en connaissance de cause les transferts de valeur d'une branche de production à l'autre, de déterminer les objectifs sociaux à atteindre, en raison de la participation active des producteurs, de la classe ouvrière, à l'élaboration et à la réalisation du plan. Conjointement à la question : qui, à l'est de l'Europe, en U.R.S.S., gère, et

au profit de qui, la planification ?, se pose cette autre question : qui brisera la division de l'Europe et du monde où deux modes de production sociaux ne peuvent à la longue co-exister ? Est-ce l'impérialisme, est-ce le prolétariat ? Dans le premier cas, ce serait « la réaction sur toute la ligne » : le plus puissant impérialisme imposant sa loi à ses concurrents et détruisant les conquêtes de la révolution d'Octobre, réduisant la classe ouvrière de l'ouest et de l'est de l'Europe à la décrépitude, sinon à la destruction. Dans le second cas, le prolétariat doit renverser la bourgeoisie dans chaque pays, exproprier la bourgeoisie à l'ouest de l'Europe ; il doit balayer la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, réaliser la révolution politique là où la bourgeoisie a été expropriée, régénérer les Etats ouvriers. Aussi bien à l'ouest qu'à l'est de l'Europe, le mot d'ordre et la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe ordonnent et unifient la lutte du prolétariat. Le combat a commencé avec la révolution d'Octobre : la vague révolutionnaire même limitée et contenue à la fin et dans l'après-seconde guerre mondiale renforça les positions conquises par la classe ouvrière européenne, sous l'apparence de la division du monde en « blocs ». Appuyée sur les positions acquises, la classe ouvrière d'Europe fait face à la réaction impérialiste. Elle se dresse contre les bureaucraties parasitaires et spoliatrices qui, en dernière analyse, sont — à l'est de l'Europe, en U.R.S.S. — les meilleurs atouts dont dispose l'impérialisme, tout comme l'appareil international du stalinisme est passé du côté du maintien de l'ordre bourgeois dans le monde.

Après un moment de recul, la classe ouvrière européenne repart à l'assaut. Telle est la signification de mai-juin 1968 en France, du combat engagé par le prolétariat tchécoslovaque.

Révolution sociale et révolution politique sont étroitement imbriquées. Elles forment une totalité. L'Europe de demain sera un ramassis de décombres, ou elle sera celle des Etats-Unis socialistes d'Europe. Prise sous l'étau, la bureaucratie parasitaire sera inéluctablement broyée. Mais qui vaincra : l'impérialisme ou le prolétariat ?

« Je considère le communisme comme le seul but qu'une intelligence contemporaine puisse s'assigner. »

SINIAVSKY devant ses juges
en février 1966.

Lisez

SAMIZDAT 1

LA VOIX DE L'OPPOSITION COMMUNISTE EN U.R.S.S.

La nouvelle opposition communiste se manifeste notamment dans la publication et la diffusion clandestine ou non de textes appelés SAMIZDAT (texte édité par soi-même).

Aujourd'hui, la crise de l'appareil stalinien se manifeste jusqu'à son sommet, jusqu'au Kremlin. Là où les militants combattent pour renouer avec la tradition bolchevique, avec la démocratie des Soviets, avec les libertés politiques et syndicales, la bureau-

cratie doit multiplier procès, internements et déportations.

La Vérité, organe de l'organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) publie « SAMIZDAT 1 », qui présente les textes de cette nouvelle opposition, dont la lutte est décisive pour la destruction du stalinisme comme obstacle à la lutte du prolétariat pour son émancipation à l'échelle du monde.

« La nouvelle montée de la révolution en U.R.S.S. commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique. »

TROTSKY

Programme de transition.

SAMIZDAT 1

Fort volume de 600 pages - Prix : 20 F

*En vente à la Librairie d'Informations
Ouvrières*

87, rue du Faubourg-Saint-Denis - Paris (10^e)

*Ou envoyé franco de port contre paiement à
C.C.P. BLOCH - PARIS 606-23*

La nouvelle édition française
de
«L'Internationale communiste après Lénine»

UNE GRANDE ŒUVRE, UN PREFACIER ABUSIF
[ou QUAND «PRESENTER», C'EST TRAHIR]

par François FORGUE

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE APRÈS LÉNINE » était, depuis des années, introuvable en français, et l'on ne saurait trop se féliciter du fait que cette œuvre majeure et qui occupe une place décisive, non seulement dans la biographie politique de Trotsky, mais dans l'histoire du mouvement ouvrier, soit désormais accessible à tout militant grâce à sa réédition aux P.U.F. (1).

Cette nouvelle édition est précédée d'une longue préface de Pierre Frank, l'un des responsables du centre révisionniste baptisé « *Secrétariat unifié* ». Ceux qui ont suivi l'évolution politique de Frank et lu ses écrits les plus récents (par exemple son effarante « *Histoire de la IV^e Internationale* ») ne manqueront pas de craindre le pire.

Ils ne seront pas déçus.

Mais « *L'Internationale communiste* » est une œuvre assez forte pour résister au mauvais traitement que lui fait subir le présentateur. Le lecteur, sitôt franchie l'épreuve de la préface, dès les premières pages d'une étonnante densité politique et d'une ardente passion révolutionnaire, sera saisi par la brûlante actualité de ces écrits de 1928 et pourra constater que les banderoles dont Frank tente d'entourer « *P.I.C. après Lénine* » pour en faire une respectable momie ne résistent pas au marxisme vivant qui éclaire chaque page.

« *L'Internationale communiste après Lénine* » n'a, certes, pas besoin de « *repoussoir* ». Néanmoins, la préface de Frank n'est pas sans une certaine utilité : elle souligne l'actualité des enseignements politiques

(1) « *L'Internationale communiste après Lénine* » (P.U.F., 2 vol.).

de l'ouvrage de Trotsky, en apparaissant comme l'une des cibles de sa polémique, elle démontre à quel point le prétendu « *néo-trotskyisme* » de Frank, de Mandel et de Krivine est foncièrement contraire à l'acquis programmatique, à la stratégie qui s'incarnent dans la IV^e Internationale et dans la lutte pour sa construction.

La préface de Frank, qui s'étend sur 50 pages, est un document politique révélateur. C'est pourquoi dans le cours de cette présentation de « *P.I.C. après Lénine* », nous consacrerons la place nécessaire à détruire cette tentative d'appauvrissement et de falsification d'une grande œuvre combattante.

Œuvre combattante. Les textes qui composent « *L'Internationale communiste après Lénine* » sont centrés sur le 6^e congrès de l'Internationale communiste. Ils ont été rédigés à Alma-Ata, où la direction bureaucratique avait fait déporter Léon Trotsky, après que le 15^e congrès du Parti eut exclu l'Opposition de gauche.

L'ouvrage comprend une lettre au 6^e congrès de l'Internationale communiste (« *Et maintenant ?* »), une critique du projet de programme soumis à ce congrès, une critique de la politique suivie en Chine par la direction Staline et Boukharine, suivies d'un texte complémentaire (« *La question chinoise après le 6^e congrès* ») et d'une analyse du personnel politique dirigeant de l'Internationale (« *Qui dirige aujourd'hui l'Internationale communiste ?* »).

Dans cette forme d'expression par excellence du marxisme qu'est la polémique — c'est-à-dire à travers le combat contre les idéologies, les mystifications qui tendent à obscurcir et à émousser la conscience de classe du prolétariat — Trotsky traite des questions les plus fondamentales du programme de la révolution

prolétarienne et de la stratégie révolutionnaire, à l'époque de l'impérialisme, à l'époque des guerres et des révolutions, à l'époque que nous vivons.

Mais la pensée créatrice n'affirme sa valeur universelle et générale qu'au travers de circonstances concrètement déterminées. « *L'I.C. après Lénine* » est un ouvrage « *daté* ». Trotsky l'a écrit à un moment précis de la lutte.

Frank, dans sa préface, s'interroge sur les motifs qui ont fait de « *L'I.C. après Lénine* » une œuvre « *oubliée* », tandis que, par exemple, l'« *Histoire de la révolution russe* » connaissait d'emblée une grande notoriété.

Il propose une explication :

« *Ce livre de Trotsky se place pour ainsi dire dans un intermède... Pris, d'une part, entre les années où la révolution russe luttait pour son existence, celles où se développait la grande crise du parti bolchevique et, d'autre part, la crise économique mondiale, la victoire du nazisme en Allemagne, les purges staliniennes en U.R.S.S., la seconde guerre mondiale, les événements dont traite ce livre se trouvent comme écrasés* »,

et il rectifie ensuite quelque peu cette appréciation sommaire en ajoutant :

« *Pourtant ils n'étaient pas dénués d'importance, ainsi que le montre la simple mention de l'un d'eux, la révolution chinoise de 1925-1927, dont la connaissance est indispensable à la compréhension de la Chine actuelle.* »

Parfaite illustration de la méthode de Frank qui entend ravalier la théorie marxiste au niveau d'une idéologie. Certes, la connaissance de la révolution chinoise de 1925-1927 est indispensable à la compréhension de la Chine actuelle. Mais ce n'est pas ce qui en fait l'importance. Non seulement l'écrasement de la révolution chinoise du fait de la politique de la direction de l'I.C. a marqué tout le développement antérieur — y compris les formes de la troisième révolution chinoise, mais il a eu une importance décisive à l'échelle internationale : c'est l'un des facteurs qui a conduit aux événements que Frank énumère, victoire du nazisme, massacre sanguinaire perpétré par la bureaucratie contre-révolutionnaire...

Frank continue :

« *C'est au cours de cette période que commence l'évolution idéologique par laquelle s'explique la mort de l'Internationale communiste et la politique présente des partis communistes.* »

La crise de la révolution d'Octobre

Non, « *l'évolution idéologique* » n'explique rien ! En 1927-1928, le sommet bureaucratique du parti communiste russe et de l'Etat ouvrier issu de la révolution russe a parcouru un chemin tel qu'il lui faut secréter les justifications idéologiques de sa politique et de son rôle. L'explication n'est pas dans l'idéologie, mais dans l'ensemble des facteurs internationaux et nationaux qui expliquent la dégénérescence.

Il y a, bien sûr, dans la lutte des classes internationale — dans l'activité du prolétariat — des « *temps forts* » et des « *temps faibles* ». Mais la lutte des classes ne s'arrête pas. Les « *grands* » événements dont parle Frank, ils sont en train de se forger lorsque Trotsky écrit « *L'I.C. après Lénine* ». Mais penser qu'une sorte de fatalité devait obligatoirement les faire ce qu'ils ont été serait une vue platement idéaliste. Pour prendre le plus décisif d'entre eux, la défaite du prolétariat allemand devant le nazisme, il n'est compréhensible que compte tenu de la politique du parti communiste allemand, et donc de l'Internationale communiste. En 1928, rien n'est joué, mais tout est en train de se jouer pour une longue période et Trotsky en a pleinement conscience.

La montée révolutionnaire des masses qui marqua la liquidation de la première guerre impérialiste ne put se traduire en termes d'organisation, dans le domaine de la sélection d'une avant-garde internationalement organisée, que sur le terrain créé par la crise antérieure des partis de masse de la II^e Internationale.

Hors de Russie, il n'existe nul parti véritablement communiste, essentiellement des partis sociaux-démocrates en voie de transformation ayant en leur sein une fraction communiste elle-même en règle générale politiquement faible.

Situation de fait, qui conduit à une transmission quasi automatique de la politique décidée par la section russe dans toutes les sections de l'Internationale. Dans les premières années de la vie de l'Internationale, Lénine et Trotsky lutteront pour la modifier : en cherchant à renforcer dans les partis communistes en formation l'aile bolchevique par le combat politique ; en réagissant contre les méthodes de commandement et de transmission mécanique de l'expérience russe.

Mais, dès 1923, la direction de l'Internationale communiste présidée par Zinoviev tend à faire de nécessité vertu, à s'accommoder d'une situation où l'exécutif de l'Internationale communiste devient une simple dépendance du secrétariat du parti bolchevique. La crise du parti bolchevique va directement déterminer le sort politique des sections de l'Internationale.

Crise du parti bolchevique qui exprime à son plus haut niveau la crise politique et sociale en U.R.S.S., « *la crise de la révolution d'Octobre* » comme l'appelle Trotsky, dont « *la cause fondamentale réside dans le retard de la révolution mondiale* » (« *L'I.C. après Lénine*, p. 25, tome I »).

Maintenue dans l'isolement, la dictature du prolétariat en Russie doit faire face aux conséquences de

l'arriération économique et culturelle, de la dislocation de l'appareil productif, de la saignée — qui affecte d'abord l'avant-garde ouvrière — consécutive à la guerre civile.

Ce n'est pas le lieu ici de retracer les premières étapes de la dégénérescence de la dictature du prolétariat qui conduira finalement à l'élimination du prolétariat du pouvoir politique. Précisons simplement qu'il est impossible d'y comprendre quoi que ce soit sans situer ce processus dans le cadre de la lutte des classes, à l'échelle internationale et nationale — les classes n'ont pas en effet été abolies en U.R.S.S., même par décret, à partir de la méthode définie par Marx, puis précisée par Lénine, c'est-à-dire à partir de la compréhension de la société issue de la révolution d'Octobre « *comme une société de transition entre le capitalisme et le socialisme* », dont le sens de l'évolution (vers le socialisme ou vers le retour au capitalisme ?) dépend de la lutte des classes internationale dont les rapports de classes en U.R.S.S. même sont une composante.

La « *nouvelle politique économique* » (la N.E.P.), que le parti bolchevique met en avant après les années épuisantes de la guerre civile, est une retraite économique qui a pour but d'éviter la totale désagrégation économique et sociale en U.R.S.S. et qui tient compte de son inévitable dépendance vis-à-vis de l'économie mondiale. Retraite « *ordonnée* » qui s'accompagne de mesures préparant la contre-offensive (défense de la démocratie soviétique, politique d'industrialisation, donc de renforcement du secteur étatique, etc.) et un nouvel assaut révolutionnaire dans les pays capitalistes pour la construction de l'Internationale (« *vers les masses* », stratégie du Front unique).

Mais une retraite demeure une retraite. Le renforcement économique de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie stimule son opposition politique. « *Koulaks* » et « *nepmen* » font pression sur le pouvoir soviétique.

En même temps, les masses amorcent un mouvement de recul politique. Comme devait l'écrire plus tard Trotsky, résumant l'essence de cette période :

« La révolution brise et démolit l'appareil d'un vieil Etat. C'est sa première tâche. Les masses prennent possession de l'arène politique. Elles décident, elles agissent, elles légifèrent à leur façon qui n'a pas de précédent ; elles jugent, elles ordonnent. L'essence de la révolution, c'est que la masse devient son propre organe exécutif. Mais quand les hommes qui l'ont animée quittent la scène, se replient vers leurs districts, se retirent dans leurs foyers, inquiets, désillusionnés, fatigués, l'arène tombe dans l'abandon et sa désolation ne fait qu'augmenter à mesure que la nouvelle machine bureaucratique l'occupe. »

(Léon TROTSKY, « *Staline* », p. 556.)

La démocratie soviétique dépérit tandis que se renforce, en s'élevant au-dessus des masses, l'appareil de l'Etat ouvrier, cet « *Etat bourgeois sans bourgeoisie* ». Lénine est le premier à sentir toute l'ampleur du danger, s'imposant dès 1921-1922 comme le « *pionnier de l'Opposition de gauche* », selon l'expression de Jean-Jacques Marie, mais la maladie qui l'immobilisera pratiquement jusqu'à sa mort en janvier 1924

donnera à son « *dernier combat* » une allure désespérée.

Se bureaucratisant, l'appareil d'Etat devient un enjeu soumis aux pressions des différentes classes et couches sociales, et non plus simplement l'instrument du prolétariat comme classe dominante. Dans les conditions qui prévalent, le parti devient de plus en plus, non l'organisation politique du prolétariat à travers le rassemblement de son avant-garde consciente, mais un élément de la machinerie de l'Etat...

Les tendances restaurationnistes font pression sur l'appareil d'Etat à partir de ce caractère bonapartiste qu'il tend à acquérir et se refléteront aussi dans le Parti : les tendances de « *droite* » — c'est-à-dire, très concrètement, d'adaptation, d'accommodement avec les forces de la réaction capitaliste — dont Boukharine sera le théoricien iront en se développant et formeront la base à partir de laquelle l'appareil dirigeant du parti, s'élevant au-dessus du parti comme l'appareil d'Etat s'élève au-dessus des masses travailleuses, s'appuiera pour consolider sa position dominante.

Cette évolution est seulement amorcée lorsque se livre la bataille de 1923 où l'Opposition de gauche apparaît comme incarnant la continuité du parti comme parti révolutionnaire, comme section de l'Internationale communiste, à travers la lutte pour la défense de la démocratie ouvrière dans les soviets et dans le Parti, contre le bureaucratisme.

Mais, 1923, c'est aussi l'année de la défaite allemande où se combinent les traits négatifs de la direction du P.C.A. et les conséquences de la crise au sein du parti bolchevique qui paralysent sa direction et mettent au premier plan les hésitations et les faiblesses.

C'est après 1923 que l'Opposition qui combat pour le « *cours nouveau* » sera écrasée par les moyens d'appareil et que la bureaucratisation du parti s'accéléra. C'est après 1923 qu'aura lieu la « *bolchevisation* » des partis communistes qui ne sera en réalité rien d'autre que le resserrement et l'institutionnalisation de leur dépendance administrative vis-à-vis de l'Etat et du parti russes.

Le 5^e congrès de l'Internationale communiste, le premier à se tenir après la mort de Lénine, se déroule du 17 juin au 8 juillet 1924. Congrès de la « *bolchevisation* », il tranche avec les quatre premiers congrès de l'I.C. en ce qu'il n'apporte aucun acquis théorique parce qu'il refuse de partir d'un bilan rigoureux de la période écoulée et de l'activité de l'Internationale. La direction du parti communiste allemand devient le seul bouc émissaire de l'échec d'octobre 1923 et, au nom de la « *bolchevisation* », c'est le culte de l'infaillibilité de la direction du parti communiste russe qui devient la règle.

Désormais le déclin s'accélère : niant l'évidence de la stabilisation capitaliste sérieusement affermie par l'échec de l'octobre allemand, la direction de l'I.C. sonne la charge, décrète l'heure de l'offensive à tout prix. Ce sera une succession d'aventures putschistes (Bulgarie, septembre 1923 ; Esthonie, décembre 1924). Trotsky, dans « *l'I.C. après Lénine* », caractérise ainsi cette phase du déclin de l'Internationale :

« 1924, l'année du revirement brusque et net vers la stabilisation, devint l'année des aventures en Bulgarie, en Esthonie ; le cours ultra-gauchiste se heurte de plus en plus fort à la marche des événements. C'est à partir de ce moment que l'on cherche des forces révolutionnaires toutes faites en dehors du prolétariat : d'où l'idéalisation de certains partis pseudo-paysans dans divers pays, le flirt avec Raditch et La Follette ; l'exagération du rôle de l'Internationale paysanne au détriment de l'Internationale syndicale, le faux jugement sur les syndicats anglais, l'amitié par-dessus les classes avec le Kuomintang, etc. Toutes ces béquilles par lesquelles le cours ultra-gauche aventurier tenta de se soutenir devinrent ensuite les appuis essentiels du cours ouvertement droitier...

L'ultra-gauchisme de 1924-1925, désorienté devant la situation, fut brutalement remplacé par une déviation de droite qui, sous l'estampille de

la théorie "Ne pas sauter par-dessus les étapes", fit appliquer une politique d'adaptation à la bourgeoisie nationale, à la démocratie petite-bourgeoise, à la bureaucratie syndicale, aux koulaks (baptisés "paysans moyens") et aux fonctionnaires... sous prétexte d'ordre et de discipline.»

(Tome I, pages 32 et 33.)

L'ère de l'Internationale communiste après Lénine avait commencé : ce qui était difficultés et faiblesses de la direction internationale combine avec la fragilité des directions des sections devient une ligne qui « organisera la défaite », une ligne centriste, c'est-à-dire louvoyant entre la collaboration avec l'impérialisme, avec le réformisme, et une politique révolutionnaire, ligne qui fera faillite face aux exigences de la lutte des classes. Cette ligne trouvera son couronnement dans l'affaire du « comité anglo-russe » et dans la politique suivie par l'Internationale en Chine (2).

La dégénérescence de la III^e Internationale

L'épisode du « comité anglo-russe » marque une étape dans la dégénérescence de l'Internationale communiste. Pour la première fois, avec une telle netteté, une politique de principes est sacrifiée aux besoins de l'Etat issu de la révolution d'Octobre, dont les intérêts ne sont plus ainsi considérés comme liés à ceux du mouvement ouvrier international, mais placés au-dessus de lui.

En mai 1925, à la suite de la visite de dirigeants réformistes des syndicats anglais en U.R.S.S., il avait été formé un « comité anglo-russe » composé de représentants des directions syndicales britannique et soviétique dont les buts étaient la lutte pour le rétablissement de l'unité syndicale à l'échelle mondiale et surtout la lutte contre les milieux réactionnaires de Grande-Bretagne poussant à la guerre contre la république soviétique.

L'Opposition de gauche n'était nullement opposée à la formation de ce « comité » qui, en plus de son utilité immédiate pour le gouvernement soviétique comme moyen de pression, était un instrument qui pouvait être utilisé dans la voie du Front unique, dans la voie de la mobilisation des masses en Grande-Bretagne. Ce qui prouve bien que loin d'être opposés, les intérêts diplomatiques de l'U.R.S.S. et ceux du mouvement ouvrier international étaient complémentaires à condition que cet accord de sommet ne signifie en rien la mise en sourdine de la critique des dirigeants réformistes, indispensable à l'éducation révolutionnaire du prolétariat anglais, à la lutte contre les illusions sur la possibilité de voir l'appareil réformiste évoluer indéfiniment vers la « gauche ».

Au début de 1926, un conflit entre les mineurs et le gouvernement conduisait à une grève générale qui fut ouvertement trahie par les dirigeants des trade-

unions, organisant la capitulation. Dans cette situation pourtant, la direction stalinienne se refusa à rompre son accord de sommet avec la bureaucratie des trade-unions, permettant à celle-ci d'utiliser, pour les besoins de sa politique qui correspondait aux intérêts de l'impérialisme britannique, le prestige de la révolution russe et du parti bolchevique. Le résultat pratique et lourd de conséquences, c'est que le parti communiste britannique, la « minorité » lutte de classe qu'il animait dans les syndicats ne purent regrouper l'avant-garde consciente de la trahison dans la mesure où la politique des dirigeants semblait cautionnée par l'I.C. du fait du maintien du « comité anglo-russe ».

Finalement, ce sont les bureaucrates réformistes qui, n'ayant plus de motifs de paraître apporter leur soutien à l'U.R.S.S., dénonceront un peu plus tard l'accord.

La politique de la bureaucratie qui se cristallise en U.R.S.S. apparaît ici clairement : la défense de l'Union soviétique n'est plus fondée sur la mobilisation consciente des masses, mais sur des manœuvres diplomatiques, des accords d'appareil négociés indépendamment de leurs effets sur la conscience et l'organisation de la classe ouvrière.

En Chine, cette politique prendra la forme idéologique d'un retour au « menchevisme » (c'est-à-dire à

(2) Nous insistons sur l'épisode du « comité anglo-russe » parce qu'il est révélateur de la transformation du rôle de l'Internationale communiste qui est en cours.

Le but de cet article n'est pas de résumer, d'analyser — ou de commenter — chapitre après chapitre « L'Internationale communiste après Lénine ». Aussi, plutôt que d'essayer de mal condenser l'ensemble des problèmes de la révolution chinoise de 1925-1927, nous avons choisi de ne pas en traiter autrement que par référence.

la « théorie » de la « révolution par étapes » : il faut d'abord, en alliance avec la bourgeoisie, faire la révolution bourgeoise, puis entreprendre, à une autre étape, la révolution socialiste — « théorie » qui tourne le dos aux enseignements les plus évidents de la révolution russe elle-même). Pratiquement, elle conduira à livrer le prolétariat et la paysannerie à la contre-révolution bourgeoise avec la sanction de l'Internationale communiste.

Et Trotsky, résumant les conséquences de la politique de la direction de l'I.C., écrit :

« La question de l'allure est décisive dans toute lutte et à plus forte raison dans une lutte d'envergure mondiale. Le sort de la république des soviets est inséparable du sort de la révolution mondiale (...) En l'absence d'une politique juste de l'Internationale communiste, la révolution mondiale sera en retard, d'un retard historique indéterminé : or c'est le temps qui décide. Ce qui est perdu par la révolution mondiale est gagné par la bourgeoisie (...).

(...) Le temps est un facteur décisif en politique, particulièrement lors des revirements brusques de l'histoire, quand une lutte à mort se déroule entre deux systèmes. Nous devons disposer du temps avec une très grande économie : l'Internationale communiste ne résisterait pas à cinq nouvelles années de fautes semblables à celles qui ont été commises... Or, si l'Internationale s'écroule, l'U.R.S.S. ne résistera pas longtemps. »

*(« L'I.C. après Lénine » :
« Et maintenant ? », pp. 34-35.)*

C'est en ces termes que Trotsky sonne l'alarme à la veille du 6^e congrès de l'Internationale communiste. Or qu'écrivait son présentateur Pierre Frank ?

« Aujourd'hui encore des polémistes identifient, bien à tort, l'U.R.S.S. et l'Internationale communiste (...) En fait, si l'Etat créé par Octobre, s'il a été profondément modifié à partir de 1923 par ce qu'on a appelé plus tard le stalinisme, s'est prodigieusement renforcé, l'Internationale communiste, elle, sous la même direction que l'Union soviétique, a connu un sort tout autre : elle est allée littéralement de mal en pis pendant les vingt années qui précéderent sa dissolution prononcée par Staline lui-même en 1943. C'est que l'Union soviétique et l'Internationale communiste, quoiqu'elles aient eu la même origine et les mêmes objectifs, étaient de nature différente : l'une a pu résister au stalinisme, l'autre non. »

Si l'évolution de l'Union soviétique est parfaitement indépendante du destin de l'Internationale communiste, alors Trotsky a radicalement tort. Et Frank qui, par ailleurs, parle avec légèreté des « erreurs » que l'on trouve dans le livre devrait s'attacher à analyser la plus profonde d'entre elles. A ce moment, l'affirmation selon laquelle « si l'Internationale s'écroule, l'U.R.S.S. ne résistera pas longtemps » ne serait pas une formule générale exprimant une perspective de caractère historique, et pouvant comporter une erreur sur les rythmes, mais l'expression d'une conception générale erronée.

Mais Frank se contente après cette remarque « incidente » de passer à autre chose.

Pour notre part, nous allons chercher à démontrer que :

- la méthode de Trotsky est non seulement correcte, mais qu'elle est la seule qui permette de comprendre la réalité historique complexe qui a permis la préservation partielle des conquêtes de la révolution d'Octobre après l'écroulement de l'I.C. ;
- Frank tourne le dos aux enseignements les plus fondamentaux et les plus élémentaires de Trotsky.

A partir de formules vagues et formellement correctes, Frank place l'Internationale communiste et l'U.R.S.S. dans des mondes différents. On aurait tort de les identifier. Certes, mais est-ce que cela règle le problème de leurs rapports ? Elles ne sont pas de même « nature ». Mais quelle « nature » ? La différence que note Frank, c'est que l'une résista au stalinisme, et l'autre pas. Plus encore, que l'une vola de succès en succès, tandis que l'autre tombait de faillite en faillite.

Du strict point de vue des faits, cette assertion est complètement fautive. L'Internationale communiste a connu, à l'époque des Fronts populaires, un développement réel. Elle contrôlait et organisait une fraction déterminante du prolétariat mondial, certaines de ses sections (comme la section française) étaient devenues des partis dirigeants de la classe ouvrière. Certes, rétorquera-t-on, mais c'était sur la base d'une politique de collaboration des classes, conduisant la classe ouvrière à la catastrophe.

Oui, bien sûr. Mais de ce temps l'Union soviétique ne connaissait-elle qu'un développement « progressif » ? Sans même parler du fait que l'industrialisation forcenée accomplie par les méthodes de la bureaucratie provoquait des chocs en retour dans l'agriculture tels qu'elle n'en est pas encore aujourd'hui remise ; sans même parler du problème (pourant essentiel) de la productivité du travail, l'évolution de l'Union soviétique peut-elle se ramener à une marche triomphale jalonnée par les indices de production de l'acier, par la construction du Dniepropestroï ?

Les procès de Moscou, le massacre des militants dont la seule existence exprimait le lien vivant avec la révolution d'Octobre, la déportation par millions des ouvriers et des paysans, la décimation des cadres de l'Armée Rouge, tout cela peut-il être considéré comme les « faux frais » d'une marche en avant linéaire de l'Union soviétique ?

Pour un marxiste, la réponse est sans équivoque : ce ne sont pas là des éléments extérieurs, surajoutés, mais au contraire des composantes de l'évolution contradictoire de l'Union soviétique qui n'est pas séparable de l'évolution, elle aussi contradictoire, de la lutte des classes internationale dont le sort de l'Internationale communiste est une expression.

L'U.R.S.S. est en effet arrivée à un certain degré de développement industriel. Mais dans quel état, socialement parlant, et à quel prix ? Il ne s'agit pas de critères moraux, mais de comprendre le « comment » et le « pourquoi » en termes de lutte des classes internationale.

L'Internationale communiste a, comme direction, conduit le prolétariat de défaite en défaite et a accompli, comme organisation, sa mutation, « passant

définitivement du côté de l'ordre bourgeois » comme l'écrivait Trotsky dans le « Programme de transition », à travers l'accomplissement de la plus lourde des défaites : celle de la classe ouvrière allemande devant l'hitlérisme.

Mais face à la montée, à l'échelle internationale, du fascisme, le prolétariat a réagi, a tendu à se regrouper comme classe. C'est inscrit dans le mouvement du prolétariat, de sa mobilisation, que se comprennent le renforcement des sections de l'Internationale communiste dégénérée, la construction de partis staliniens de masse. Simultanément et contradictoirement, ces partis s'affirment, pour reprendre la formule de Lénine, comme des « partis ouvriers bourgeois », c'est-à-dire des partis ouvriers contre-révolutionnaires, et préparent de nouvelles défaites.

Le dynamisme des rapports sociaux hérités de la révolution d'Octobre — rapports sociaux qui par eux-mêmes sont un élément du rapport des forces entre les classes à l'échelle internationale mais dont la préservation a dépendu de l'évolution d'ensemble de ces rapports des forces — a permis un développement des bases matérielles de l'Etat ouvrier dégénéré — et non d'un Etat ouvrier « tout court » avec des adjonctions déplaisantes ou déplorables, développement dont les conséquences dans la lutte des classes internationale ne sont pas univoques, du fait de la politique de la caste bureaucratique qui en assure le contrôle après avoir expulsé le prolétariat du pouvoir politique.

C'est cette réalité — plus complexe que les schémas métaphysiques de Frank — qui explique qu'en 1939, lorsque l'U.R.S.S. poursuivant son « prodigieux renforcement », envahit la Pologne en accord avec Hitler, Trotsky écrit :

« Dans la mesure où la dictature bonapartiste de Staline repose, non sur la propriété privée, mais sur la propriété étatique, l'invasion de la Pologne par l'armée Rouge devrait aboutir à l'abolition de la propriété privée pour adapter le régime des territoires occupés à celui de l'U.R.S.S.

Cette mesure, révolutionnaire dans son caractère, — "l'expropriation des expropriateurs" est, dans ce cas, accomplie selon des méthodes militaro-bureaucratiques. L'appel à l'activité indépendante des masses dans les nouveaux territoires — et sans un tel appel, même énoncé avec la plus extrême prudence, il est impossible de constituer un nouveau régime — sera sans aucun doute suivi par de brutales mesures policières pour assurer la prépondérance de la bureaucratie sur les masses éveillées à l'activité révolutionnaire.

Mais cela n'est qu'un aspect de la question. L'autre, c'est que, afin d'obtenir la possibilité d'occuper la Pologne à partir d'une alliance militaire avec Hitler, le Kremlin a continué à tromper les masses en U.R.S.S. et dans le monde et a provoqué une désorganisation complète de sa propre Internationale communiste.

Le critère politique fondamental pour nous ce n'est pas la transformation des rapports de propriété dans telle ou telle zone, quelque importance que puisse avoir par elle-même cette transformation, mais les changements dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, l'élévation de sa capacité à défendre ses anciennes

conquêtes et à en arracher de nouvelles. De ce point de vue — le seul décisif — la politique de Moscou, prise dans son ensemble, conserve entièrement son caractère réactionnaire et demeure l'obstacle principal sur la voie de la révolution mondiale.

Notre estimation générale du Kremlin et du Komintern ne modifie néanmoins pas le fait particulier que la nationalisation de la propriété dans les territoires occupés constitue en soi une mesure progressive. Si demain Hitler devait faire marcher vers l'Est ses armées en vue de restaurer "la loi et l'ordre", les ouvriers avancés défendraient contre Hitler les nouveaux rapports de propriété établis par la bureaucratie bonapartiste soviétique.

L'étatisation des moyens de production est, nous l'avons dit, une mesure progressive. Mais son caractère progressif est relatif, sa portée relative dépend de la somme de l'ensemble des facteurs qui entrent en jeu. Ainsi, il nous faut d'abord et avant tout tenir compte du fait que l'agrandissement du territoire dominé par la bureaucratie autocratique et parasitaire, se masquant par des mesures "socialistes", peut accroître le prestige du Kremlin, engendre des illusions sur la possibilité de remplacer la révolution prolétarienne par des manœuvres bureaucratiques, etc. Et cela pèse bien plus lourd que le contenu progressif des réformes staliniennes en Pologne. Pour que la nationalisation de la propriété dans les zones occupées, comme en U.R.S.S., deviennent la base d'un développement authentiquement progressif, c'est-à-dire d'un développement socialiste, il est nécessaire de renverser la bureaucratie de Moscou. »

On voit qu'à employer des termes flous Frank embrouille les choses plus qu'il ne les simplifie : « Mêmes origines et objectifs, mais nature différente... » Certes, l'U.R.S.S. (l'Etat national issu de la révolution d'Octobre) et l'Internationale communiste (une organisation internationale centralisant l'activité de partis révolutionnaires) relèvent de catégories politiques différentes.

Un Etat, organisme de domination d'une classe sur une autre, « produit de la manifestation de contradictions de classes inconciliables », est une expression concentrée de l'ensemble des relations sociales qui définissent une société. Le contenu de classe d'un Etat (sa nature — au sens précis, sa nature de classe) est donné par les rapports sociaux qu'il préserve et sur lesquels il se fonde, et forme donc une donnée objective indépendante des méthodes, du type de direction de l'Etat. Ainsi, le gouvernement révolutionnaire de 1793 en France, appuyé sur la mobilisation active des masses petites-bourgeoises, est l'instrument politique de l'Etat bourgeois à l'étape de la lutte de la nouvelle classe dominante pour assurer sa domination contre la féodalité. Le gouvernement réactionnaire, sénile et politiquement impuissant de Pétain, ne survivant que grâce aux baïonnettes nazies, est aussi l'expression de l'Etat bourgeois car il est déterminé par la défense de la propriété privée, mais à l'époque de la décadence du capitalisme et dans le cas particulier d'un impérialisme réduit à la situation de « personne assistée ».

De même, le gouvernement des soviets de 1919 et la sanglante dictature policière de Staline reposent sur les mêmes relations de propriété issues de la révolution d'Octobre, mais tandis que le pouvoir des soviets est l'expression adéquate de la dictature du prolétariat, la dictature de la bureaucratie parasitaire mine les bases mêmes du régime issu de la révolution d'Octobre.

A l'inverse, un parti, et donc une Internationale, est avant tout fondé sur sa politique, sur son programme, à partir duquel il sélectionne une avant-garde. L'abandon de ce programme entraîne la transformation de l'organisation et, en ce sens, le stalinisme tue l'I.C. comme organisation révolutionnaire avant de détruire les fondements prolétariens de son propre régime.

Mais cela ne signifie pas que l'évolution de ce régime puisse être considérée indépendamment de l'évolution de l'I.C.

Admettre cela, comme le fait Frank, ce serait substituer à la théorie du « socialisme dans un seul pays », celui d'un « régime de transition évoluant dans un seul pays ».

Déjà, d'une manière générale, on ne peut séparer par une muraille de Chine des réalités effectivement distinctes comme les partis et les appareils d'Etat. Les partis ne sont pas des constructions de l'esprit, ils n'échappent pas aux déterminations de classe, lesquelles ne se ramènent pas seulement à la politique de leurs dirigeants : un parti réformiste (ou stalinien) qui pratique une politique bourgeoise reste un parti ouvrier du fait de sa place dans la lutte des classes. Inversement, si l'Etat est d'abord déterminé par les relations de propriété qu'il défend, sa forme peut remettre

en question cette défense : le contenu de la dégénérescence de l'U.R.S.S. est *bourgeois* et c'est en ce sens qu'en dernière analyse il ouvre la voie à la restauration, à partir de la politique de la bureaucratie dirigeante. Le stalinisme n'épargne pas l'Etat.

Mais, dans le cas d'un Etat ouvrier, il faut aller plus loin. « *De quel type d'Etat le prolétariat a-t-il besoin ?* » écrivait Lénine. « *D'un Etat qui dépérit* », répondait-il. En d'autres termes, le critère fondamental d'un développement authentique et progressif, c'est-à-dire d'un développement socialiste, c'est le dépérissement de l'Etat.

Aussi le caractère prolétarien de l'Etat n'est-il pas indépendant du degré de conscience, d'activité, d'organisation de la classe ouvrière comme des rapports des forces entre les classes à l'échelle mondiale.

C'est ce qu'exprimait Trotsky dans « *L'Internationale communiste après Lénine* » lorsqu'il écrivait :

« *Le caractère socialiste de notre industrie d'Etat — vu son extrême éparpillement, la concurrence des divers trusts et usines, la situation matérielle difficile des masses ouvrières, le niveau culturel insuffisant dans de larges cercles de travailleurs — le caractère socialiste de notre industrie est déterminé de façon décisive par le rôle du parti, les liens volontaires formés à l'intérieur de l'avant-garde prolétarienne, la discipline consciente des économistes, des militants syndicaux et des membres des cellules d'usine. Si ce réseau se relâche et se désagrège, il est évident qu'à bref délai il ne restera rien du caractère socialiste de l'industrie, des moyens de transport, etc.* »

Et le rôle du parti, section de l'Internationale, est relié au sort de l'Internationale.

“Socialisme dans un seul pays” et révolution permanente

Cette digression à propos de la manière dont Frank « présente » « *L'Internationale communiste après Lénine* » nous conduit à ce qui est au centre de cet ouvrage : l'opposition fondamentale entre le système que la bureaucratie bâtit pour justifier sa domination, la prétendue « *théorie de la construction du socialisme dans un seul pays* », et la théorie marxiste de la révolution permanente.

La transformation socialiste de la société est inséparable du dépérissement de l'Etat, du passage de la domination des hommes à l'administration des choses. Mais ce dépérissement ne peut s'appuyer que sur une transformation de la base matérielle de l'existence de l'humanité, sur un

« *développement de la puissance économique de l'homme tel que le travail productif, cessant d'être une charge et une peine, n'ait besoin d'aucun*

aiguillon et la répartition — comme aujourd'hui dans une famille aisée ou une pension “convenable” — d'autre contrôle que ceux de l'éducation, de l'habitude, de l'opinion publique. »

(Léon Trotsky, « *la Révolution traquée* »)

« *Il faut, ajoutait Trotsky, une forte dose de stupidité pour considérer comme utopique une perspective aussi modeste en définitive.* »

Le développement capitaliste a fourni les éléments d'une telle transformation : le prolétariat, les techniques et les sciences, un degré de développement des forces productives qu'a seulement permis l'existence d'une division internationale du travail et d'un marché mondial.

Cette réalité, qui forme le point de départ objectif du socialisme, est en même temps la base de l'inter-

nationalisme, conçu, non comme une vague abstraction humanitaire ignorant les nations comme produits du développement historique, mais comme la stratégie du prolétariat à l'époque de la lutte finale contre le système capitaliste. Là est la thèse fondamentale de la « Critique du projet de programme » soumis au 6^e congrès de l'Internationale communiste :

« En reliant entre eux des pays et des continents qui se trouvent à des étapes différentes de développement par un système de dépendance et d'oppositions, en rapprochant ces divers niveaux de développement, en dressant impitoyablement les pays les uns contre les autres l'économie est devenue une puissante réalité qui domine les réalités diverses des pays et des continents. A lui seul, ce fait fondamental confère un caractère très réaliste à l'idée même d'un parti communiste mondial. »

(« L'Internationale communiste après Lénine », p. 87.)

Ce n'est qu'à partir de ce point le plus haut atteint par le développement capitaliste — et qui signifie d'ores et déjà que les forces productives étouffent, non seulement dans le cadre des rapports sociaux capitalistes, mais dans celui des Etats nationaux — que peut être envisagée la réalisation d'une société de type supérieur — la société socialiste — et non dans un retour régressif et en définitive impossible à l'autarcie économique.

A la fiction réactionnaire du « socialisme dans un seul pays » s'oppose la conception révolutionnaire internationaliste qui considère les conquêtes extrêmement importantes que représente l'établissement de la dictature du prolétariat dans un seul pays comme une composante, un facteur de la lutte des classes internationale :

« L'importance gigantesque de l'Union soviétique vient de ce qu'elle est la base d'appui de la révolution mondiale, et non pas de sa capacité à construire le socialisme indépendamment de la révolution mondiale. »

(L. Trotsky, « I.C. après Lénine », p. 158.)

Aussi, dans cette mesure,

« les succès économiques des premiers pays où s'exerce la dictature du prolétariat ne se mesureront pas au "socialisme intégral", mais à la stabilité politique de la dictature elle-même et aux progrès dans la préparation des éléments de l'économie socialiste mondiale de demain. »

(Idem, p. 148.)

En définitive, conclut Trotsky, les difficultés et les contradictions inhérentes à la lutte pour la survie d'une dictature du prolétariat isolée

« peuvent être intelligemment réglées et atténuées par une politique intérieure juste, fondée sur la prévision marxiste ; mais on ne pourra en triompher totalement qu'en éliminant les contradictions des classes ; ce dont il ne peut être question avant que ne se produise et triomphe la révolution européenne. Staline a raison : la divergence se situe précisément là, c'est elle qui sépare fondamentalement le nationalisme réformiste de l'internationalisme révolutionnaire. »

Ce « nationalisme réformiste » aboutit à la politique dont la forme achevée est la coexistence pacifique telle que la pratique aujourd'hui le régime de Brejnev et de Kossyguine. Dès 1928, Trotsky en prenait la pleine mesure :

« La nouvelle doctrine dit : le socialisme peut être construit sur la base d'un Etat national s'il n'y a pas d'intervention. De là peut et doit découler, en dépit de toutes les déclarations solennelles du projet de programme, une politique de collaboration avec la bourgeoisie de l'extérieur. Le but est d'éviter l'intervention : en effet la construction du socialisme étant ainsi assurée, la question historique fondamentale sera résolue. La tâche des partis de l'Internationale communiste prend alors un caractère secondaire : protéger l'U.R.S.S. des interventions et non pas lutter pour le pouvoir... L'Internationale doit jouer le rôle d'un instrument pacifiste. »

(« L'I.C. après Lénine », p. 56.)

« Instrument pacifiste » renonçant à son rôle de direction révolutionnaire, l'Internationale communiste deviendra un outil contre-révolutionnaire au service d'une bureaucratie dont les intérêts de caste parasitaire l'opposent fondamentalement à la révolution prolétarienne. Elle sera l'outil de la trahison opérée à travers les Fronts populaires avant d'être dissoute par décret pour que chaque parti stalinien puisse mieux jouer son rôle de collaboration avec l'impérialisme, endigue la vague révolutionnaire à la fin de la seconde guerre mondiale.

Dans « I.C. après Lénine », au moment où s'accélérait la dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S., Trotsky emploie déjà la formule qu'il reprendra dans « la Révolution trahie » lorsque le stalinisme sera consolidé en U.R.S.S. : « La question ne peut être tranchée que sur l'arène de la révolution mondiale ».

C'est en définitive de la lutte des classes à l'échelle mondiale que dépend le sort des conquêtes arrachées par le prolétariat en U.R.S.S. comme celui de toutes ses conquêtes et il n'est d'autre méthode pour les défendre que de lutter pour leur extension — par la lutte pour la révolution socialiste.

C'est l'évolution de cette lutte qui a été le facteur déterminant de l'évolution de l'U.R.S.S. elle-même, qui explique que la bureaucratie n'a pas totalement dévoré l'Etat ouvrier, aboutissant à la restauration capitaliste, et non une mystérieuse immunité de cet Etat à l'égard du stalinisme.

« Les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques », affirme le « Programme de transition » de la IV^e Internationale, élaboré en 1938, c'est-à-dire au moment des pires défaites du prolétariat mondial : en dépit de la politique de ses directions, le prolétariat est conduit, par la crise même de la société capitaliste, par son impasse totale, à reprendre le combat, à chercher les voies qui mènent au renversement de la bourgeoisie et de son Etat.

L'effondrement de l'Internationale communiste comme instrument de la lutte pour la révolution mondiale exprimé dans la défaite allemande de 1933 a menacé de mort l'Union soviétique. L'écrasement du prolétariat allemand et de ses organisations est à l'origine de la seconde guerre mondiale, du déchaînement de la

barbarie impérialiste. Il est à l'origine de la consolidation de la bureaucratie comme couche contre-révolutionnaire dont le pouvoir et les privilèges reposent sur le maintien d'un « *statu quo* » qui équivaut à la préservation de la domination de l'impérialisme à l'échelle internationale. Bureaucratie qui a enraciné sa dictature policière à travers les procès de Moscou, la destruction physique de tout ce qui constituait un lien avec le parti de Lénine et de Trotsky, qui a conduit, par les résultats catastrophiques de sa gestion, et par sa politique internationale de démoralisation et

de désorganisation du prolétariat, l'U.R.S.S. au bord du désastre.

Mais la lutte des masses ne pouvait être éliminée par décret, y compris en U.R.S.S. où, comme le dit Trotsky dans « *la Révolution trahie* », « *les rapports d'Octobre vivent dans la conscience des masses* ». C'est le déploiement de la lutte des masses à l'échelle internationale, malgré ses directions, c'est l'approfondissement de la crise du système capitaliste qui ont préservé les conquêtes sociales issues de la révolution russe.

La continuité du bolchevisme

Mais cette lutte n'a fait que reposer avec plus d'acuité le problème qui est au centre de « *L'Internationale communiste après Lénine* », celui de la direction révolutionnaire. « *La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire* » : c'est en ces termes que le « *Programme de transition* » résume l'époque dans laquelle nous sommes engagés.

Et, dans « *L'Internationale communiste après Lénine* », définissant les particularités essentielles de la stratégie à l'époque révolutionnaire, Trotsky écrit :

« *La politique envisagée comme force historique de masse retarde sur l'économie. Si le règne du capital financier et du monopole des trusts commence déjà à la fin du XIX^e siècle, l'époque nouvelle qui reflète ce fait dans la vie mondiale commence avec la guerre impérialiste, avec la révolution d'Octobre et la création de la III^e Internationale.*

Ce qui commande le caractère explosif de la nouvelle époque, la brusque alternance de flux et de reflux politiques, les spasmes continuels de la lutte des classes entre le fascisme et le communisme, c'est le fait qu'historiquement le système capitaliste mondial est épuisé, qu'il n'est plus capable de progresser en bloc. Cela ne veut pas dire que certaines branches de l'industrie et certains pays ne grandissent pas et ne grandiront pas encore. Mais ce développement se réalise et se réalisera au détriment de la croissance d'autres branches et d'autres pays. Les frais de production du système capitaliste mangent, de plus en plus, le revenu mondial que ce système apporte.

(« *L'I.C. après Lénine* », pp. 177-178.)

« *Face à un capitalisme en expansion, la meilleure des directions du parti ne pouvait que hâter la formation du parti ouvrier. En revanche les erreurs de la direction ne pouvaient que retarder cette formation. Les fondements objectifs de la révolution prolétarienne mûrissaient lentement et le travail du parti conservait son caractère de préparation.*

Maintenant, chaque nouvelle brusque variation de la situation politique vers la gauche remet la

décision entre les mains du parti révolutionnaire. S'il laisse passer le moment critique où la situation change, celle-ci se transforme en son contraire. En de telles circonstances, le rôle de la direction du parti prend une importance exceptionnelle. Les paroles de Lénine, selon lesquelles deux ou trois journées peuvent décider du sort de la révolution internationale, ne pouvaient être comprises au temps de la II^e Internationale. A notre époque, au contraire, elles n'ont eu que trop de confirmations négatives, à l'exception d'Octobre. C'est l'ensemble de ces conditions qui explique la place, absolument exceptionnelle, que l'Internationale communiste et sa direction occupent dans le mécanisme général de l'époque historique actuelle.

(*Idem*, p. 181.)

A l'époque de l'impérialisme, du capitalisme décadent, à l'époque des guerres et des révolutions, à l'époque où les « *prémises objectives de la révolution socialiste sont mûres* », la composante la plus élevée de la lutte des classes, sa composante consciente (subjective) devient la clé même de la situation objective.

C'est cette réalité qui commande la méthode de Trotsky, qui est à la base de son combat pour le redressement de l'I.C. à un moment où la politique de sa direction « *inconsciente, contradictoire, hésitante, zigzagante s'éloigne du léninisme sous la pression des forces de la classe ennemie et dans une période de reflux sur le plan international* ». C'est la même méthode qui dictera la lutte pour la construction de la IV^e Internationale à partir du moment où l'I.C. « *passait du côté de l'ordre bourgeois* ».

C'est la compréhension politique de cette réalité qui est au cœur de « *L'Internationale communiste après Lénine* » et qui s'exprime concrètement sous la forme de la stratégie internationaliste défendue face à la rupture de cet internationalisme, au nom du « *socialisme dans un seul pays* », rupture préparatoire à la chute finale de l'Internationale communiste.

Ce qui fait de « *L'Internationale communiste après Lénine* » une œuvre théorique majeure, ce n'est pas seulement le génie de Trotsky. C'est le fait qu'à partir

de la critique du projet de programme soumis au 6^e congrès de l'I.C., Trotsky enrichit et prolonge, en y intégrant toute l'expérience des premières années de l'I.C. et du début de sa dégénérescence, les éléments du programme de la révolution socialiste déjà élaborés par les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste.

« *L'Internationale communiste après Lénine* » est, au sens plein de l'expression, une étape dans la définition du programme de la révolution socialiste.

Le mouvement théorique — et qui est partie intégrante de la lutte des classes — déjà développé dans « *L'Internationale communiste après Lénine* », se réalisera dans le « *Programme de transition* » de la IV^e Internationale, œuvre collective — même si l'apport personnel de Trotsky y est décisif — qui systématise et hausse au niveau de la généralisation théorique toute l'expérience de la lutte mondiale du prolétariat en y intégrant le combat organisé pour la IV^e Internationale, proclamée à l'heure des plus grandes défaites pour conduire la classe ouvrière mondiale à la victoire.

En ce sens, la seule critique « utile » de « *L'Internationale communiste* » (c'est-à-dire qui permette d'en dégager l'essentiel, la profonde actualité) n'est pas l'appréciation *a posteriori*, compte tenu de la manière concrète dont l'histoire s'est déroulée depuis plus de quarante ans, du degré de réalisation de chaque pronostic pris isolément, n'est pas la notation de Trotsky comme « prophète », mais au contraire sa « *relecture* » à la lumière de l'ensemble de l'œuvre de Trotsky, du combat pour la IV^e Internationale.

C'est sur le mouvement objectif de la classe ouvrière mondiale, sur son « *aspiration à reconstruire la société sur des bases communistes* », c'est-à-dire sur la position sociale du prolétariat, sur sa place dans la production, et sur la crise irréversible du mode de production capitaliste que se fondent les perspectives révolutionnaires que Trotsky réaffirme face au révisionnisme nourri par la bureaucratie montante de l'Etat ouvrier et isolé. Ce mouvement comprend toutes les conquêtes déjà réalisées par la classe qui sont des éléments de sa constitution comme classe, il comprend comme facteur décisif le degré de conscience et d'or-

ganisation atteint par l'avant-garde de cette classe, produit le plus élaboré, le plus élevé de sa lutte. Le sort de la moindre de ses conquêtes ne peut être séparé de l'issue de ce mouvement d'ensemble, lui-même incompréhensible s'il n'est pas analysé à la lumière du combat pour la constitution de la direction révolutionnaire, expression achevée de la constitution de la classe comme telle, mais cependant inséparable de toutes les déterminations par lesquelles le prolétariat affirme sa candidature à la construction d'une société nouvelle.

En ce sens — quelles qu'aient été les formes historiques que la crise de la direction révolutionnaire et, partant, le retard de la révolution mondiale (tandis que s'approfondit la crise sociale du capitalisme) ont pu donner à ce processus — le sort de l'Union soviétique est inséparable de la question de la direction révolutionnaire qui, en 1928, s'identifie avec la lutte pour la défense du léninisme au sein de l'Internationale communiste, qui, à partir de 1933, se ramènera au combat pour la IV^e Internationale.

A travers la dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S., à travers la constitution d'une bureaucratie qui se définit comme un instrument de la domination mondiale de la bourgeoisie, l'Internationale communiste est assassinée comme organisation révolutionnaire. Le krach de la III^e Internationale entraînera le renforcement, l'enracinement en U.R.S.S. de cette caste contre-révolutionnaire : dans les années où l'Internationale communiste passe du côté de l'ordre bourgeois et où s'ouvre la perspective de la IV^e Internationale, s'affirme la nécessité du renversement révolutionnaire de la bureaucratie. Dans les conditions créées par la capitulation de l'Internationale devant la bourgeoisie mondiale, le prolétariat russe devra payer le fait d'avoir le premier, dans un pays arriéré et isolé, renversé la bourgeoisie, par la nécessité d'accomplir une seconde révolution, la révolution politique, pour achever son émancipation. Le lien entre le sort de l'Union soviétique et celui de l'Internationale apparaît avec clarté dans ce simple fait : les possibilités de « *réforme* » en Union soviétique dépendaient avant tout du redressement de l'Internationale et de sa capacité à conduire le prolétariat mondial à de nouvelles victoires, et c'est ce facteur qui déterminait la politique de l'Opposition de gauche.

La considération admirative d'un petit-bourgeois

A moins d'analyser dans le détail ou de paraphraser « *L'Internationale communiste après Lénine* », cette présentation pourrait s'arrêter là. Dans leur étonnante richesse, leur densité politique extraordinaire, les différents chapitres de la critique de la politique de Staline-Boukharine sont des expressions particulières de la conception générale que nous avons tenté de résumer, en guise de présentation.

Il faut, pour conclure, revenir — hélas ! — brièvement sur les thèses du préfacier abusif.

La stratégie internationaliste que défend Trotsky, il ne la présente pas « *en général* », dans l'abstrait, au contraire il la particularise très précisément.

Comme il l'écrit :

« *Les problèmes essentiels de l'époque impérialiste — en raison même du caractère de cette*

époque — ne peuvent pas être considérés seulement sous l'angle de l'abstraction théorique ; ils doivent l'être dans leurs réalités matérielles et historiques. »

(« L'I.C. après Lénine », p. 88.)

A partir de là, Trotsky analyse les rapports entre l'impérialisme le plus puissant du monde — les Etats-Unis — et l'Europe. Il fonde sur la place que la lutte des classes mondiales a donnée à l'Europe le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe :

« Les gouvernements bourgeois actuels de l'Europe ressemblent à ces assassins attachés à la même chaîne. La révolution en Europe — comme il a déjà été dit — aura, en dernière analyse, une importance décisive pour l'Amérique. Mais dans l'immédiat, à court terme la révolution en Allemagne aura une importance plus grande pour la France que pour les Etats-Unis de l'Amérique du Nord. C'est cette relation imposée par l'histoire qui assure la validité politique du mot d'ordre des Etats-Unis de l'Amérique du Nord. »

(« L'I.C. après Lénine », p. 99.)

Un article étant, dans cette même revue, consacré à cette question, il est inutile de revenir sur tout ce qui fait que cette perspective a acquis aujourd'hui une importance encore plus grande, sur les facteurs qui font que les contradictions de la lutte des classes internationale se concentrent en Europe.

Soulignons que cela échappe tout simplement à Pierre Frank dont la préface se termine par la généralité suivante :

« La réédition de "L'I.C. après Lénine" n'est pas seulement celle d'un témoignage sur les combats et les pensées d'autrefois, elle est aussi celle d'un ouvrage de grande actualité. »

Mais la préface bénéficie d'un post-scriptum qui commence ainsi :

« Dans cette préface, écrite pendant l'hiver 1967-1968, nous disions de "L'I.C. après Lénine" que ce livre était d'actualité en songeant avant tout aux chapitres qui se rapportent à la révolution dans les pays économiquement sous-développés ainsi qu'à certains problèmes des Etats à structure sociale collectivisée (3). Nous ne pou-

vions penser qu'avant la sortie du livre auraient lieu des événements aussi importants que la crise de mai 1968 en France et l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968, événements qui donneraient une actualité accrue à l'ensemble de ces pages. »

O candeur ! Du rude hiver de l'incompréhension, Pierre Frank passe au printemps de l'émerveillement. Cet aveu de faillite politique devrait, si la pudeur était une règle politique, conduire au silence.

D'autant plus qu'en ce qui concerne les pays « économiquement sous-développés », toute la critique de Trotsky contre la subordination de l'organisation de la classe ouvrière à la bourgeoisie nationale, si elle est prise au sérieux, conduit à un bilan destructif de la politique de Frank, Mandel, Pablo et compagnie en Algérie, en Afrique, dans le Moyen-Orient et en Amérique du Sud.

Pour s'en convaincre, il suffit d'ailleurs de citer cette « perle » savoureuse de la préface :

« La direction cubaine qui n'a pas été formée à l'école stalinienne a été entraînée, sous la poussée de la révolution même qu'elle avait dirigée, d'un humanisme de très bon aloi (sic) à un marxisme-léninisme qui ne doit pas grand-chose aux enseignements de Moscou. »

Trotsky observe, à propos des dirigeants de l'Internationale communiste :

« Souvent, quand ils varient, les hommes abandonnent plus facilement des conceptions que des mots auxquels ils sont habitués. »

Cette remarque ne s'applique qu'en partie à P. Frank. En effet, l'éminent membre du « Secrétariat unifié » a atteint le point de décomposition politique où le vocabulaire ne peut que s'aligner sur les conceptions : comme on a pu le constater, c'est le langage du plus mauvais journalisme petit-bourgeois qu'il emploie.

(3) P. Frank tient à ce genre de termes vagues qui lui évitent de définir le contenu et le caractère de ce qu'il appelle « les modifications » subies par l'Union soviétique. Ce qui lui permet d'écrire que Trotsky souligna « la place DÉMESURÉE prise par la bureaucratie » !

Abonnement couplé

INFORMATIONS OUVRIÈRES JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE

Au prix exceptionnel de 40 F

Il est offert un abonnement couplé d'UN AN
à "INFORMATIONS OUVRIÈRES" (48 numéros)
à "JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE" (10 numéros)

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73 - Paris

L'ITINÉRAIRE POLITIQUE DE GEORGES LUKACS

(1^{ère} partie)

par Michel NOVAK

Il nous faudrait, et il nous faut en effet, toute une série d'analyses et des livres entiers pour mettre à nu et combattre les innombrables déformations que le stalinisme a commises et commet encore dans le domaine de la théorie. La collaboration de classes que pratiquent sous des formes particulières propres la bureaucratie du Kremlin et son appareil se manifeste immanquablement dans la révision du marxisme, dans l'abaissement de la théorie en général. Depuis toujours, l'opportunisme dans le mouvement ouvrier s'est accompagné du révisionnisme, celui-ci étant nécessairement lié à l'attitude méprisante et cavalière envers la théorie, attitude bien connue des staliniens.

Face à la collaboration de classes de plus en plus accentuée du stalinisme avec la bourgeoisie, la classe ouvrière et la jeunesse amorcent un formidable mouvement de regroupement à l'échelle internationale, nourri par la crise du stalinisme. Divers groupes naissent et se développent qui, comme réaction à l'opportunisme du stalinisme, cherchent des « voies nouvelles » de la révolution. Il est inévitable et tout naturel que dans ces conditions naissent et se développent diverses « théories » dont la seule nouveauté consiste, le plus souvent, au renouvellement de doctrines oubliées et dépassées. Mais nombreux sont ceux qui, parmi ces « chercheurs théoriques » annonçant qu'ils visent à débarrasser le marxisme des déformations staliniennes, en arrivent à redécouvrir Marx.

Si la classe ouvrière internationale, malgré ses efforts, n'a pas encore livré la bataille décisive contre le capitalisme, la raison en est indéniablement dans

la politique de collaboration de classes pratiquée par les directions stalinienne — et réformiste — du mouvement ouvrier. Mais, d'un autre côté, cette situation tient aussi à la faiblesse de la IV^e Internationale qui, face au stalinisme, n'a pas pu encore conquérir cette direction. Or la reconstruction de la IV^e Internationale, et la construction de ses partis, est un combat non seulement politique mais aussi théorique. Déjà Engels avertissait le mouvement ouvrier de l'importance capitale de la lutte théorique. Il en a fourni l'exemple par sa bataille décisive contre Dühring. Le combat de Lénine pour la construction du parti bolchevique fut intimement lié à sa lutte théorique, au développement du marxisme. Car « *seul un parti guidé par une théorie d'avant-garde est capable de remplir le rôle de combattant d'avant-garde* ». Notre tâche de reconstruction de la IV^e Internationale nous assigne de poursuivre le combat théorique pour la défense et l'approfondissement du marxisme.

C'est dans cette perspective et dans ce but que nous devons examiner et critiquer les diverses « théories », et surtout celles qui s'annoncent antistaliniennes en se référant à Marx et à Lénine. Une place de choix revient à Georges Lukacs que beaucoup d'intellectuels « de gauche » et même communistes considèrent comme le marxiste qui, par excellence, a affronté le stalinisme. Précisément au cours des dernières années, au moment même de l'aggravation de la crise du stalinisme, la publicité grandit autour de Lukacs. Publicité qui le présente comme le combattant antistalinien de toujours, comme celui qui a défendu le marxisme contre Staline et ses

successeurs. Beaucoup sont ceux qui n'hésitent pas à qualifier Lukacs de « *seul marxiste* » de notre époque, de « *plus grand penseur marxiste* », etc. Nous sommes obligés de vérifier leurs dires. Mais dans le cadre restreint de cet article, il n'est possible, bien évidemment, que d'esquisser son itinéraire politique.

Au préalable, il est important de noter que si, au cours des dernières années, l'audience internationale de Lukacs grandissait, c'est qu'il est lui-même devenu de plus en plus actif. Depuis 1964, Lukacs n'a cessé d'intervenir dans les domaines les plus variés. Sans parler ici de la raison de cette activité qui sera analysée plus loin, énumérons certaines de ses interventions. Depuis seulement 1967, il a fait des déclarations publiques sur les sujets suivants : sur le putsch en Grèce ; sur la limitation des naissances ; sur les découvertes physiques ; sur le système philo-

sophique de saint Thomas d'Aquin ; sur les machines cybernétiques ; sur la réforme de la planification ; sur les nouveaux films hongrois ; sur la formation des galaxies ; sur le pouvoir actuel des staliniens ; sur le structuralisme ; sur les « *happenings* », etc. On pourrait se demander : y a-t-il un sujet sur lequel Lukacs n'a pas fait de déclaration ?...

Oui, il y en a. Il n'a fait aucune déclaration contre l'intervention en Tchécoslovaquie ni contre l'exclusion de Soljenitsyne de l'Union des écrivains soviétiques ! Le très actif et « *seul marxiste* » de notre époque est resté muet comme une carpe. Alors qu'il risquait beaucoup moins que de nombreux militants et intellectuels hongrois qui ont élevé la voix de la protestation. Le « *marxisme* » de Lukacs, de même que son itinéraire politique qui en est inséparable, se trouvent condensés dans cette attitude.

LE DÉPART

Tout homme est en dernière analyse le produit de son époque. Pour comprendre l'itinéraire politique de Lukacs, il est nécessaire au moins d'esquisser les conditions historiques dans lesquelles il a commencé sa carrière et qui ont laissé leur empreinte sur tout son chemin. Ces conditions ont été déterminées par l'échec de la révolution de 1848-1849, échec en Allemagne, comme dans les pays de l'empire des Habsbourg. Mais si l'on cherche à comprendre le pourquoi de la facilité avec laquelle la Sainte-Alliance, cette ennemie féodale haïe par tous, est pourtant venue à bout de l'immense mouvement du « *printemps des peuples* », on découvre à l'arrière-plan la complicité de la bourgeoisie européenne. La bourgeoisie anglaise s'appuyant sur une conjoncture favorable, et infligeant une défaite au mouvement chartiste, fut le puissant organisateur de la victoire de la Sainte-Alliance. Quant à la bourgeoisie allemande, elle a abandonné sa propre révolution, s'est jetée dans les bras de l'absolutisme prussien, effrayée qu'elle était devant les barricades du prolétariat parisien. La puissante vague révolutionnaire de 1848-1849, bourgeoisie par son caractère, fut en réalité le révélateur de la nature contre-révolutionnaire de la bourgeoisie. La révolution allemande l'a vérifié d'autant plus que, parmi les bourgeoisies de l'Europe n'ayant pas encore fait la révolution, elle fut, et de loin, la plus forte. Or, déjà avant 1848, cette bourgeoisie était « *brutale contre le prolétariat et la petite-bourgeoisie, et sournoise envers l'absolutisme et le féodalisme* », comme le notait Mehring. Dès les premiers jours de la révolution, elle « *était plus effrayée du plus petit mouvement populaire que de l'ensemble de tous les complots réactionnaires de tous les gouvernements*

allemands ». La « *Révolution et contre-révolution en Allemagne* », de Engels, est l'analyse de cette trahison. La conclusion que Marx et Engels en avaient tirée fut formulée, en 1850, dans la célèbre « *Adresse du Comité central à la Ligue communiste* ». Il importe de citer un passage de cette Adresse dont le texte d'une dizaine de pages a constitué, jusqu'à nos jours, l'épouvantail de tous les révisionnistes et collaborateurs de classes qui se sont efforcés de le rejeter dans l'oubli. Marx et Engels y écrivaient :

« Tandis que les démocrates petits-bourgeois veulent terminer la révolution... si possible rapidement, nos intérêts et tâches sont de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins nanties soient écartées, que le prolétariat conquière le pouvoir et que l'union des prolétaires soit si avancée non seulement dans un pays mais dans tous les pays dominants du monde que la concurrence parmi les prolétaires dans ces pays cesse, et que les forces productives au moins décisives soient concentrées entre les mains du prolétariat. »

En Hongrie, beaucoup plus arriérée que l'Allemagne ou même l'Autriche de l'époque, la très faible bourgeoisie en gestation se trouvait sous la direction de la noblesse moyenne, classe dirigeante de la révolution de 1848-1849. Mais si la bourgeoisie allemande, sentant sur ses talons le prolétariat, ne pouvait être, déjà en 1848, que contre-révolutionnaire, la noblesse moyenne en Hongrie était, pour ainsi dire, « *innocente* ». Elle n'avait rien vu de comparable à la révolte des tisserands silésiens qui, en 1844, épouvanta les bourgeois allemands. Ainsi le retard des conditions

hongroises devint la vertu révolutionnaire de sa noblesse moyenne. L'émancipation des serfs, l'introduction du parlementarisme et des droits démocratiques pouvaient être plus conséquentes qu'en Allemagne, car réalisées surtout contre les hobereaux protégés par l'étranger, la maison d'Autriche. La noblesse moyenne rebelle ne pouvait espérer détenir le pouvoir que précisément grâce à ces mesures. Encore ne faut-il pas oublier que le glissement du pouvoir entre les mains de la fraction la plus décidée de cette noblesse fut déterminé par l'activité et le soulèvement de la population pauvre de la capitale. Et cette noblesse resta « révolutionnaire » dans la mesure où elle fut contrainte d'agir sous la pression de ces masses.

En cherchant la raison d'une telle attitude qui distingue si favorablement un Kossuth des bavards de l'Assemblée de Francfort, outre les conditions de classe plus arriérées, il faut relever la question nationale. La noblesse moyenne en Hongrie fut victime de la crise du féodalisme, crise aggravée par la soumission du pays à la maison d'Autriche. L'attaque « illégale » de celle-ci a exacerbé le nationalisme de cette noblesse, riche de traditions des luttes d'indépendance séculaires, nourrie par le nationalisme bourgeois naissant.

C'est sur les décades ultérieures, et particulièrement sur l'atmosphère qui a été celle de la jeunesse de Lukacs, que la caractérisation de cette noblesse, de son nationalisme, jette un éclairage indispensable. Engels voyait la signification et l'importance de la guerre d'indépendance de la Hongrie révolutionnaire dans son caractère immédiatement européen. Mais si la guerre révolutionnaire d'indépendance avait objectivement ce caractère européen, sa classe dirigeante était surtout caractérisée par son étroitesse nationale combinée avec un sens stupide de la légalité. Ce fut un nationalisme nourri de traditions glorieuses, ayant plus de nostalgie que de dynamisme, puisant plutôt dans le passé que tourné vers l'avenir. Comme la noblesse était historiquement condamnée, son nationalisme regardait le passé avec une fierté et une mélancolie remplies d'irritation et d'impatience pour le présent. Un tel nationalisme pouvait jouer un certain rôle progressif en 1848-1849, malgré ses forts relents réactionnaires. Mais que dire de son avenir ?

La force unifiée de la Sainte-Alliance a écrasé la révolution. L'écrasement devenait à son tour la source d'un nouveau retard dans l'évolution du pays. L'ordre rétabli en Europe centrale et orientale s'appuyait sur les vestiges puissamment renforcés du passé. Mais le développement du capitalisme était cependant un processus irréversible malgré la camisole de force des vestiges féodaux qui pesait très lourd. Sort commun de la Russie, de l'Allemagne organisée par la Prusse, et des pays de la monarchie, sous la férule politique des seigneurs féodaux. Cette « voie prussienne » du développement capitaliste, réalisée par en haut, toujours en retard, comportait d'immenses souffrances

pour les travailleurs et accumulait des contradictions sociales et nationales explosives.

La révolution fut le dernier souffle historique de la noblesse moyenne. Rebelle en 1848, elle a renoué son alliance avec l'aristocratie et, après la réconciliation avec les Habsbourg, l'ensemble de la noblesse fut chargée de maintenir l'ordre sur la paysannerie et la classe ouvrière en constitution, ainsi que sur les nations naissantes des Serbes, des Croates, des Slovaques et des Roumains. En contrepartie, elle obtenait une autonomie politique relative dans la monarchie désormais austro-hongroise. Dans cette monarchie le développement capitaliste, bien que distordu, entravé et déformé, était pourtant un processus réel.

Mais tapie dans l'appareil d'Etat, dans les municipalités, continuant ainsi à jouer son rôle politique dirigeant, la noblesse moyenne perdait en réalité du terrain. L'évolution capitaliste mimait son existence. Figée dans un nationalisme outré, borné et provincial, nostalgique d'un passé à tout jamais révolu, cette noblesse fière se plaçait en dehors de cette évolution. Elle regardait l'industrie, le commerce, toute l'évolution capitaliste comme quelque chose d'ignoble. Et cela d'autant plus que, manquant de capitaux, elle se ruinait entre les mains des banques et des usuriers. La vie de ses membres, socialement inutile, s'accrochait à la vie de la « société », la leur, où ces nobles ruinés menèrent une existence revivant le passé glorieux, une vie faite de chasses, de bals, d'autant plus coûteuse que l'administration de l'Etat était entre les mains de cette caste fermée. Tel fut le sort de la noblesse ruinée sur tout l'immense territoire de cette Europe entravée par les vestiges féodaux et où se développait le capitalisme à la prussienne. Le « *djentry* » hongrois avait quelque chose de commun, de très familier avec les tristes héros de Gogol ou de Gontcharov.

Comme l'industrie, le commerce fut considéré comme indigne de la noblesse, et celle-ci, dans son ensemble, l'a volontairement laissé aux êtres « indignes ». D'abord à la population de souche allemande dont les entrepreneurs furent les commis des capitaux allemands et autrichiens. L'ancienne fierté nationale, ce mépris souverain de l'étranger se confondaient chez le « *djentry* » avec la haine envers l'industrie et le commerce, rendant encore plus vide, stérile et agressif le nationalisme, et « *antinationaux* » le commerce et l'industrie. La haine de la « *société* » envers ces riches étrangers fut d'autant plus grande, leur exclusion sociale plus complète que le « *djentry* » personnellement, et le régime politique globalement, dépendaient d'eux. L'opinion de la classe dirigeante « *glorieuse* » pénétrait toute la société hongroise, elle influençait la paysannerie, elle créait une atmosphère particulièrement étouffante, un nationalisme insupportablement agressif, un esprit de servilité sachant bien distinguer entre les castes. Mais, en même temps, la société traditionnelle régnante mais appauvrie ne vivait que grâce aux injections d'or de ces « *ignobles* »

bourgeois. Car ignobles, ils l'étaient. Nourrissant une haine non moindre envers ces « *djentry* » inutiles, les banquiers, les industriels, et plus encore les gros commerçants de grain ou les usuriers ne rêvaient que de devenir membres de la « *société* », obtenir des certificats de noblesse. Parmi ces parias, les juifs, depuis peu émancipés, souvent commerçants ou usuriers, étaient les plus parias. Être juif à cette époque en Hongrie, c'était subir tout le mépris, l'agressivité et la discrimination que la noblesse dominante de la Hongrie traditionnelle manifestait à cette race maudite. La bourgeoisie hongroise fut beaucoup plus soumise à l'ordre politique féodal qu'en Allemagne. Plus soumise parce que plus faible et moins nationale. L'envie haineuse des hommes de l'argent envers le « *djentry* », de même que la familiarité condescendante et méprisante des gens de la « *société* » avec les « *usuriers* » y furent aussi plus virulentes. Mais être juif ou gros commerçant possédant des millions, et peut-être d'une noblesse fraîchement achetée, obligeant la « *bonne société* » à feindre le respect, cela dépassait les bornes. L'âme damnée et double de la bourgeoisie de cette partie de l'Europe, bourgeoisie en retard, sorte de *comprador* en Hongrie, « *ersatz* » par nature, se reflétait avec une acuité et manifestait surtout ses contradictions parmi les Juifs nouveaux riches et anoblis. C'est dans une telle famille qu'est né Georges Lukacs.

Il naquit en 1885, à Budapest, dans une famille juive récemment anoblie. Naître dans un tel milieu plein de contradictions force toute intelligence à ouvrir les yeux, crée des tensions et des rébellions. Sa conscience s'éveille très tôt. Comme il l'écrit lui-même dans son tout dernier récit autobiographique (en 1969), dès l'âge de la puberté, il lutte contre son milieu hongrois, contre ce « *monde de juifs et de "djentry"* », lui, « *contestataire imprégné par le sentiment d'être étranger* ». Il raconte lui-même comment, à cet âge, il a déjà généralisé son refus du milieu familial, à travers son refus des patriciens et des bourgeois, avec toute la société hongroise. Connaissant l'atmosphère irrespirable de la vie quotidienne d'alors de toutes les « *bonnes familles* », on ne peut que fort bien comprendre et approuver cette révolte juvénile.

Il cherche un refuge dans la littérature contemporaine étrangère. A quatorze-quinze ans, il lit avidement Ibsen et Strindberg, Hebbel et Hauptmann, Flaubert et Verlaine. Ces tentatives de libération de son milieu — nous indique toujours Lukacs — « *ont reçu l'accent de l'exaltation à l'égard du modernisme international contre l'hungarisme, (un) conservatisme borné* ». Dans sa courte autobiographie écrite en 1933 (« *Mein Weg zur Marxismus* », Georges Lukacs, Schriften zur Ideologie und Politik, Luchterhand Verlag, 1967), il note que, lycéen encore, il fait connaissance en même temps avec le *Manifeste du Parti communiste* et les écrits de Thomas Mann. Selon lui-même, ce sont les romans, les nouvelles de Mann qui l'impressionnent.

Soixante ans plus tard, il écrira sur Mann :

« *J'étais encore lycéen lorsque je reçus les premières et décisives impressions de son œuvre. Le problème de Tonio Kröger a déterminé de façon capitale les thèmes principaux de mes travaux de jeunesse.* » (G. Lukacs, « *Thomas Mann* », Maspero, 1967.)

Mais quel est le problème de Tonio Kröger ?

Il est le « *bourgeois égaré* » dont le problème est l'impossibilité de concilier l'art avec la vie bourgeoise tout en voulant et celle-ci, et l'art lui-même. Thomas Mann a exprimé durant toute sa vie, avec une grande force artistique, le dilemme fondamental de la bourgeoisie à l'époque de sa décadence. Non pas d'une bourgeoisie en général, mais justement de celle qui a perdu sa révolution, et qui n'était plus capable de lutter contre l'absolutisme. Mann, depuis son œuvre « *Les Buddenbrook* » (1900), en passant par « *Tonio Kröger* » et « *Altesse Royale* », jusqu'à « *la Montagne magique* », décrit, analyse et interprète la décadence de la bourgeoisie. Ses romans expriment de façon magistrale l'angoisse de la bourgeoisie. Il se place lui-même sur le terrain de la sympathie envers cette classe qui glisse sur la pente de l'Histoire. Il se tourne vers le passé avec une certaine nostalgie, là où la bourgeoisie fut forte et pleine de vie. De ces œuvres, le prolétariat est complètement absent, inexistant. Et puisque l'écrivain constate l'impossibilité de concilier la vie (bourgeoise) avec l'art, et incapable de voir le prolétariat, il est profondément pessimiste. De ce pessimisme naissent parfois des tentatives pour une régénération de la bourgeoisie.

Et nous saisissons là la signification de cette « *analyse intérieure des écrits de Mann, qui m'a occupé ma vie durant* », dont parle Lukacs. Son intérêt vis-à-vis de la littérature et surtout du drame grandit. Il a personnellement ressenti l'attraction et la tension des contradictions, leur tragique exprimé dans les drames, et qui apparaissent aussi dans l'œuvre de Thomas Mann. Le fond de ces contradictions, reflété dans la littérature contemporaine, est que, finalement, il n'y a plus de place dans la vie pour la Vie. Dans ce langage familier à l'époque, l'intelligentsia bourgeoise exprimait l'impossibilité de réaliser une vie humaine dans les conditions de la vie bourgeoise, mais aussi l'incapacité de dépasser celle-ci. Lukacs, étudiant, devient l'un des organisateurs à Budapest d'un « *théâtre libre* », le fameux *Thalia* où, avec ses amis, il met en scène Ibsen et Strindberg. Ce choix de Ibsen est également révélateur.

Mais l'activité théâtrale n'est qu'un intermédiaire. Déjà auparavant, il écrit des critiques dans une revue, puis commence à étudier la philosophie. Il faut souligner, comme il l'écrit lui-même, qu'avec ce tournant l'influence de l'étranger, surtout l'influence allemande, grandit, en premier lieu celle de Kant. A l'université, il étudie plus encore les œuvres de Marx. Il lit « *le Capital* », « *le 18 Brumaire* », et « *l'Origine de l'Etat, de la famille et de la propriété privée* » d'Engels.

Il caractérise son premier « marxisme » de la façon suivante :

« Cette étude m'a immédiatement convaincu de la justesse de quelques points capitaux du marxisme. En premier lieu, la théorie de la plus-value, la conception de l'histoire en tant que celle des luttes des classes, et de la division en classes de la société m'ont influencé. Cependant, comme cela est très normal chez un intellectuel bourgeois, cette influence se bornait à l'économie

et avant tout à la "sociologie". Je tenais la philosophie matérialiste, dans laquelle je ne faisais aucune différence entre matérialisme et matérialisme dialectique, pour être dépassé du point de vue de la théorie de la connaissance. La théorie néo-kantienne de "l'immanence de la conscience" était parfaitement conforme à ma situation de classe, à ma vision du monde d'alors. » (Mein Weg..., op. cit.)

LES EMPREINTES DU DÉBUT

Il est possible maintenant de résumer et de caractériser le départ de Lukacs. Si pour le lecteur l'examen du milieu et de l'éveil de sa conscience paraît long, et peut-être superflu, il est cependant essentiel. Et cela pour la raison que certaines caractéristiques profondes du départ de Lukacs le marqueront pendant tout son itinéraire ultérieur.

Ce qui est particulièrement frappant, c'est que son éveil, puis son évolution et ses recherches furent purement intellectuels. Il arrive à étudier Marx, et même, plus tard, à connaître ses œuvres à travers uniquement des études et des réflexions. Il se révolte contre son milieu et cherche l'issue, non pas dans la lutte, mais dans la lecture et la réflexion, essayant d'y trouver à la fois l'explication et la solution de sa situation et de celle de la société. Dans cette attitude, il n'y a même pas de rupture entre la théorie et la pratique, mais l'inexistence pure et simple de cette dernière. Pourtant, l'essence de ces réflexions est éminemment riche d'un contenu social. Sa remarque autobiographique où il explique qu'à travers son milieu immédiat il a rompu avec toute la société hongroise est révélatrice. Écrite presque soixante-dix ans plus tard, il ne voit même pas à quel point il « oublie » — dans sa jeunesse, et aujourd'hui encore — que cette « société hongroise » était composée, elle aussi, de classes. C'est en vain que « la conception de l'histoire en tant que celle des luttes de classes, et de la division en classes de la société » l'a influencé. Pour lui, ce n'est que de la théorie sans application pratique. Rien d'étonnant à ce que, même au moment de la rédaction de ces notes autobiographiques, le Lukacs d'aujourd'hui ne s'aperçoive nullement que cette conception n'est pas de Marx et n'a rien de marxiste en elle-même. Marx et Engels avaient bien expliqué qu'ils l'ont empruntée aux historiens de la révolution française : Thierry, Michelet et Guizot. Cette conception apparaît au sommet de la pensée bourgeoise du XIX^e siècle. Le marxisme va radicalement plus loin : il enseigne la mission historique

du prolétariat dans cette lutte des classes, mission inscrite dans la nature et les lois de la société capitaliste.

Cette démarche intellectuelle de Lukacs, y compris ses lectures de Marx, n'est pas justifiée. La classe ouvrière n'est pas absente dans la Hongrie d'alors. Sa formation en tant que classe commence dès le lendemain de la révolution écrasée de 1848-1849. Avec la constitution de ses syndicats, elle combat pendant des décades, en une lutte riche d'enseignements, pour se détacher de la bourgeoisie libérale afin de former son parti politique. C'est en 1868 que la première organisation politique de la classe se forme, sous la forte influence des idées de Lassalle. Après son démantèlement par la police, le marxiste Léo Frankel, l'un des dirigeants de la Commune de Paris, retournant dans son pays natal, fonde le premier parti ouvrier réellement socialiste de Hongrie. Les mouvements de la classe ouvrière des villes se conjuguent avec de grandes révoltes paysannes. Sous la pression de la bourgeoisie et de l'Etat, Frankel étant de nouveau en émigration, ce nouveau parti succombe à l'opportunisme. Mais en 1890 se forme le parti social-démocrate. De puissantes grèves et manifestations, aussi bien dans les villes qu'à la campagne, secouent le régime. Lukacs a la possibilité d'apercevoir que la lutte des classes n'est pas une théorie, mais une réalité que la théorie ne fait que saisir et féconder.

Bien évidemment, l'éveil de la conscience chez les intellectuels procède souvent par la réflexion et non pas par l'expérience quotidienne de la lutte des classes. Il ne s'agit pas de reprocher au jeune Lukacs cette donnée de l'évolution. Mais que ce soit à partir des expériences quotidiennes ou à travers des réflexions, une fois arrivés au marxisme, l'ouvrier et l'intellectuel se confondent dans leur lutte commune où la théorie et la pratique fusionnent en une interaction constante. Or ce qu'on remarque chez Lukacs, c'est que cette empreinte intellectuelle de son départ

reste présente pendant toute sa vie et marquée par une rupture entre la théorie et la pratique.

Son approche du mouvement ouvrier, au cours de la première guerre mondiale, est caractérisée par les discussions dans des cercles variés, par des lectures, mais à aucun moment il ne prend part à un mouvement syndical ou politique de la classe ouvrière. Il est remarquable que dans toutes les autobiographies qu'il a écrites depuis 1933 jusqu'en 1969 (nous en connaissons au moins trois) il explique minutieusement, quoique parfois avec des lacunes et des différences, son évolution intellectuelle jusqu'au marxisme, mais n'explique jamais comment il s'est approché du mouvement ouvrier. Et même lorsqu'il note que, à la veille de la guerre, et pendant les premières années de la guerre, les idées anarcho-syndicalistes et celles de Sorel l'ont influencé, il ne pense tout simplement pas à expliquer s'il a fait, oui ou non, quelque chose dans la pratique pour ces idées. Cette rupture complète entre la théorie et la pratique fut plus tard « adoucie ». Mais le fond reste. C'est ainsi que plus tard, membre ou dirigeant du parti communiste, il conçoit ce parti en lui-même, détaché complètement du mouvement ouvrier dans son ensemble. La dialectique vivante entre, d'une part, le mouvement ouvrier et la lutte des classes, et, d'autre part, le Parti, l'avant-garde lui échappe complètement.

L'unité dialectique entre le Parti en tant qu'*émulation* de la classe et de ses luttes, et comme *dirigeant* de cette classe, ne sera jamais saisie par Lukacs. Pour lui, le Parti dirige, il est quelque chose de fini, d'achevé parce que le marxisme conçu comme un ensemble de catégories finies l'orienté. C'est exactement la réalisation de l'Esprit dans l'Histoire dont parle Hegel. Et l'une des raisons, sinon la plus importante, de cet idéalisme est la rupture entre la théorie et la pratique.

Lorsqu'il adhère au parti communiste, il ne voit pas seulement ce parti en soi, détaché du mouvement ouvrier, mais encore il le considère comme une sorte de bouée de sauvetage de la culture par l'édification du socialisme. Cette constatation n'est nullement un reproche à l'égard de Lukacs. Elle indique seulement que chez lui, même lorsque la pratique apparaît près de la théorie, il n'y a pas un lien organique entre elles. Pour un marxiste, en effet, le parti de la classe dirige l'émancipation du prolétariat, et par là, permet de sauver toute l'humanité, la culture comprise. Par conséquent, les préoccupations théoriques d'un marxiste sont intimement liées à cette lutte (la pratique) et non pas aux problèmes de la culture. Il n'y a eu qu'une seule période dans la vie de Lukacs, de 1919 à 1930, où la théorie et la pratique ont tendu à fusionner (laissons pour le moment le contenu politique de cette fusion). C'est l'époque où il fut l'un des dirigeants du parti communiste hongrois. Plus tard, il redevint ce « *sauveur de la culture* », le plus souvent indépendamment du caractère de classe de la société.

Le fait que chez Lukacs, même le marxisme devient une sorte de système avec des catégories figées, que l'on retrouve surtout dans son « *Esthétique* », révèle clairement cette rupture entre théorie et pratique. L'hégélianisme qu'on lui reproche, à juste titre, y trouve son origine.

Un exemple particulièrement éloquent du rapport entre la théorie et la pratique chez Lukacs est sa participation à la lutte de l'opposition avant la révolution hongroise des conseils. Au mois de juin 1956, le cercle Petöfi organisa un débat public sur le thème : « *Problèmes actuels de la philosophie marxiste* ». L'un des participants illustre en fut Lukacs dont l'intervention constitua le centre du débat. Mais au lieu d'analyser, avec l'arme du matérialisme dialectique, les problèmes fondamentaux d'un combat qui allait entraîner tout le pays, il ne parla que de la situation du marxisme en Hongrie, pris comme une science à part. Et même sous cet angle, il n'a pas fait le moindre effort pour démontrer l'opposition irrécyclable entre le marxisme et le stalinisme, pour la simple raison qu'il ne voulait pas la voir lui-même. Dans son intervention, comme dans plusieurs de ses écrits, le stalinisme, en ce domaine, ne consisterait qu'en un dogmatisme, sans contenu d'ailleurs, étouffant la méthode vivante du marxisme. Il ne pose jamais le problème capital, même si çà et là il l'effleure, à savoir que le stalinisme a faussé, déformé et dénaturé cette méthode elle-même, le matérialisme dialectique. Et puisqu'il ne le pose pas, il essaye encore moins d'y répondre d'une manière globale et positive. C'est ainsi que dans le débat du cercle Petöfi, son intervention fut axée sur la nécessité de développer le marxisme sous forme de *l'application de la méthode marxiste aux sciences particulières*.

Car « *aujourd'hui, il n'y a pas encore de logique marxiste, il n'y a pas d'esthétique marxiste ni d'éthique marxiste, ou de pédagogie marxiste, pas plus que de psychologie marxiste,*

et ainsi de suite. »

Le marxisme devient donc une sorte de philosophie qu'il faudrait appliquer aux sciences variées. Son développement devient ainsi une tâche intellectuelle, réalisée uniquement par les intellectuels dans leur chambre de travail. Et puisque de cette manière son « *marxisme* » perd sa raison d'être, en tant que science de la lutte des classes du prolétariat guidant *cette* pratique et se nourrissant d'elle, il cesse d'être le marxisme. Il cède tout naturellement la place à l'utopie idéaliste qui consiste à vouloir créer, à partir d'éléments préfabriqués, une pédagogie, une éthique, etc., « *marxistes* ». Marx et Engels ont liquidé la philosophie comme telle. Lukacs la recrée. Et la clé de sa recréation est la rupture entre la théorie et la pratique, alors même que sa liquidation par Marx fut résumée dans les « *Thèses sur Feuerbach* » qui, au contraire, opèrent leur fusion.

Il est évident que cette rupture, si elle fausse la

théorie, est aussi un danger pour la pratique. Cette dernière devient boiteuse. Privée de ses soutiens et nourritures théoriques liés fermement à la pratique, celle-ci est caractérisée chez Lukacs par l'accommodement, réticent ou non, à toutes les situations. Il est critiqué par Lénine, en 1920 ; et il fait rapidement son autocritique. Puis, en 1923-1924, l'Internationale critique son livre « *Histoire et conscience de classe* » ; aussi vite, il fait son autocritique. En 1929-1930, de nouveau une critique, et de nouveau l'autocritique de Lukacs. Puis encore d'autres critiques, mais Lukacs sait toujours reculer, n'hésitant jamais à sacrifier ses compagnons. N'oublions pas qu'il est l'un des rares survivants ! En 1956, il suit la révolution, entre dans le gouvernement de Imre Nagy ; il est l'un des sept dirigeants fondant le nouveau parti communiste pendant la révolution. Mais, plus tard, tous les dirigeants de la révolution sont exécutés ou emprisonnés, y compris les fondateurs du nouveau parti, sauf Kadar — et Lukacs. Pour Lukacs, une position théorique n'est qu'une théorie sans aucun lien avec le combat, elle peut donc être facilement modifiée ou même abandonnée. L'important est de survivre, en étant toujours du bon côté. Toujours dans le camp de la bureaucratie qui extermine, même si auparavant Lukacs s'est trouvé dans le camp des « *opposants* ».

Une autre caractéristique profonde de l'évolution de sa jeunesse accompagnera Lukacs jusqu'à nos jours. Elle est d'ailleurs liée intimement à la première. Il s'agit de son attitude face à l'antagonisme fondamental du prolétariat et de la bourgeoisie.

S'opposant à son milieu, il ne se tourne pas vers le prolétariat mais, nous l'avons vu, vers les lectures et recherches intellectuelles. Plus exactement, comme il l'exprime, vers le « *modernisme international* » contre « *l'hungarisme conservatif* ». Ce « *modernisme* » est la littérature contemporaine, exprimée surtout par l'œuvre de Thomas Mann, et la philosophie des néo-kantiens allemands. Afin de définir le rapport de Lukacs à l'antagonisme prolétariat-bourgeoisie, l'examen même rapide du contenu de classe de cette philosophie et de la littérature d'alors est nécessaire.

Engels a sommairement caractérisé les philosophes universitaires allemands de la seconde moitié du XIX^e siècle, comme des philistins, des « *avortons posthumes de la philosophie classique allemande* ». L'essentiel de la philosophie néo-kantienne consistait à épurer Kant de ses inconséquences matérialistes, en en rejetant le matérialisme. Au fond, les diverses écoles néo-kantiennes en Allemagne représentaient un front théorique de la bourgeoisie face au matérialisme dialectique du prolétariat. « *L'école de Bade* » des néo-kantiens, avec Windelband et Rickert, professeurs à Heidelberg, cherchait à dépasser Kant en rejetant la reconnaissance kantienne de « *Ding an sich* » (chose en soi) matérialiste. Cette école s'occupait surtout de valeurs intellectuelles et culturelles. L'autre école, celle de Marbourg, essayait de concilier

la critique de Kant avec la logique moderne et d'appliquer son éthique aux problèmes sociaux.

Cette philosophie exprimait la situation et les intérêts spécifiques de la bourgeoisie à une époque bien déterminée de son évolution. Comme celle-ci, placée en face du prolétariat qui renforçait son combat et ses organisations, se réfugiait dans les bras de l'absolutisme tout en se débattant contre lui, la philosophie néo-kantienne était la tentative théorique de traduire et donc de soutenir un tel « *équilibre* ». Mais celui-ci n'existait pas dans la réalité sociale : la bourgeoisie devenait une fois pour toutes contre-révolutionnaire, malgré ses velléités face à l'absolutisme. La réalisation des tâches d'une révolution bourgeoise, telles que la liquidation des puissants vestiges féodaux et l'application des droits démocratiques, incombaient désormais à la révolution prolétarienne. Telle était la signification de la révolution permanente mise en avant par Marx et Engels comme la principale conclusion de la révolution de 1848-1849. La révolution russe de 1905 la vérifiait en pratique avec d'autant plus de force que la classe ouvrière et ses organisations se développaient contre la bourgeoisie devenue réactionnaire. Toute cette évolution fut analysée et exprimée dans la contribution capitale de Léon Trotsky au marxisme, par la théorie de la révolution permanente, élaborée au lendemain de la révolution russe de 1905.

Dans ces conditions, la philosophie néo-kantienne ne pouvait pas être un équilibre, inexistant dans la réalité, entre matérialisme et idéalisme, mais — de même que la bourgeoisie sur le plan social et politique — elle constituait une réaction. Elle revenait en arrière non seulement par rapport à Hegel, sans parler de Marx et Engels, mais encore à Kant lui-même. La philosophie néo-kantienne constituait l'arme théorique de la bourgeoisie pour combattre le matérialisme dialectique sous forme d'un « *équilibre* » entre matérialisme et idéalisme. Elle s'insinuait comme une tentative « *noble* » de débarrasser le matérialisme de sa « *rigidité* ». Elle trouva sa forme de pénétration dans le mouvement ouvrier avec Dühring. La lutte théorique de Engels contre cette tentative fut ainsi la condition nécessaire du renforcement du prolétariat conscient de son rôle historique, comme classe indépendante. Mais puisque les principales conditions sociales restaient les mêmes, le front théorique de la bourgeoisie, à savoir les différentes formes du néo-kantisme, continuaient à fleurir. Elles ont miné le mouvement ouvrier. L'apparition du révisionnisme de Bernstein, immédiatement après la mort d'Engels, et son influence ne doivent pas être séparées du fait que les dirigeants de la social-démocratie allemande n'ont pas compris l'avertissement d'Engels sur la nécessité de la lutte théorique.

L'une des formes les plus dangereuses du néo-kantisme d'alors était représentée par le machisme, contre lequel seul Lénine a entrepris le combat, et à travers lui livra une bataille décisive contre le

néo-kantisme. « *Matérialisme et empiriocriticisme* » de Lénine, écrit en 1908, pour la défense du matérialisme en le développant a été la réponse de Lénine, combattant pour la révolution prolétarienne, aux efforts de la bourgeoisie pour le désarmer théoriquement par une tentative de « *conciliation* » du matérialisme avec l'idéalisme. Exactement comme la théorie de la révolution permanente élaborée par Trotsky en 1906 constituait l'armement du prolétariat contre les efforts tendant à le subordonner à la bourgeoisie. Entre ces deux œuvres théoriques il existe une liaison intime visant à armer la classe ouvrière contre les tentatives désespérées de la bourgeoisie à embrouiller les perspectives, le but et le contenu de sa lutte. Sans cette préparation et cette lutte théoriques, la révolution d'Octobre est inimaginable.

La signification sociale du néo-kantisme résidait donc en ceci qu'il assignait un rôle progressif à la bourgeoisie. Comme telle, cette philosophie s'opposait violemment à l'indépendance du prolétariat, elle constituait le contrepoids philosophique à la théorie de la révolution permanente. Cette application sociologique du néo-kantisme, avec des « *emprunts* » à Marx, fut également entreprise par les professeurs contemporains, surtout par Max Weber et Werner Sombart. La transition « *philosophique* » à cette sociologie était assurée par l'école de la « *philosophie de la Vie* » de Dilthey et de Simmel.

Lukacs a vingt et un ans lorsque, en 1906, il arrive à Berlin pour compléter ses études, en suivant les cours du vieux Dilthey et de Simmel. Ce dernier l'influence profondément à tel point qu'au mois d'octobre 1918, à la mort de Simmel, Lukacs lui consacra un article élogieux. En 1913, il quitte Berlin pour l'université de Heidelberg à cause de l'attraction que l'« *école de Bade* » néo-kantienne exerce sur lui. Il explique son choix de Heidelberg dans une de ses notes autobiographiques :

« *J'avais toujours des réserves à l'égard de l'idéalisme subjectif extrême (aussi bien de l'école de Marbourg du néo-kantisme que du machisme) ... Mais ce fait ne m'a pas conduit aux conclusions matérialistes, mais, bien au contraire, à l'approche des écoles philosophiques qui voulaient résoudre ce problème d'une manière irrationnelle-relativiste, parfois faisant briller celle-ci dans un mysticisme.* »

A Heidelberg, ou à l'université toute proche de Fribourg, il trouve toute une équipe dont les noms sont ou seront connus comme ceux des représentants philosophiques ou sociologiques d'un « *dépassement* » de Marx. Max Weber fut professeur à Heidelberg jusqu'en 1903 et son influence ne cesse de croître. En effet, Lukacs lui-même écrira plus tard :

« *Les écrits sur le protestantisme de Max Weber furent mes modèles à une... "sociologie de la littérature" dans laquelle les éléments, nécessairement dilués et pâlis, pris chez Marx étaient encore présents mais à peine reconnaissables.* »

Il trouve à Heidelberg les professeurs Wilhelm Windelband, Heinrich Rickert, « *ces avortons posthumes* », ainsi que Emil Lask et Paul Ernst dont les préoccupations, sinon la nature de celles-ci, restent, par contre, toujours reconnaissables chez Lukacs. Il y trouve comme compagnons Ernst Bloch, du même âge que lui, Karl Jaspers, puis Karl Korsch et Karl Mannheim, tandis que Martin Heidegger étudie à Fribourg où professe Edmund Husserl. C'est tout un programme... Or Lukacs n'est plus un jeune débutant. De l'âge de vingt et un ans jusqu'à trente ans, il baigne dans ce milieu universitaire de Berlin et de Heidelberg, comme l'un de ses piliers. Sur le plan pratique, ce milieu universitaire fut le soutien et la base des cercles d'études sociales fondés et organisés par Werner Sombart. Ce professeur de Breslau (aujourd'hui Wroclaw) a entrepris d'élaborer des réformes sociales « *en faveur des ouvriers* ». Il fut le pâle reflet universitaire de Schultze-Delitzsch dont le but consistait à faire croire aux ouvriers qu'il est possible de concilier leur lutte émancipatrice avec le maintien de l'ordre social.

La prolifération de ce genre de professeurs était caractéristique à la Russie, à l'Allemagne et à la monarchie austro-hongroise de l'époque qui connaissaient fondamentalement les mêmes conditions sociales et politiques. Mais alors qu'en Russie une lutte théorique et politique conséquente fut menée par Lénine et Trotsky, par les bolcheviks contre les « *marxistes légaux* » Strouvé, Tougan-Baranovski et les autres, dans les autres pays, du fait de la négligence théorique et donc de l'opportunisme sévissant dans le mouvement ouvrier, l'influence des « *théories* » conciliatrices ainsi que son corollaire pratique — à savoir l'attaque contre l'indépendance du prolétariat visant à sa subordination à la bourgeoisie — furent considérables. Et cette caractéristique laissera longtemps ses traces sur le développement ultérieur du mouvement ouvrier de ces pays. Sur le plan de la philosophie et de la théorie, une gigantesque bataille se déroulait dont l'enjeu était la conscience, donc l'indépendance de classe, du prolétariat. Les efforts pour obscurcir la conscience du prolétariat se concentraient sur l'Allemagne où la classe ouvrière était la plus forte et dont l'action conditionnait la victoire de la révolution européenne. Ce n'est pas par hasard si, plus tard, la direction bolchevique de la révolution d'Octobre regardait précisément vers le prolétariat allemand et sa révolution comme la garantie de la révolution mondiale, et donc de la victoire du socialisme. Théoriquement, la révolution permanente liant les conditions de classe de la Russie révolutionnaire mais arriérée à la révolution des pays industriels soulignait en fait ce rôle capital du prolétariat allemand. Ainsi le rôle de la classe ouvrière allemande contre sa bourgeoisie était l'un des éléments importants de la révolution permanente. Et inversement, on pourrait dire sans exagération que le rapport au prolétariat allemand et à son rôle déterminait le rapport à la révolution permanente. A celle-ci, en

effet, ne s'opposaient que les idéologies sur le rôle progressif de la bourgeoisie et sur la subordination de la classe ouvrière allemande, de même que toutes les variantes d'une telle idéologie restaient des ennemis de la révolution permanente. Aussi bien à l'époque que plus tard, jusqu'à nos jours.

Se détachant de son milieu, et complètement étranger aux travailleurs, Lukacs se tourne vers le « *modernisme international* », surtout allemand. Mais nous avons vu que le contenu de celui-ci était essentiellement bourgeois. Certes, il exprimait une lutte sur tous les plans contre l'état arriéré de l'absolutisme féodal, mais pour assurer l'épanouissement de la bourgeoisie. Si, en Hongrie d'alors, un pareil espoir semblait vain pour Lukacs à cause de la faiblesse de la bourgeoisie et donc de sa soumission plus accentuée, en Allemagne toute la vie intellectuelle aspirait à une telle possibilité, malgré des notes pessimistes. Se détachant d'un capitalisme arriéré et déformé, Lukacs se tourne donc vers un capitalisme classique, pour ainsi dire « *pur* ». Son attachement aux problèmes de la littérature contemporaine en général et à la littérature classique est conditionné par un tel point de départ. Pendant toute son évolution ultérieure, il en sera marqué théoriquement et politiquement.

Nous allons voir que tout au long de sa vie, il restera un ennemi farouche et déclaré de la théorie de la révolution permanente. C'est pourquoi, il est tout naturel qu'il soit amené à renier son attitude « *révolutionnaire* », à l'époque des révolutions de 1917 à 1923.

En 1969, il écrit ces lignes significatives :

« *Comme la plupart des gens qui ont été entraînés dans le mouvement révolutionnaire par les événements de 1917, j'étais convaincu, moi aussi, que bientôt, par la voie révolutionnaire, le socialisme supplanterait le capitalisme européen. Ce fanatisme sectaire n'a pas encore connu les raidissements bureaucratiques des étapes ultérieures d'évolution... (Il) était un sectarisme messianique qui croyait, malgré tous les échecs et rechutes, à la renaissance rapide et radicale du monde. C'est cette forme d'assimilation à ses débuts du marxisme qui domina pendant des années ma position sur le développement international du monde.* » (Souligné par nous — M.N.)

La politique révolutionnaire est complètement reniée par Lukacs qui l'identifie au sectarisme, au fanatisme messianique.

Mais si la révolution européenne n'est qu'un messianisme fanatique, la seule voie possible est le « *socialisme dans un seul pays* ». C'est effectivement la position fondamentale de Lukacs. Son reniement de la révolution date de 1924. Lénine meurt au mois de janvier 1924. Déjà au mois suivant, Lukacs lui consacre un livre. Et dans ce livre — bien que, dans l'ensemble, sous une forme ambiguë — apparaissent déjà les premiers éléments de justification du « *socialisme dans un seul pays* ». Staline lui-même n'y arrive

qu'à l'automne de la même année. Mais Lukacs reste modeste : il n'avouera jamais qu'il a, en quelque sorte, devancé Staline. En 1967, écrivant une longue préface au deuxième volume de ses œuvres éditées par Luchterhand Verlag, il écrit :

« (...) *Après 1924, la III^e Internationale a interprété la situation du monde capitaliste, à juste titre, comme ayant une "stabilité relative". Ce fait a signifié pour moi aussi la nécessité d'une nouvelle orientation théorique. Le fait que dans les discussions du parti russe j'ai pris position du côté de Staline, approuvant son socialisme dans un seul pays, a montré très clairement le début de mon changement décisif.* »

On ne peut pas être plus clair...

Nous aurons l'occasion, dans le cadre de cet article, de montrer son hostilité à la révolution permanente, donc à la révolution, ainsi que sa haine à l'égard de Trotsky, et sa fidélité au « *socialisme dans un seul pays* ». Pour cette raison, il reste pendant toute sa vie, non pas un antistalinien — ce que beaucoup veulent faire croire — mais, bien au contraire, l'idéologue de la bureaucratie stalinienne qui n'avait que le tort d'avancer « *trop vite* » pour la bureaucratie, d'ouvrir à celle-ci le chemin sur lequel elle allait marcher, avant que la variante « *moderne* » de la politique contre-révolutionnaire n'ait été trouvée. Mais — ce qui marque profondément le début de cette évolution — il importe de relever son hostilité envers le prolétariat allemand, hostilité qui, liée à celle de la révolution permanente, est aussi l'une des caractéristiques du stalinisme.

Dans sa jeunesse, Lukacs est néo-kantien et, en pratique, nostalgique envers la « *grandeur* » de la bourgeoisie. Le problème de Thomas Mann est le sien. Rien d'étonnant que, pour lui, Mann soit non seulement le plus grand écrivain, mais aussi — comme il le caractérise en 1955 — un « *profond connaisseur des processus sociaux et culturels de son temps* », d'une grande « *clairvoyance politique* ». Alors que Mann était et resta jusqu'à sa mort un bourgeois qui méprisa le prolétariat. En 1914, Mann soutint à fond la guerre de l'impérialisme allemand, espérant que par-là viendrait la régénération de la bourgeoisie. Ce « *profond connaisseur des processus sociaux* » écrivait plus tard, dans son étude consacrée à Goethe et Tolstoï, sur le socialisme : son « *existence intellectuelle ne croupit que depuis trop longtemps dans un matérialisme inférieur* », et pour cette raison, « *sa tâche nationale (est de faire) lire Hölderlin à Karl Marx* ». Il voulait, lui aussi, débarrasser le marxisme de sa « *rigidité* » en lui proposant rien moins que le romantisme mystique de Hölderlin. Si Lukacs qui, dans ses travaux sur l'esthétique, accorde la primauté aux écrivains qui rendent dans leurs œuvres la « *totalité* » de la société, considère Mann comme le plus grand écrivain alors que le prolétariat est totalement absent de ses œuvres, c'est son affaire de critique littéraire. Mais qu'il place Thomas Mann politicien

à un rang si élevé, cela démontre que lui-même se place sur le même terrain, et la critique littéraire ne révèle ici que trop clairement une position politique.

C'est par rapport au fascisme que cette position bourgeoise et antiouvrière apparaît. Et là encore Lukacs adopte exactement la même opinion que Staline : un profond mépris, non seulement du prolétariat, mais aussi de tout le peuple allemand — et une politique visant à rétablir la domination de la bourgeoisie allemande dans sa forme « démocratique ». Il est de nouveau d'accord avec Thomas Mann. Ce mépris du prolétariat allemand va jusqu'à la calomnie. En 1942, il écrit :

« Le peuple allemand, grisé par la démagogie, poussé par le fouet de la terreur, jouet de ses instincts abêtis, allait en titubant à sa perte. »
(Souligné par nous — M.N.)

Il n'hésite pas, comme Staline, à calomnier ici la classe ouvrière allemande, sans souffler un mot sur la destruction du mouvement ouvrier allemand comme le but et la condition du pouvoir du fascisme. Celui-ci représente pour lui « des forces obscures parvenues au pouvoir », et non pas la forme la plus agressive du pouvoir de la bourgeoisie. Car — comme « le Sujet » de Heinrich Mann selon Lukacs — il voit « chez les petits-bourgeois allemands les premiers traits qui conduisirent plus tard au fascisme..., le désarroi de tous les instincts moraux..., à cause du manque de liberté, de l'insuffisance de la démocratie, de la dégradation du civisme ».

Le fascisme, écrit Lukacs, est

« le résultat de tendances et contre-tendances historiques et politiques, spirituelles et morales, qui se combattirent pendant des dizaines d'années ; c'est la manifestation brusque, sous forme de crise, de l'empoisonnement idéologique, longuement et lentement préparé, du peuple allemand, empoisonnement contre lequel il s'est défendu longuement, mais trop lentement et avec trop peu de vigueur... L'antifascisme véritable est ainsi un combat... contre les forces obscures... »

Le fascisme n'est donc pas le pouvoir de la bourgeoisie, mais des « forces obscures » contre lesquelles il faut rétablir la « vraie » démocratie bourgeoise, car — affirme Lukacs en 1944 — « l'histoire allemande

est pauvre en événements révolutionnaires, et même en événements franchement progressistes ». Le calomniateur ne connaît pas de limites ! Alors que la classe ouvrière traverse l'un des moments les plus difficiles de son histoire, Lukacs — pour lui donner confiance ? — ne trouve rien d'autre que de la calomnie. Attitude radicalement opposée à celle d'Engels qui, au lendemain de l'écrasement de la révolution allemande de 1848-1849, cherche précisément les moyens qui permettront de redonner confiance aux travailleurs allemands. Et c'est cette attitude qui le détermine à écrire sur la guerre paysanne allemande.

La courte préface de ce livre d'Engels commence par ces mots :

« Le peuple allemand a aussi sa propre tradition révolutionnaire. »

Ensuite, il y écrit :

« Il est temps que (...) face au relâchement momentané nous esquissons devant le peuple allemand les figures indomptables, mais vigoureuses et dures de la grande guerre paysanne. »

Mais Lukacs, exactement à l'opposé d'Engels, calomnie la classe ouvrière et tout le peuple allemand. C'est à cette attitude que conduisent son hostilité à la révolution permanente, son attachement continué aux empreintes de l'idéologie bourgeoise reçues au départ de son évolution.

De cette attitude dérive son appréciation idéaliste sur le fascisme. Dans son livre « la Destruction de la raison », écrit en 1952, il tente de prouver que le fascisme en Allemagne était en quelque sorte contenu dans toute l'évolution antérieure de la culture allemande, et que comme tel, il est avant tout un empoisonnement idéologique. Il est tout naturel que Lukacs ait toujours soutenu la politique allemande de Staline, jusques et y compris la division honteuse de l'Allemagne en deux. Il est encore, même aujourd'hui, le défenseur de cette division.

La façon dont il a formé ses idées et leur mode d'évolution pendant sa jeunesse ont laissé des traces profondes sur les positions théoriques et politiques de Lukacs. La rupture entre théorie et pratique ainsi que son rapport négatif au prolétariat et à son rôle constitueront l'arrière-fond de toute son œuvre théorique et de toute son attitude politique. Mais ils n'épuisent pas l'ensemble de son itinéraire.

SON APPROCHE DU MOUVEMENT OUVRIER ET SON ENTRÉE DANS LE PARTI COMMUNISTE

D'après ses notes autobiographiques, il est impossible de déterminer les phases de son approche du mouvement ouvrier ni même la date de l'éveil de son intérêt pour ce mouvement. Déterminé par sa position néo-kantienne et sous l'influence de l'une de ses formes d'alors, la « philosophie de la Vie », Lukacs

se place pendant longtemps sur une position éthique et moraliste par rapport aux problèmes sociaux. Cette position le fait se rapprocher, avant et pendant la première guerre mondiale impérialiste, de l'anarchisme, surtout sous sa forme sorélienne. Cet anarchisme, dont l'essence est la révolte petite-bourgeoise

dans le cadre de la société bourgeoise, lui convient à merveille. D'autant plus qu'il lui permet de ne s'associer à aucun mouvement, même anarchiste. En réalité, bien que, pendant la guerre, il participe aux débats d'un cercle en Hongrie qui oppose différents courants, il n'appartient à aucun d'entre eux. Il reste étranger, avec sa révolte éthique et morale dont le but consiste en une « transformation interne de l'homme ». Cependant, en 1969, il érige en vertu le fait que « jamais, je n'étais capable de me familiariser avec la théorie social-démocrate d'alors, surtout avec Kautsky », alors qu'au fond il rejette tout le mouvement ouvrier, s'appuyant aujourd'hui sur le prétexte de l'opportunisme de la social-démocratie.

Mais cette autojustification est fautive aussi en elle-même. D'abord, parce que le parti social-démocrate restait, jusqu'en 1914, un parti regroupant les forces politiques de la classe ouvrière, seul cadre dans lequel Lénine, Trotsky, Rosa Luxembourg combattaient pour la révolution prolétarienne. Le rejet de Lukacs, non seulement équivalait à l'abandon de cette lutte, au renoncement du parti politique du prolétariat, mais souligne également l'incompréhension de ce problème par le Lukacs d'aujourd'hui. Il est beaucoup plus sincère lorsqu'il écrit que, pendant la guerre :

« Je n'étais pas socialiste et ainsi je ne pouvais admirer Liebknecht que de loin, de l'extérieur... »

Mais ce rejet de Kautsky n'est pas sérieux, car, en réalité, en se débarrassant de son « fanatisme messianique » de la révolution, Lukacs se retrouve lui-même, à savoir un menchevik conciliateur, et défenseur de l'ordre bourgeois, avec encore moins de tenue que Kautsky.

Il est impossible d'établir, d'après ses autobiographies, si l'influence des ultra-gauchistes du mouvement ouvrier international s'exerce sur Lukacs déjà pendant la guerre, ou si elle ne vient qu'après. Certains affirment que, pendant la guerre, il subissait aussi l'influence des gauchistes hollandais, par l'intermédiaire de Roland-Holst. De toute façon, ce ne serait pas surprenant mais plutôt dans l'ordre des choses. Toujours est-il qu'il connaît certains écrits de Rosa Luxembourg, qu'il « admire » bien évidemment, et du groupe Spartacus allemand.

Ce qui caractérise la position politique de Lukacs à cette époque est un éclectisme entre différents courants qu'il essaie de concilier sur la base de l'éthique kantienne. La révolution d'Octobre rend impossible une telle attitude ou, bien au contraire, la rend agressive. Et effectivement, au mois de mars 1918, dans un débat à Budapest des intellectuels « progressistes », Lukacs était l'inspirateur principal de l'opinion défendant un « idéalisme éthique », face au matérialisme, pour la renaissance du monde. Mais il y a mieux. Au mois de novembre de la même année, la revue « Pensée libre » des intellectuels libéraux à Budapest éditait un numéro spécial, intitulé « Bolchevisme », à l'occasion du premier anniversaire de la révolution d'Octobre. Dans ce numéro, Lukacs prenait position contre la révolution d'Octobre !

On sait parfaitement combien cette révélation est embarrassante pour les intellectuels « de gauche » et même communistes, admirateurs de Lukacs, « le seul marxiste de notre époque ». Lukacs avait toujours eu le « tact » de ne mentionner nulle part cette prise de position « fâcheuse » contre la révolution d'Octobre.

Nous n'aurons pas ce « tact », et nous citons donc cet article de Lukacs :

« ... Peut-on arriver au bien par de mauvais moyens, à la liberté par l'oppression ? Est-ce qu'un nouvel ordre du monde peut se créer si les moyens de sa création ne se distinguent que techniquement de ceux (...) de l'ordre ancien ? (...) Le bolchevisme se base sur la supposition métaphysique que le bien peut venir du mal, qu'il soit possible (...) de mentir à travers tout jusqu'à la vérité. L'auteur de ces lignes n'est pas capable de partager cette croyance. »

Or, quelques jours après, « l'auteur de ces lignes », Lukacs, entre dans le parti communiste de Hongrie ! Et, à partir de cette adhésion au « mal », tout son itinéraire politique sera marqué par le « mensonge », une malhonnêteté intellectuelle qu'il croit « bolchevique », mais qui fait de lui un des fossoyeurs staliniens les plus éminents du bolchevisme.

Celui qui, dans une revue hongroise (*Valóság*, n° 10, 1968), cite cet article, a raison d'ajouter que ce changement, pour le moins surprenant, est motivé chez Lukacs par l'acceptation du « mal » afin d'arriver, d'une manière fanatique, à l'activité révolutionnaire. Que la clé de cette attitude est donnée par Lukacs lui-même dans sa « Tactique et Ethique », écrite en 1919, où il cite les paroles de Judith, l'héroïne du drame de Hebbel : « Si le dieu avait placé le crime entre moi et la chose destinée à moi, qui suis-je pour pouvoir m'en dispenser ? ». Derrière ce messianisme à tout prix, il est facile de reconnaître « l'impératif catégorique » de ce bon vieux Kant.

Mais ce qu'il y a de plus important, c'est que lorsque Lukacs arrive au parti communiste, il y adhère sans rien comprendre au bolchevisme : ni la révolution qu'il rejette, ni le parti, ni le mouvement ouvrier. Il accepte la révolution comme mal nécessaire, « héroïquement », et contre sa conviction intime. Il s'ensuit logiquement, et les faits sont là pour preuve, que, après s'être débarrassé de cette attitude messianique et fanatique, en 1924, il ne peut que revenir à lui-même, à son opinion bien établie auparavant. Et cela veut dire que si Lukacs condamne la révolution d'Octobre en 1918, il condamnera toutes les révolutions, après 1924, comme il était l'ennemi de la révolution auparavant. Son itinéraire politique s'exprime clairement : son attitude antirévolutionnaire est une constante organique de sa vie politique — sauf pendant sa courte période de « fanatisme de révolution » —, jusqu'à nos jours. Dans la seconde partie de cet article que publiera « la Vérité », nous analyserons les formes et les manifestations de cet itinéraire.

A PROPOS D'UN DÉBAT SUR LE "TROTSKYSME"

entre

ERNEST MANDEL

et

UN "INTELLECTUEL DE GAUCHE NON ALIGNÉ"

par Jacques MEYRAND

ERNEST MANDEL est un économiste distingué qui collabore à une revue non moins distinguée telle que « *les Temps modernes* ». Cette revue dont les prétentions théoriques se résument à l'introduction de la plus grande confusion dans les questions posées par le développement actuel de la lutte des classes vient de publier un « débat » entre E. Mandel et Nicolas Krasso à propos de ce que chacun de ces éminents penseurs appelle « *le marxisme de Trotsky* ».

Ces articles sont la traduction de ceux publiés en 1967 dans la revue centriste anglaise « *New Left Review* ». Il faut savoir que cette revue est issue de la crise qui, en 1956, opposa un certain nombre d'intellectuels du P.C. anglais à la bureaucratie stalinienne qui venait d'écraser la révolution politique en Hongrie. Les initiateurs de cette revue conservèrent pendant des années une position ouvertement antitrotskyiste, assimilant délibérément le trotskysme à l'anticommunisme. Tout l'effort théorique de ces gens se borna à « découvrir » une continuité théorique entre Lénine et Staline, c'est-à-dire un terrain à partir duquel ils purent se libérer à la fois du stalinisme, mais aussi du bolchevisme.

Mais, à partir de 1964, des changements intervinrent dans le personnel politique dirigeant de la « *New Left Review* ». Se mettant au goût du jour, cette revue « ouverte » se rapprocha des représentants britanniques du pablisme, qui ne formaient alors qu'un petit groupe. Mais l'honorable revue ne devait pas pour autant aborder théoriquement et politiquement la question du stalinisme et du trotskysme. Elle continua de se maintenir dans un électisme caractéristique des « penseurs » contemporains de la petite-bourgeoisie, dont « *les Temps modernes* » en France, par exemple, donnent une image remarquable.

C'est à ce moment qu'intervient Nicolas Krasso qui publie, en juillet-août 1967, un article, « *le Marxisme de Trotsky* » (« *les Temps modernes* » de juin-juillet 1969). A l'attaque grossière de Krasso contre le trotskysme, Mandel, qui défend en toute occasion la ligne politique du « *Secrétariat unifié* » pabliste Frank-Germain, se crut obligé de répondre (« *New Left Review* », n° 47, janvier-février 1967, « *les Temps modernes* », août-septembre 1969). Mais N. Krasso ne s'avoua pas vaincu, nous verrons plus loin pour quelles raisons, et répliqua à Mandel par un nouvel article antitrotskyiste (« *New Left Review* », n° 48, mars-

avril 1968, « *les Temps modernes* », août-septembre 1969). Mandel, quant à lui, devait s'honorer par une nouvelle réponse à Krasso (« *les Temps modernes* », octobre 1969).

Nicolas Krasso est un ex-disciple de Georges Lukacs dont le présent numéro de « *la Vérité* » démontre précisément le rôle contre-révolutionnaire d'idéologue de la bureaucratie stalinienne. Mais Krasso, contrairement à Lukacs, a réagi à l'écrasement de la révolution hongroise de 1956 en rejetant le communisme. Ses articles anti-trotskyistes de 1967 l'amèneront cependant, nous le verrons, à retourner ouvertement sur les positions du stalinisme, dans la mesure où il se fait l'apologiste de la « *construction du socialisme dans un seul pays* ».

Ernest Mandel, dans sa première réponse, caractérise Krasso d'« *intellectuel de gauche non aligné* » !

Comme l'écrit Cliff Slaughter dans « *Fourth International* » d'août 1968, organe théorique de la Socialist Labour League, c'est précisément parce que Mandel « *ne défend pas le trotskysme une seule minute qu'il renforce l'attaque de Krasso et lui permet de revenir à la charge... Mandel ne se pose même pas en défenseur de la IV^e Internationale ni comme un continuateur de l'œuvre de Trotsky, la seule réponse réelle à Krasso, parce qu'il est lui-même une tentative révisionniste de destruction du trotskysme* ».

La « thèse » de Krasso

Krasso ne manque pas d'ambition. Dans son « *essai* » de trente pages, il se propose de démontrer que, tout au long de sa vie, Trotsky n'a jamais rien compris au problème du parti révolutionnaire et que, à part la brève période d'Octobre 1917 et les quelques années qui ont suivi, les événements lui ont toujours donné tort.

Il y a, certes, quelque audace à vouloir mettre sur le même pied le Trotsky des années 1903-1914 et le combattant pour la IV^e Internationale. D'un côté, Trotsky n'a effectivement pas encore assimilé les problèmes d'organisation de l'avant-garde révolutionnaire, mais, de l'autre, il représente au contraire la continuité du bolchevisme, le seul lien vivant avec Octobre 1917 pendant les années noires du stalinisme. Quel est donc le dénominateur commun qui permet à Krasso de tirer un trait de plume sur toute l'œuvre de Trotsky ?

Trotsky est accusé « *d'incapacité radicale à saisir le rôle inévitablement autonome des institutions politiques en général et du parti révolutionnaire en particulier* », d'être, après 1905, « *entièrement inconscient du problème du parti* », de développer avec la théorie de la révolution permanente un « *procédé illégitime* ».

L'intellectuel petit-bourgeois de gauche, aligné sur l'antimarxisme, qui ne voit dans le déroulement de l'Histoire que son reflet déformé dans le mouvement des appareils, ne peut arriver à comprendre que le marxisme est l'expression consciente du

processus inconscient. Autrement dit, la thèse fondamentale sur laquelle repose le marxisme reste : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » Certes, pour exprimer en termes de conscience son but émancipateur, il faut à la classe ouvrière la médiation du Parti. Mais le « *Parti* », fusion organisée de la théorie et de la pratique, ne crée pas plus la lutte de classes que Marx ne l'a inventée. La pensée bureaucratique figée de Krasso est incapable de saisir que Lénine et Trotsky se sont retrouvés en 1917, indépendamment des divergences qui les avaient opposés jusqu'en 1914, parce qu'ils combattaient l'un et l'autre sur le terrain du marxisme, affirmant « *l'hégémonie du prolétariat dans la révolution* », Trotsky avec la révolution permanente dont le fondement est précisément la place du prolétariat dans la révolution, Lénine en luttant pour la construction du parti révolutionnaire prolétarien, indépendant. La théorie de la révolution permanente, que Trotsky met en avant dès 1905, et la nécessité du Parti affirmée par Lénine dans la construction du parti bolchevique, pour réaliser dans la pratique la révolution permanente, ont été confirmées avec éclat par la révolution russe.

Et Krasso ajoute :

« *Il est maintenant possible de déterminer la déviation théorique spécifique de la pensée de Trotsky... L'aile gauche de l'Internationale*

présentait une déviation symétrique (à l'économisme). Pour plus de commodité, nous pouvons la nommer sociologisme. Ici, ce n'est plus l'économie, mais les classes sociales qui sont extraites de la totalité historique complexe et hypostasiées sur un mode idéaliste, en tant que démiurges de toute situation politique donnée. La lutte des classes devient l'immédiate « vérité » interne de chaque événement politique et les forces populaires les uniques agents de l'Histoire. L'économisme conduit par une pente naturelle à la passivité et au suivisme ; le sociologisme, au contraire, mène au volontarisme. Rosa Luxembourg, au sein de la II^e Internationale, représente la logique ultime de cette tendance qui prit la forme d'une exaltation explicite de la spontanéité. Trotsky représente une variante particulière de ce mouvement. Dans ses écrits, les masses populaires sont présentées comme les forces dominantes de la société, sans que des organisations politiques et des institutions interviennent jamais en tant que niveaux nécessaires et permanents de la formation sociale. » (« Les Temps modernes », p. 2198, juin-juillet 1969.)

Ce jargon a une signification très claire. Pour N. Krasso, ce qui est gênant dans le marxisme, c'est précisément ce qui en fait le fondement : la lutte des classes. Contre la révolution, Krasso essaie de se rattacher désespérément aux « institutions politiques "permanentes" ». Pour lui, le parti « révolutionnaire » se caractérise par son « autonomie » en tant qu'« institution politique ». C'est dire qu'il assimile le parti à l'appareil bureaucratique ou plus exactement réduit le parti à la bureaucratie. Il démontre par là même qu'il n'est qu'un idéologue de la bureaucratie.

Mais comment N. Krasso tente-t-il de justifier sa thèse : « Trotsky n'a jamais été un homme de parti » ? Comme les staliniens, sa méthode est celle de la falsification. Il écrit, page 2189 :

« Fin 1903, la « trique » de Lénine devient ainsi membre fondateur du parti menchevique. »

Krasso reprend là une calomnie de l'école stalinienne. Tout historien du bolchevisme sait fort bien qu'en 1903 les mencheviks, comme les bolcheviks, ne formaient encore que des fractions dans le P.O.S.D.R. (et non des factions, comme le répète également Mandel à la suite de Krasso) ; que Trotsky rompit avec les mencheviks dès septembre 1904, quand le menchevisme commença à se définir politiquement comme un opportunisme à la remorque de la bourgeoisie libérale.

Krasso déplace la question des formes d'organisation du parti à construire, telle qu'elle se

posait en 1903, à celle de la nécessité du parti révolutionnaire. Il écrit :

« Son modèle (à Trotsky) du parti social-démocrate s'inspire du parti allemand et implique un parti s'identifiant à la totalité de la classe ouvrière. » (p. 2190.)

Raisonnant de façon mécaniste, Krasso, pour réfuter l'erreur de Trotsky en 1903, qui accusait Lénine de « substitutisme » (c'est-à-dire de vouloir substituer la toute-puissance d'un parti étroitement centralisé au mouvement propre du prolétariat), accuse ce dernier d'avoir prôné « l'identité » du parti et de la classe. Pour démontrer la justesse de sa « thèse », Krasso est contraint de faire un faux politique.

Sur la même ligne, Krasso doit corrompre tout ce qu'il touche. Il prétend que dans *Bilan et perspectives*, écrit en 1906, Trotsky laisse « transparaître une franche hostilité à l'existence d'un parti révolutionnaire ». Cette pure fable — la position de Trotsky était qu'au contraire le parti social-démocrate russe jouerait tout son rôle dans la révolution prolétarienne future en réconciliant ses fractions très proches en 1905 — a pour but de réchauffer la calomnie stalinienne contre Trotsky.

A partir de là, le brillant critique « scientifique » de Trotsky doit aborder les véritables problèmes politiques, notamment la théorie de la révolution permanente. La « démonstration » de Krasso, qui rejette la théorie marxiste de l'unité mondiale de la lutte de classes, fondement de la théorie de la révolution permanente, vaut que l'on s'y attarde.

« Ce qu'il nous importe d'isoler ici, c'est l'erreur théorique fondamentale que recouvre la notion de révolution permanente. Une fois de plus, Trotsky part d'une définition schématisée des forces sociales (d'ailleurs hypostasiées) dans un pays — bourgeoisie contre paysannerie pauvre alliée au prolétariat — pour extrapoler cette équation à l'échelle mondiale et la transposer en affrontement de la « bourgeoisie internationale » et du « prolétariat international ». C'est cette simple formule de « révolution permanente » qui permet ce tour de passe-passe. On laisse simplement de côté l'institution politique de la nation, c'est-à-dire la structure formelle des relations internationales et le système qu'elles constituent. » (p. 2209-2210.)

Ce passage démontre l'abandon total de la méthode du marxisme par le petit-bourgeois prétentieux qu'est Krasso. Niant la réalité de la lutte de classes internationale, Krasso reproche à Trotsky d'ignorer prétendument la réalité des nations. Pour lui, les réalités nationales, les « institutions », sont des choses autonomes contre les-

quelles le prolétariat est impuissant. La pensée bourgeoise de Krasso ne peut comprendre ce que Marx expliquait, à savoir que si les luttes de classes se déroulent dans un cadre national, elles ont un contenu international. Mais Krasso refuse la lutte de classes elle-même.

C'est pourquoi il donne raison à Staline qui a exprimé avec le plus de logique cette idée réactionnaire d'un socialisme national.

Il écrit :

« La méfiance instinctive de Staline à l'égard du prolétariat d'Europe occidentale et sa confiance dans le particularisme russe témoignent d'une conscience nettement plus poussée de l'état fragmenté de l'Europe des années 1920. Les événements devaient donner raison à cette confiance dans la pérennité des nations, conçues comme autant de structures sociales distinctes. »

Ainsi, la révolution est incapable de détruire les Etats bourgeois dans les pays capitalistes avancés. Krasso élimine d'un trait de plume toutes les tentatives révolutionnaires du prolétariat en Europe depuis un demi-siècle. Ce n'est ni le réformisme ni le stalinisme qui sont responsables de l'échec de la révolution prolétarienne en Allemagne, en Espagne, en France. C'est simplement la réalité séculaire des « nations », indépendantes de la lutte des classes. Krasso rejoint la réaction la plus ouverte dans ses conclusions.

Adorateur des faits, de l'ordre établi des choses, Krasso vole au secours de Staline :

« On objectera peut-être que Staline, en écartant l'éventualité de révolutions européennes, a contribué en définitive à leur échec — accusation souvent faite à sa politique à l'égard de l'Allemagne et de l'Espagne. Cependant, cela une fois admis, on ne peut nier que la perspective adoptée par Staline ne fût supérieure à celle de Trotsky. Elle fournit tout son contexte historique et pratique à la lutte pour le pouvoir que nous avons discutée plus haut. La position de force de Staline au sein de l'appareil aurait été de bien peu de poids si sa ligne stratégique avait été démentie par le cours des événements. C'est là que réside la force fondamentale, inébranlable, de Staline au cours des années 1920. »

Telle est toute la philosophie de ce brillant penseur. Les faits, en dernière analyse, justifient tout. Si Staline a conservé le pouvoir, ce n'est pas parce que la lutte des classes a été déviée, en 1923 en Allemagne, du fait des erreurs de la direction du

P.C. allemand, et de l'Internationale, et, dans les années qui ont suivi, dans le monde entier, sous la responsabilité directe de l'I.C. stalinisée. C'est parce que la révolution est impossible en dehors de l'U.R.S.S. que Staline a raison. D'ailleurs, ajoute Krasso, « les événements devaient lui donner raison ».

On comprend dès lors que Krasso fasse grief à Trotsky d'avoir perdu le pouvoir dans les années 20, puis d'avoir mené un combat insensé pour la construction de la IV^e Internationale après la défaite du prolétariat allemand en 1933.

Sur le terrain sur lequel il se situe, celui de « l'autonomie des institutions politiques » par rapport à la « lutte des classes », c'est-à-dire sur le terrain des manœuvres au sein de l'appareil, Krasso a beau jeu de reprocher à Trotsky de n'avoir pas su manœuvrer au sein de l'appareil qui, finalement, devait l'exclure, le bannir et l'assassiner.

« Au travers des discussions internes du Parti (dans les années 20), il (Trotsky) prétend toujours interpréter la position politique des tendances rivales comme les manifestations visibles des processus sociologiques occultes de la société soviétique. »

Pour Krasso, dès les années 20, il n'y a plus de tensions ni de luttes sociales en U.R.S.S. Ayant rompu complètement avec le marxisme pour lequel les programmes, les politiques et les « institutions » sont les produits d'une lutte de classes incessante, Krasso réduit tout le processus de la dégénérescence de l'Etat ouvrier à un pur affrontement de personnes, entre Trotsky et les vieux-bolcheviks.

Plus exactement, Krasso reproche à Trotsky de n'avoir pas capitulé devant la montée de l'appareil stalinien. Et pour conclure son verdict, il reproche également à Trotsky d'avoir, par son opposition, servi de bouc émissaire à Staline :

« On peut presque affirmer que si Trotsky n'avait pas existé, Staline aurait dû l'inventer (et en un certain sens, il est bien une invention de Staline). »

Pour N. Krasso, ce ne sont plus les hommes qui font leur propre histoire dans des conditions matérielles (c'est-à-dire sociales) déterminées. Des « héros », de « fortes individualités » (Staline) font l'histoire à la place des hommes, se substituant aux masses au moyen d'institutions libres (« autonomes ») qu'ils se seraient données à eux-mêmes en dehors du temps historique. L'idéologue « indépendant » retourne à l'idéalisme bourgeois.

La réponse d'Ernest Mandel à Krasso

Il n'est pas possible, dans le cadre d'un article limité, de reprendre point par point tous les problèmes abordés par Krasso (et qui embrassent tout le développement de la lutte de classes en Russie et à l'échelle internationale de 1905 à la fin de la deuxième guerre mondiale) et à propos desquels Ernest Mandel restitue la vérité sur un certain nombre de faits et de positions grossièrement déformés par le faussaire Krasso.

Ce qui importe ici, c'est de caractériser la tentative de Krasso. Les quelques citations que nous venons de faire démontrent assez une volonté affirmée de justifier (en dépit de quelques réserves de pure forme nécessaires après le 20^e congrès du parti de la bureaucratie stalinienne) le stalinisme dans ses fondements. « *La construction du socialisme dans un seul pays* » est pour Krasso une évidence, à partir du moment où le petit-bourgeois, l'ex-communiste, tourne le dos à la lutte des classes et se prosterne devant le fait accompli. Pour les esprits serviles, ni la généralisation théorique ni l'analyse marxiste ne sont de mise. Krasso, l'écrivain prétendument « *non aligné* », se démasque rapidement comme un laquais idéologique de la bureaucratie du Kremlin.

Les premières lignes de la « *critique* » d'Ernest Mandel nous donnent la clé de la méthode de l'éminent économiste descendu dans l'arène pour corriger « *l'essai* » antitrotskyiste de son collègue de la « *New Left Review* ».

Mandel écrit :

« *La critique par Nicolas Krasso de la pensée et des activités politiques de Trotsky offre une bonne occasion de démêler certaines conceptions erronées et certains préjugés qui hantent encore bon nombre d'intellectuels de gauche non alignés. Les racines de ces fausses conceptions sont faciles à trouver. L'aveu et la dénonciation publics des pires crimes de Staline par les dirigeants soviétiques d'aujourd'hui ne s'accompagnent, en aucune façon, de l'adoption de la politique pour laquelle Trotsky luttait durant les quinze dernières années de sa vie. Ni dans l'organisation interne des pays « socialistes » ni dans leur politique internationale (à la seule exception de Cuba), les dirigeants de ces pays ne sont revenus aux principes de la démocratie soviétique.* »

Pour Mandel, la racine des « *erreurs* » de Krasso, acharné à justifier le stalinisme, repose sur le fait que la bureaucratie stalinienne, bien qu'elle ait

« *déboulonné Staline de son piédestal* », n'a cependant pas renoué avec les « *principes de la démocratie soviétique* ». Cette « *explication* » est pour le moins ambiguë. Ou bien Mandel estime, comme Trotsky dont il « *veut faire triompher le programme* », que la bureaucratie doit être balayée par la révolution politique (ce dont Mandel ne parle jamais dans ses articles) et Krasso doit être combattu comme un ennemi des travailleurs qui combattent pour cette révolution politique à l'est de l'Europe, ou bien Mandel estime que le « *triomphe du programme de Trotsky* » deviendra évident aux yeux mêmes de Krasso lorsque les « *dirigeants soviétiques* » renoueront (« *comme à Cuba* ») avec les « *principes de la démocratie soviétique* ».

La référence à Cuba est ici très importante. Mandel, en expliquant, non seulement que Cuba est un Etat ouvrier, mais encore que celui-ci n'est pas « *déformé* », mais a renoué avec les « *principes de la démocratie soviétique* », introduit subtilement « *l'idée* » que l'évolution des dirigeants soviétiques « *d'aujourd'hui* » doit les conduire également à cette restauration du pouvoir des soviets. Mandel, l'intellectuel « *engagé* », se fait le responsable de torts de la bureaucratie stalinienne.

C'est peut-être pour cette raison que quelques lignes plus loin, le « *Programme de transition* » de la IV^e Internationale devient le « *testament politique* » de Trotsky et non pas le programme révolutionnaire du prolétariat mondial, aujourd'hui. Mandel, comme Krasso, tient à s'enfermer dans le cadre rassurant d'un pur débat d'histoire ou d'économie. Jamais il ne s'affirme comme un combattant de la IV^e Internationale face à Krasso dont il cherche à redresser les « *erreurs* » et les « *préjugés* ».

On aurait pu croire que le « *marxiste* » Mandel allait réhabiliter la lutte de classes contre Krasso.

C'est ce qui semble apparaître lorsque Mandel écrit :

« *En fait, lorsque Krasso reproche à Trotsky d'avoir écrit que "même des différends épisodiques et des nuances d'opinion PEUVENT exprimer la pression CACHÉE d'intérêts distincts" (souligné par nous), il lui reproche d'être marxiste.* »

Certes, les luttes de tendances et de fractions au sein du parti bolchevique et de l'Etat ouvrier reflétaient évidemment des conflits d'intérêts, des oppositions de classes. C'est précisément le mérite de Trotsky que d'avoir maintenu, à tout moment

de son combat contre la bureaucratie, une analyse marxiste des luttes de classes qui se poursuivirent après la fin de la guerre civile en U.R.S.S.

A partir de cette vérité élémentaire, Mandel écrit :

« Il n'est guère étonnant que, dans ces conditions, Krasso n'ait même pas mentionné une seule fois la structure sociale qui rend toute l'histoire russe des années 1920 intelligible en termes socio-historiques : la bureaucratie. »

Et le « savant » Mandel poursuit en termes non moins savants :

« On ne doit pas considérer comme une idiosyncrasie personnelle l'insistance réitérée de Trotsky sur le rôle de la bureaucratie en tant que force sociale dont les intérêts sont séparés de ceux du prolétariat. Dès 1871, Marx et Engels, dans leurs écrits sur la Commune de Paris, ont attiré l'attention sur le danger qu'une bureaucratie puisse dominer un État prolétarien, et ils ont énuméré une série de règles simples pour prévenir ce danger. »

Ainsi, pour Mandel, cette « structure sociale » qu'est la bureaucratie est un « danger que l'on peut prévenir » en observant les « règles » définies par Marx et Engels. Ce passage illustre le verbiage pseudo-scientifique de l'honorable économiste. Qui applique les « règles », c'est-à-dire la démocratie ouvrière ? Mandel reste muet sur cette question. La bureaucratie peut-elle être évitée par le simple respect de ces « règles » ? Mandel ne montre pas comment la bureaucratie, cette caste parasitaire, est le produit de la lutte des classes dans une situation concrète donnée, à savoir l'isolement de la révolution russe dans un pays arriéré. Elle n'est pour lui qu'une « structure sociale » que l'« on » peut éviter si les « règles » définies par Marx étaient appliquées... par nulle autre que la bureaucratie elle-même.

L'éclectisme de la méthode de Mandel est illustré par chaque phrase. Ne voulant surtout pas heurter de front « l'intellectuel (prétendument) non aligné » avec lequel il discute, Mandel se situe sur le terrain de son adversaire. Krasso oppose aux « fautes » de Trotsky le « génie » de Lénine. Mandel relève alors, justement d'ailleurs, que Lénine aussi a commis des « erreurs ». Mandel parle d'ailleurs de « fautes de Lénine », ne souligne pas, contre Krasso, que le propre d'un dirigeant révolutionnaire, non infaillible, est de savoir reconnaître ses erreurs. Il écrit au contraire :

« Mais Lénine a également commis des fautes. Après tout, ce fut bien Lénine qui créa l'appareil du Parti qui commençait maintenant de dégénérer... »

Mandel jette l'enfant avec l'eau sale de la baignoire. Pourfendeur en paroles de la bureaucratie, il lance une attaque « trotskyste » contre « l'appareil du parti » pris en lui-même. Or les marxistes savent très bien que le prolétariat ne peut construire un nouveau monde qu'avec les matériaux légués par le vieux monde. Tant qu'à l'échelle mondiale le capital ne sera pas exproprié, le prolétariat aura besoin d'un parti et le parti a besoin — pour combattre la bourgeoisie dans le cadre même que lui impose la société bourgeoise — d'un appareil. Pendant toute la période de la dictature du prolétariat, la classe ouvrière ne peut pas se débarrasser du jour au lendemain de l'appareil bourgeois de l'État ouvrier. Mandel, qui connaît parfaitement l'A.B.C. du marxisme sur ces questions, reproche à Lénine d'avoir édifié le parti révolutionnaire qui ne peut se passer d'un appareil. Il ne fait par là même que jeter une confusion supplémentaire dans la tête de son lecteur.

Pour Mandel, le combat politique n'est pas, non plus, le reflet des luttes de classes, mais celui des idées, des « concepts ». Le petit-bourgeois prétentieux qui discourt avec Krasso emprunte à la sociologie officielle la plus misérable son vocabulaire antimarxiste. C'est ainsi que Mandel fait apparaître sur la scène de l'Histoire des « concepts » comme ceux de « bonapartisme », le « concept d'organisation de Lénine », le « concept de classe sociale ». L'histoire vivante est réduite à un pur jeu d'idées. Le marxisme vivant est châtré, réduit à l'agencement de « catégories » abstraites.

Mandel aborde enfin la question décisive pour un militant révolutionnaire, à savoir :

« La révolution prolétarienne était-elle possible entre 1919 et 1949 ? »

Il écrit :

« Venons-en maintenant à l'affirmation la plus extravagante de Krasso : les échecs de la révolution européenne dans les années 1920-1930, et au début des années 1940 prouveraient que "la supériorité des vues de Staline sur celles de Trotsky est indéniable". Parce que Trotsky prévoyait des révolutions victorieuses alors que Staline "faisait peu de cas des possibilités de réussite des révolutions en Europe". Mais n'était-ce pas exactement l'inverse ? Trotsky ne croyait pas du tout aux révolutions automatiquement victorieuses, ni en Europe ni ailleurs. Il n'a fait que lutter inlassablement pour une politique correcte du mouvement communiste, qui aurait, en fin de compte, rendu possible — sinon la première fois, du moins la seconde ou la troisième — la transformation de situations révolutionnaires en victoires révolutionnaires. »

Mandel donne cette réponse politique pour la période de 1919 à 1949. Il tente ainsi de faire croire que Trotsky, de 1923 à sa mort en 1940, puis la IV^e Internationale (dont il ne parle pas) n'ont « fait que lutter pour une politique correcte du mouvement communiste ». Staline, pour Mandel, représente le « mouvement communiste », de façon indifférenciée, en 1923, en 1933 comme en 1936. Trotsky, pour Mandel, n'a en somme toujours été que l'aile gauche du « mouvement communiste » — en d'autres termes, de la bureaucratie du Kremlin sur laquelle il n'a fait qu'exercer une pression politique. Nous savions que Mandel, Frank et Germain, dirigeants pablistes usurpant le drapeau de la IV^e Internationale, avaient rompu avec la méthode de Marx et de Lénine. En tirant un trait

sur la caractérisation politique du stalinisme, passé à partir de 1933 (après la défaite sans combat du prolétariat allemand devant Hitler, défaite dont l'Internationale communiste stalinisée est entièrement responsable) « définitivement et irrémédiablement du côté de l'ordre bourgeois », comme l'expliqua alors Trotsky, Mandel réfute tout le combat historique des bolcheviks-léninistes pour la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat. Germain, dirigeant pabliste, utilise le drapeau de la IV^e Internationale contre le trotskysme ; Mandel, savant économiste, dissimule le véritable combat de Trotsky, rejoint Krasso sur son propre terrain : il s'affirme ouvertement comme le « flanc-garde » du stalinisme qu'il propose de redresser.

Réponse de Krasso à Mandel et vice versa

On comprend que, sur la base d'une « critique » de Krasso qui laisse intacte toute l'argumentation de ce dernier, Mandel ait laissé la porte ouverte à une nouvelle attaque antitrotskyste du disciple de Lukacs. C'est pourquoi la « *New Left Review* » eut l'occasion de publier un second article de Krasso où ce dernier, fidèle à sa méthode de falsification et de défenseur de l'appareil stalinien, renouvelle toute son argumentation contre le bolchevisme.

Krasso s'attaque délibérément au « *Programme de transition* » si bien défendu par Mandel.

Il écrit :

« Ainsi, dans la phrase même que cite Mandel, il (Trotsky) put écrire que : "la crise historique de l'humanité se réduit à la crise des dirigeants révolutionnaires"... Une formulation aussi idéaliste est certainement incompatible avec la pensée de Lénine. »

Le faux politique est flagrant. Le « *Programme de transition* » établit la caractérisation de la situation internationale en 1938, toujours vérifiée aujourd'hui : « La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat ». Il ne s'agit en aucun cas des « dirigeants » staliniens en place qu'il faudrait remplacer ou qui devraient changer de politique, mais de la « crise de la direction révolutionnaire ». Qui n'a pas compris le rôle décisif, à l'époque des

guerres et des révolutions, de la direction du prolétariat qui peut être la cause de la plus terrible des défaites (comme c'est le cas avec le stalinisme) ne fait que soutenir l'appareil stalinien. Krasso et Mandel, sur l'essentiel, sont d'accord. Le premier ne fait que s'accommoder de la situation actuelle du mouvement ouvrier ; le second, au nom de Trotsky, réduit le « trotskysme » au rôle de redresseur des « erreurs » de l'appareil stalinien.

Krasso, logique avec lui-même, réitère tous les arguments déjà utilisés dans son premier article. Avec cet avantage que l'abandon du marxisme est encore plus nettement affirmé.

Incapable de comprendre l'unité mondiale de la lutte des classes, dont Mandel s'est bien gardé de parler dans sa « critique », il affirme une nouvelle fois :

« Mais, dans tous les exemples, la politique internationale de Staline n'était qu'un facteur secondaire dans une lutte qui se déroulait et se décidait à l'échelon national. La lutte de classes avait pour cadre la nation ; la politique du Komintern, promulguée à Moscou, ne changeait rien à cela. »

A partir de la « critique » de Mandel, où ce dernier ne dit pas un mot sur le combat historique des trotskystes pour la construction de la direc-

tion révolutionnaire, Krasso peut conclure son second « essai » : « Trotsky devint un mythe en s'identifiant lui-même avec "ce qui doit être". » L'argument de « l'efficacité » est d'une pauvreté évidente. Ce n'est pas parce que Staline et les partis staliniens se sont maintenus depuis les années 30 que Staline a eu raison contre Trotsky. Mandel ne dit pas un mot sur la crise fondamentale de la bureaucratie stalinienne qui a démontré, en 1956 en Hongrie, que la révolution politique contre la bureaucratie était inévitable. Mais, du fait que Mandel reste silencieux sur toutes les questions fondamentales de la lutte des classes de notre époque, Krasso est encouragé dans son attaque ouverte contre le marxisme, dans sa défense du stalinisme.

La seconde réponse de Mandel reste naturellement dans les mêmes limites académiques que la première. Il a simplement l'avantage de préciser le caractère révisionniste de son propre « marxisme ». Nous n'en prendrons qu'un seul exemple, mais il est décisif, celui de l'analyse, selon Mandel, de « la nature de la bureaucratie soviétique ».

Mandel déclare que Krasso ne comprend pas que la bureaucratie des années 20 en U.R.S.S. constituait « un bloc social autonome ». Cette formule digne d'un savant « sociologue » a simplement l'inconvénient de ne pas répondre à la question posée, celle de la nature sociale de la bureaucratie.

Mandel poursuit :

« On se lamente à propos "d'habitudes bureaucratiques" et l'on masque ainsi un problème social. »

Or quelle est la définition qu'il en donne ?

« La bureaucratie naît d'une division sociale du travail mal maîtrisée. Elle résulte d'une insuffisance du niveau de développement des forces productrices et d'une insuffisance du niveau technique et culturel de la classe ouvrière. »

On ne trouve toujours rien sur la « nature » de la bureaucratie.

Mandel reste au niveau de la description des « déformations bureaucratiques » de l'Etat ouvrier et « oublie » de définir sa « nature ».

C'est pourquoi il conclut :

« Mais comprendre que la bureaucratie est un mal inévitable est une chose, et la trouver bonne parce qu'elle est inévitable en est une autre. »

De façon indifférenciée, dans un chapitre où il s'agit, répétons-le, du problème de la « nature »

de la bureaucratie, Mandel explique que les marxistes, de tout temps, ont toujours lutté pour le redressement de la bureaucratie stalinienne et ajoute en plus qu'elle est « inévitable », réduisant dès lors la révolution d'Octobre à un accident historique.

Il écrit :

« Bref, il est très différent de permettre à une politique de réduire progressivement le poids et le pouvoir de la bureaucratie, ou d'accroître par à-coups ce poids et ce pouvoir. La première attitude est celle des partisans de la révolution prolétarienne, de Lénine à Trotsky. La seconde est l'attitude des porte-parole de la bureaucratie, de Staline à Brejnev. »

Comme on le constate, poussé dans ses derniers retranchements, le pabliste Mandel affirme ouvertement que, jusqu'à la fin de sa vie, Trotsky a lutté pour « réduire progressivement le poids et le pouvoir de la bureaucratie ».

La question de la nature bourgeoise de la bureaucratie, excroissance parasitaire développant une politique bourgeoise contre-révolutionnaire à la tête de l'Etat ouvrier — lequel plonge contradictoirement ses racines dans les bases sociales d'Octobre — est éliminée. La nécessité de la révolution politique du prolétariat soviétique également. La seule différence entre Mandel et Krasso tient simplement à ce que le faux politique du premier est moins grossier.

Le marxisme est dès lors réduit à un pur schéma sans vie. En conclusion de sa seconde « critique », Mandel ose écrire :

« Nous ne pouvons donner du marxisme de Trotsky une définition plus juste que celle de Krasso. »

Car, comme pour le petit-bourgeois anti-trotskyiste Krasso, le « trotskysme », qui devient également pour Mandel « le marxisme de Trotsky » — comme s'il y avait d'« autres marxismes », ceux probablement de Brejnev, de Mao Tsé-toung et de Castro — est réduit à un ensemble de « problèmes ». La méthode révolutionnaire de Marx, de Lénine et de Trotsky a disparu.

« Le marxisme de Trotsky s'efforce d'intégrer dans la doctrine classique du socialisme scientifique la réponse aux problèmes spécifiques des révolutions et contre-révolutions dans une époque impérialiste : problème du pouvoir soviétique (remarquons que, en note, le soviétique est, pour Mandel, un "concept" que "Lénine n'a fait entrer dans la théorie bolchevique qu'en 1917") qui fonde la dictature du prolétariat ; problème de la révolution

permanente dans les pays attardés ; problème de la dynamique internationale d'une victoire de la révolution prolétarienne ; problème de la nature double de la bureaucratie dans la classe ouvrière ; problème des rapports entre le Parti, l'appareil du Parti et la classe ouvrière. »

Cette énumération finale illustre de nouveau clairement la méthode antimarxiste de Mandel. L'unité mondiale de la lutte des classes est de nouveau coupée, non plus tellement entre différentes zones (les fameux « trois secteurs » de la révolution

mondiale), mais en une série de « problèmes » isolés les uns des autres.

Soucieux de prendre sa place au sein des rédactions des revues petites-bourgeoises, Mandel y poursuit son entreprise de dénaturation du marxisme. La « *New Left Review* », fondée par des idéologues petits-bourgeois en rupture avec le stalinisme, peut se féliciter d'offrir à ses lecteurs un débat aussi « riche » que celui qui oppose Krasso et Mandel. Avec l'un comme avec l'autre de ces « marxistes », elle est assurée de brouiller la conscience de ses lecteurs, elle s'affirme comme un instrument privilégié de l'antitrotskysme.

**En vente à la Librairie d' « Informations Ouvrières »
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - Paris (10^e)**

LES MARXISTES ET L'ÉTAT

par CÉSAR CORTE

La théorie marxiste de l'Etat, vérifiée par un siècle d'expérience du mouvement ouvrier international, et confrontée avec ses déformations staliennes et ses falsifications petites-bourgeoises, reste l'arme irremplaçable de l'avant-garde révolutionnaire.

Supplément à « *Etudes Marxistes* » n° 9

Prix : 2,50 F

Une étape de la crise du stalinisme en France : LES LIVRES DE JEAN COIN

par Pierre BROUÉ

SEUL parmi la presse ouvrière, « Informations ouvrières » a rendu compte il y a quelques semaines du livre de Jean Coin, paru en 1969, sur la « révolution manquée », la grève générale de mai 1968, « J'en appelle à cent mille hommes » (1), un document important sur la crise actuelle au sein du P.C.F. sur lequel a été organisée avec beaucoup de succès une véritable conspiration du silence. La presse bourgeoise — peu avare pourtant de détails sur Garaudy ou Aragon — a été muette, et la presse du P.C.F. s'est complètement tue, manifestant ainsi la crainte que lui inspirent des démarches et des réactions du type de celle de l'ancien rédacteur en chef de « France nouvelle ». C'est également « Informations ouvrières » qui a été, à notre connaissance, le seul périodique à publier une tribune libre du même Jean Coin rédigée à la veille du 19^e congrès du P.C.F. On n'a guère plus parlé du roman du même auteur, « Le sang n'est jamais heureux » (2), sinon pour dire de cette autobiographie de militant du P.C.F. qu'elle était un « roman sur la résistance » — une façon comme une autre de n'en pas parler. Cette conspiration du silence nous paraît un fait politique d'une grande signification, et, pour y avoir nous-mêmes involontairement contribué d'une certaine façon en ne rendant compte de ces livres que des mois après leur parution, nous ressentons d'autant plus la nécessité de rendre justice à ce militant qui a été sans doute l'un des premiers, à partir de mai 1968, à relever contre les bureaucrates staliniens le drapeau du communisme, et ce, alors que nous avons avec lui d'importantes divergences.

L'homme : un combattant révolutionnaire

Jean Coin a aujourd'hui cinquante ans. Il est né dans le Gard, au « pays noir », dans une vallée « rouge » comme on dit dans ce pays, où il a d'abord été berger. Tout jeune, il a vécu dans cette classe ouvrière cévenole misérable et fière, connu les grèves dures, la « chasse

au renard », la répression féroce, l'isolement, le silence parfois autour de ses âpres combats. Dans le mas de sa mère, « mère de tous les siens, servante de persécutés », comme il écrit, il a vu passer des militants communistes, journalistes ou grévistes poursuivis, passés dans la clandestinité dans ses montagnes, et lu les premiers livres marxistes — ceux qu'ils lui laissaient. Plus tard, il a lui-même guidé sur les sentiers les combattants des Brigades internationales revenus d'Espagne qui cherchaient à éviter le camp d'internement et reprendre leur poste au combat.

Lui-même, très jeune militant des J.C., n'est pas autorisé à s'engager pour combattre en Espagne où son ami Pierre Georges — le futur colonel Fabien — était déjà parti, à dix-huit ans. Mais, en 1939, le jeune dirigeant des J.C. prend en main dans la clandestinité la direction de la fédération du Gard de son parti, interdit par Daladier, et que ses principaux dirigeants de la région — en particulier Fernand Valat, député-maire d'Alès — viennent de renier. Il est ensuite mobilisé, puis, après la débâcle, reprend ses activités clandestines, avant d'être arrêté en décembre 1940. Il fait quarante mois de prison, à Eysses, où il est l'un des dirigeants de l'insurrection des détenus politiques, à Nîmes où il dissimule sous son matelas un lot de grenades. Il a l'amertume d'être « lâché » par l'un des responsables de l'appareil clandestin, « Lazare » — un pseudonyme à peine voilé dissimulant l'identité d'un futur député-maire. Evadé, il devient l'un des dirigeants des F.T.P. du Languedoc où, malgré l'opposition des dirigeants régionaux du P.C. qui tentent même de le faire arrêter, il déclenche l'insurrection sans « attendre » l'armée De Lattre (3).

Ce sont ces derniers mois qu'il raconte dans son roman ; roman non de la « résistance » comme on l'a écrit, mais de la « libération » qui fut pour lui une « révolution manquée ». Il y décrit avec passion et fidélité la grande illusion des militants F.T.P. qui croyaient mener une « guerre révolutionnaire » et narre avec sobriété leur immense déception : l'armée d'Afrique, à peine débarquée, s'empresse de barrer la route de l'Espagne à son camarade Cristino Garcia et à ses compagnons guérilleros, les autorités « insurrectionnelles » remettent ce pouvoir durement conquis par les F.T.P. aux représentants de l'Etat bourgeois restauré.

Le personnage du roman qui l'incarne s'écrie :

« Pour garder le pouvoir, il eût fallu que bien des choses soient autrement... Le pouvoir, nous le reprendrons. Vaincra demain ceux qui convaincront. Nous le conquerrons à jamais cette fois. Sans la montagne... »

Militant du parti communiste, combattant des F.T.P., Jean Coin a vingt-cinq ans quand la guerre se termine. Il a certes beaucoup appris : il sait par l'exemple de Valat comment des dirigeants ouvriers peuvent se laisser corrompre par la bourgeoisie et trahir leur parti et leur classe, il sait aussi ce que représentent l'ambition et la soif de pouvoir d'hommes aussi médiocres que Lazare quand ils utilisent un appareil. Peut-être même a-t-il pressenti, sans toutefois l'identifier pleinement, l'existence du stalinisme à l'œuvre dans son parti, à travers ces hommes qui ont voulu le faire arrêter parce qu'il avait lancé l'« aventure » de l'insurrection du Languedoc, et qui ont tenté de faire fusiller un militant J.C. coupable d'avoir « compromis » les relations avec l'« armée secrète », c'est-à-dire avec la bourgeoisie gaulliste. C'est en tout cas ce qu'il écrit aujourd'hui. Pourtant, il ne sait pas tout, et il lui faudra des années encore avant de comprendre la nature contre-révolutionnaire de la politique menée par la direction de ce parti qui est sa chair et son sang. Il suit les cours de l'école centrale du P.C.F., devient journaliste, correspondant de « l'Humanité » à Moscou, puis secrétaire général, rédacteur en chef adjoint de « l'Humanité », rédacteur en chef de « France nouvelle » enfin (4). Il en sera écarté à la sauvette, sans explications, en 1966, avant d'être exclu en juin 1968 contre l'avis de sa cellule unanime (5).

Un itinéraire douloureux

L'autobiographie romancée de Coin s'arrête à l'arrivée de l'armée De Lattre sur la rive droite du Rhône. Du long itinéraire parcouru par le jeune partisan devenu journaliste, nous ne savons presque rien en dehors d'indications éparses dans « J'en appelle à cent mille hommes ».

Il écrit notamment :

« Ce fut une faute grave de croire qu'il fallait penser que le doute était nihiliste, sacrilège, criminel et impie, et non le précepte favori de Marx, la règle d'or de sa méthode de pensée, le moyen indispensable d'investigation scientifique, la transition nécessaire des ténèbres vers la lumière. »

Envoyé par « l'Humanité » à Prague à la veille d'un des grands procès — il ne précise pas lequel —, aussitôt informé de ce qui se trame, il reprend l'avion pour Paris. Il ne veut pas rendre compte d'un tel procès, mais se tait cependant, réagissant inconsciemment, comme instinctivement. En 1953, communiste français à Moscou, il monte la garde devant le cadavre de Staline, le « fossoyeur de la révolution » comme disait Trotsky, et

ne soupçonne pas encore les combats qui l'attendent, pour la révolution, contre l'appareil des bureaucrates de son parti, formé par l'appareil stalinien, contrôlé par lui.

Le lendemain du 20^e congrès du P.C.U.S., dans la préparation du congrès du Havre du P.C.F., il entame la lutte : l'intervention de sa fédération au congrès n'en donnera qu'un écho assourdi. C'est qu'il faut étouffer sa voix et celle des siens, les ouvriers communistes. Il écrit :

« C'est dans ce désordre, dans cette médiocrité petite-bourgeoise que j'ai pataugé des années durant. Je ne pouvais renoncer en pensant aux ouvriers. J'ai choisi le chemin le plus difficile, celui des tourments que j'ai surmontés en communiste pour servir ma classe et mes idées. »

Il est placé sous une véritable surveillance de type policier par l'appareil qui fait enregistrer les cours qu'il donne à l'école centrale, détache un secrétaire fédéral à chacune de ses conférences, affecte dans sa cellule un membre du bureau fédéral. Il adresse à Waldeck Rochet, en 1964, des amendements au projet de statuts : ils ne seront ni publiés dans la tribune de discussion ni soumis au 17^e congrès. En décembre 1966, il adresse au même Waldeck Rochet un texte de discussion, « **Au communisme son visage humain** », qui connaîtra le même sort. Dans tous ces textes, il défend les droits des militants contre l'appareil, les travailleurs contre les complices de la bourgeoisie, le communisme contre les stalinien. Le 29 mai 1968, il adresse à « **Combat** » une tribune libre : « **Communistes, exigez un congrès extraordinaire** » :

« Les communistes et les travailleurs, qui, comme moi, ont été dès le premier jour aux côtés des étudiants dont la révolte comptera dans l'Histoire comme ont compté la révolte de leurs aînés et la manifestation à l'Etoile, ont lavé leur parti de la honte de tous les Marchais, sauvegardé pour l'avenir immédiat les possibilités d'alliance entre ouvriers et intellectuels français. Dans tous les cas, la place du révolutionnaire était indiquée : là où l'on recevait des coups. » (6)

En réponse, il est exclu. Mais son combat continue.

Des perspectives à éclairer

Jean Coin n'a pas, et n'aura pas, la publicité de la presse bourgeoise, qu'elle soit d'« information » ou « de gauche ». Parce que c'est une critique de classe qu'il dirige contre les dirigeants du parti qui l'ont exclu. Les perspectives qu'il développe méritent d'autant plus d'être étudiées, et éventuellement critiquées.

Coin a été l'un des premiers à répondre à Garaudy sur le terrain du marxisme : il ne s'agit pas de gérer ou de cogérer l'Etat bourgeois, mais de le détruire. Il a, semble-t-il, parfaitement compris le rôle du stalinisme, ses efforts désespérés pour échapper aux contradictions

dans la crise qui l'étreint. Il a également compris la perspective de la révolution politique en U.R.S.S., puis-qu'il écrit :

« Le 20^e congrès était à la fois concession et manœuvre, recul et défense de l'opportunisme de gauche pour se perpétuer et se sauver. (...) Il n'est ni la fin ni le commencement, mais l'annonce d'un changement radical, d'un changement historique autrement plus profond. Octobre sera victorieux, Octobre triomphera des bureaucrates, des policiers et des incapables. La voilà, la véritable "déstalinisation", tout le reste n'est que fioritures ou bavardage. »

Il pulvérise en quelques phrases les considérations de Garaudy et autres sur l'autogestion :

« Vous me parlez "gestion", vous me parlez "contrôle" ; il n'y a pas de gestion au purgatoire... Pour quitter sa condition de prolétaire, l'ouvrier doit être le maître. »

Mais il écrit aussi qu'il aurait fallu, en mai 1968, appeler « les masses françaises à l'autogestion sociale ».

Il décrit l'Etat ouvrier à naître après la destruction de l'Etat bourgeois :

« Alors viendra le plus jeune Etat du monde, le plus libre, le plus prolétarien, et par conséquent le plus humain ; le plus stable aussi, avant de disparaître et d'entraîner dans son extinction la notion même d'Etat. Ce sera celui de la classe ouvrière française majeure et de ses alliés naturels, les intellectuels et les paysans, délivrés de leurs exploités, de leurs parasites, de leurs technocrates et de leurs bureaucrates. Pratiquant au maximum la démocratie directe dans leurs assemblées et leurs conseils, les travailleurs régleront eux-mêmes leurs propres affaires. Ils créeront leur présent et le garantiront. Ils inventeront l'avenir dans une vie politique passionnée (impossible jusque-là) où la lutte pacifique des partis sera assurée (non point admise et tolérée comme une concession, mais préservée, développée au sein des masses comme une condition nécessaire de la recherche de la vérité). »

S'efforçant de démontrer que mai 1968 a constitué une « révolution manquée », Coin, au terme d'une argumentation vigoureuse, met en avant la nécessité de l'élection de « conseils », mais aussi de « comités de base » ou encore de « comités d'action ». La démonstration est, du coup, affaiblie : s'agit-il des « comités d'action » tels que les ont conçus les tenants de la théorie des « minorités agissantes », ou encore des « comités d'action pour un gouvernement populaire et d'union démocratique » lancés par le B.P. du P.C.F. le 25 mai, et retirés une semaine après ? Il semble qu'il s'agisse des seconds, dont Coin, dès 1964, proposait l'élection « à la base ». Mais, en mai 1968, il y avait douze millions de grévistes comme base, et Coin ne se prononce pas sur la question du rôle des comités de grève et en particulier sur le mot d'ordre lancé à l'époque de « comité central national de grève » qui posait précé-

sément la question du pouvoir, dont il reproche à juste titre aux dirigeants du P.C.F. de l'avoir escamotée.

Jean Coin, à plusieurs reprises, se prononce très nettement pour la stratégie du **Front unique ouvrier** dont il souligne qu'elle fut définie et développée par Lénine. Pourquoi, simultanément, insister exclusivement sur ce qu'il appelle le Front unique « à la base », ce qui — l'expérience l'a démontré — revient à renoncer à entraîner dans l'action la masse des travailleurs qui font encore confiance à des directions opportunistes, et abandonner le Front unique lui-même ? Pourquoi ne pas dire ici que c'est au nom du Front unique « à la base » que le stalinisme a combattu le Front unique en Allemagne avant 1933 et pavé ainsi la voie à la victoire des hitlériens ? En 1968, le Front unique de la classe ouvrière passait par la constitution de comités et d'un comité central de grève. Aujourd'hui comme hier, il passe également, comme le soulignait Lénine à propos de la conférence des trois Internationales en 1922, par des propositions inlassables d'unité d'action au sommet sans lesquelles il devient une pure et simple entreprise de débauchage — le contraire du Front unique, qui est le rassemblement des travailleurs et de leurs organisations dans la lutte.

Enfin, Jean Coin insiste particulièrement sur le mot d'ordre, à ses yeux central, de « **congrès extraordinaire du parti communiste** », et c'est cet objectif qu'il propose à « cent mille hommes » d'entreprendre avec lui. Or les formulations ne sont pas toujours très claires. Bien des passages permettent de supposer qu'il ne s'agit pas d'un appel à rénover les partis staliniens, à lutter dans et pour l'appareil du P.C., mais d'une perspective de combat contre l'appareil et pour sa destruction, d'une étape vers la révolution socialiste dont il écrit qu'elle « **commence par la révolution dans le parti communiste** ». Mais la révolution dans un parti — non sa réforme — exige la destruction de son appareil, implique la scission, comme Lénine l'a démontré à propos de la social-démocratie. Or, dans « **Il faut le dire** », Coin parle de la « **reconquête** » de leur parti par les communistes, de la « **régénération** » qu'ils imposeront. Il y a là un problème capital.

Les militants de l'Organisation trotskyste veulent, comme Jean Coin apparemment, un parti révolutionnaire, un parti communiste, une Internationale d'où soient bannis carriéristes et bureaucrates, « **passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois** », et dans lequel ont leur place des dizaines de milliers d'authentiques révolutionnaires qui sont encore aujourd'hui dans le P.C.F. et qu'il faudra effectivement conquérir. Ils pensent comme lui que, dans un tel parti communiste, il y a nécessairement place pour des tendances et un libre jeu de la démocratie ouvrière conformément à la tradition bolchevique. Ils ont comme lui conscience qu'il faudra, pour bâtir ce parti, rassembler dans la clarté des hommes gagnés au communisme, et que cet instrument historique sera le ferment de l'unité révolutionnaire de la classe, de la réalisation du Front unique ouvrier. De ce point de vue, ils ne peuvent exclure la perspective d'un nouveau congrès de Tours où se fonderaient, **dans un parti nouveau**, au terme d'une

lutte politique, d'une ou de plusieurs scissions, des militants rompant avec l'appareil stalinien, qu'ils soient ouvriers ou permanents, et l'avant-garde révolutionnaire qui se construit aujourd'hui en dehors des rangs du P.C.F. On peut penser, à la lecture de « J'en appelle à cent mille hommes » que cette perspective correspond à celle de Jean Coin : on en doute fortement à la lecture de « Il faut le dire »...

S'il se produit en France un « nouveau congrès de Tours » ce sera, comme Tours, un congrès de scission, celui de la fondation d'un nouveau parti qui rassemblera l'avant-garde réelle, et qui ne saurait en aucun cas constituer une « reconquête » ou une « régénération ». Et, même si Jean Coin était d'accord avec cette analyse, il resterait encore à savoir comment combattre aujourd'hui pour ce nouveau congrès de Tours. Or les réponses qu'il donne ne sauraient nous satisfaire. Loin de nous la pensée de sous-estimer le rôle que tiennent dans ce combat les militants qui sont aujourd'hui encore prisonniers de l'appareil du P.C.F. ni ceux, toujours plus nombreux, qui livrent dans ses rangs — en ordre, hélas ! dispersé — le combat que lui-même a mené pendant des années avant son exclusion. Mais les nécessités de la lutte quotidienne, de la défense acharnée des conquêtes historiques de la classe ouvrière, impliquent l'organisation indépendante d'une avant-garde ouvrière, d'une force d'intervention, d'un pôle de regroupement de la jeunesse révolutionnaire qui ne peuvent aujourd'hui se développer à partir des seuls éléments d'opposition à l'intérieur du P.C.F. L'existence de l'A.J.S., son action constituent le principal facteur du mûrissement de la crise à l'intérieur de la Jeunesse communiste, précisément parce qu'elle est le facteur d'organisation de la jeunesse travailleuse, donc de son combat contre le capitalisme. L'action de l'Organisation trotskyste, celle des militants de l'Alliance ouvrière sont aujourd'hui, comme dans les premiers jours de la grève générale, un facteur décisif de la lutte des classes. Jean Coin appelle « cent mille hommes » à régénérer le P.C., croit-il qu'un militant étudiant touché par son appel serait mieux à sa place dans une opposition silencieuse — parce que muselée à l'intérieur de son cercle — dans une organisation qui prône la « participation » dans le cadre de la loi Faure, ou à l'A.E.R. qui a organisé et aidé à centraliser les combats étudiants contre le démantèlement de l'enseignement public et l'envoi au chômage de dizaines de milliers de jeunes ? Sur ce point aussi, Jean Coin doit se prononcer. S'il est vrai, en définitive, que ce sont les masses de ce pays qui trancheront et qui régleront leurs comptes aux agents de la bourgeoisie, de quelque étiquette qu'ils se couvrent, il n'en est pas moins vrai qu'elles n'y parviendront que si l'avant-garde communiste s'organise puissamment, dès aujourd'hui, pour préparer les victoires de demain, et d'abord à travers la construction d'un authentique parti communiste.

Que faire aujourd'hui ? Les « cent mille hommes les plus passionnés, les plus volontaires, les plus révolutionnaires que ce pays possède », et à qui Jean Coin a lancé son appel, sont là, devant nos yeux : les uns se battent, comme il le leur demande, à l'intérieur du P.C.F., « contre la réaction intérieure et extérieure », mais isolément, et n'ont même pas pu faire entendre leur voix au congrès de Nanterre. Les autres en ont été, comme lui, chassés, et, comme lui, ne peuvent prendre place dans un « parti communiste » qu'après s'être assurés que les Marchais n'y ont pas la leur. Il faut, de toute évidence, les organiser ensemble, leur indiquer ce qu'ils peuvent et doivent faire ensemble pour réaliser le Front unique ouvrier, préparer la construction du parti révolutionnaire et la révolution socialiste.

Nous savons que Jean Coin et les militants du P.C.F. de sa trempe sont à nos côtés dans la lutte, plus nécessaire que jamais, contre la répression, et qu'ils sauront le montrer — car ils sont des dizaines de milliers à ne pas accepter l'hymne à la répression contre les prétendus « fascistes de gauche » que Marchais et Duclos ont entonné aux oreilles de Marcellin. Mais cela ne suffit pas. Il faut pouvoir donner aujourd'hui à la classe ouvrière le programme de combat qu'elle fera sien et auquel elle donnera, à travers son organisation, la force et la vie. Cette entreprise doit être unificatrice, et, comme le souhaite Jean Coin, fraternelle : sa place est avec nous, non pas aujourd'hui dans nos rangs, mais à nos côtés, dans le même combat de classe, du même côté du front de classe. Il dépend de militants comme lui que ce combat, la lutte pour l'organisation de l'avant-garde, progresse à pas de géant — et c'est, entre autres, le sens du combat pour le Congrès ouvrier — congrès de l'Alliance ouvrière. Nous attendons avec confiance le débat politique avec lui sur les questions soulevées : une discussion parfaitement fraternelle, mais aussi sans la moindre concession, entre militants.

(1) Jean Coin, « J'en appelle à cent mille hommes. La crise du P.C. et la révolution manquée », Plon, 1969, 440 pages.

(2) Jean Coin, « Le sang n'est jamais heureux », Plon, 1969, 245 pages.

(3) Tous ces renseignements biographiques — facilement vérifiables pour les militants de la région, ce qui explique les intolérables pressions auxquelles ont été soumis certains libraires du Gard — et ces épisodes historiques se trouvent dans le roman de Coin dont tous les personnages, à commencer par lui, sont facilement identifiables.

(4) Indications données par la jaquette de l'édition du roman, complétées par des allusions dans « J'en appelle à cent mille hommes ».

(5) Voir dans « J'en appelle à cent mille hommes », le chapitre XV, « Le tribunal ».

(6) Tous ces documents sont reproduits en annexe de « J'en appelle à cent mille hommes ».

